



ICOMOS INFORMATION

CONSERVATION RESTORATION
DES MONUMENTS ET DES SITES
PRESERVATION RESTORATION
OF MONUMENTS AND SITES

N. 1-1986

BÖRJE BLOMÉ
THE RESTORATION
OF HÅVERÖ CHURCH

M. TAYLOR-SOUBEYRAN
C. VIGNES-DUMAY
L'ARCHITECTURE
VERNACULAIRE
EN OMAN: L'OASIS
D'AL HAMRA

LUIGI FUSCO GIRARD
THE "COMPLEX SOCIAL
VALUE" OF THE
ARCHITECTURAL HERITAGE

DANIEL THÉRON
LA CONVENTION POUR LA
SAUVAGARDE DU PATRIMOINE
ARCHITECTURAL DE L'EUROPE

ANN WEBSTER-SMITH
1987 SYMPOSIUM ON
"OLD CULTURES IN
NEW WORLDS" WASHINGTON
ISSUES A CALL FOR PAPERS

NOUVELLES - NEWSLETTER

IAI

ICOMOS INFORMATION
Revue trimestrielle/Quarterly review

DIRECTEUR/EDITOR
Président de l'Icomos/
President of Icomos
Michel Parent

COMITE DE RÉDACTION/EDITORIAL BOARD
BUREAU DE L'ICOMOS/ICOMOS BUREAU:
Michel Parent, Abdelaziz Daoulati, Jorge O. Gazaneo,
Max Bourke, Roberto Di Stefano, Jonas Glemza,
Augusto C. da Silva Telles, Ann Webster Smith.

DIRECTEUR RESPONSABLE/MANAGING EDITOR
Roberto Di Stefano

REDACTION/EDITORIAL OFFICE
Paris
Secrétariat International de l'Icomos/
Icomos International Secretariat:
Richard Lo Giudice
75, rue du Temple, 75003 Paris.
Naples
Edizioni Scientifiche Italiane:
Rosa Anna Genovese
Via Chiatamone, 7, 80121 Naples

CONDITIONS D'ABONNEMENT/ANNUAL
SUBSCRIPTION
Italie/Italy L. 60.000; Etranger/Abroad \$40
Chaque Numéro/One issue
Italie/Italy L. 16.000; Etranger/Abroad \$12

PUBLIÉ PAR/PUBLISHED BY
Edizioni Scientifiche Italiane, ESI
Via Chiatamone 7, 80121 Naples (Italie/Italy)
tel. 081/418346-426581-426781

PUBLICITÉ/ADVERTISING ADMINISTRATION
Edizioni Scientifiche Italiane, Naples (Italie/Italy)

MAQUETTE/GRAPHIC DESIGN
Gelsomino d'Ambrosio, Pino Grimaldi
Studio Segno, Salerno (Italie/Italy)

Imprimé en Italie/Printed in Italy
Arte Tipografica
Via S. Biagio dei Librai, 39
80100 Naples (Italie/Italy)

Regis.: U.N.P.I. - Paris
16/4/1985 n. 738999

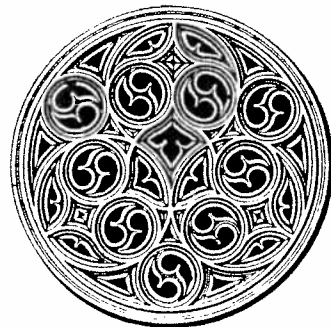
Les articles paraissant dans ICOMOS INFORMATION
expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas
nécessairement celles de l'Icomos ou de la Rédaction.
Les titres des articles et les légendes des photos sont (peuvent
être) de la rédaction.

The opinions expressed in the articles published in
ICOMOS INFORMATION do not necessarily reflect those
of Icomos or those of the Editorial Board. The titles of
the articles and the captions under the photos may have
been written by the Editorial Board.

Publié avec le concours financier de l'Unesco
Published with the financial assistance of Unesco

© Copyright 1986 by
Edizioni Scientifiche Italiane, Naples (Italie/Italy)

- 1 *Roberto Di Stefano*
-
- 2 THE RESTORATION OF HÄVERÖ CHURCH
Börje Blomé
-
- 11 L'ARCHITECTURE VERNACULAIRE EN OMAN:
L'OASIS D'AL HAMRA
Muriel Taylor-Soubeyran, Claire Vignes-Dumas
-
- 19 THE "COMPLEX SOCIAL VALUE" OF THE ARCHITECTURAL
HERITAGE
Luigi Fusco Girard
-
- 23 LA CONVENTION POUR LA SAUVAGARDE DU PATRIMOINE
ARCHITECTURAL DE L'EUROPE
Daniel Thérond
-
- 37 1987 SYMPOSIUM ON "OLD CULTURES IN NEW WORLDS"
WASHINGTON ISSUES A CALL FOR PAPERS
Ann Webster-Smith
-
- 39 NOUVELLES - NEWSLETTER
-
- 49 IAI - INDEX ANALYTIQUE DE L'ICOMOS/ICOMOS ANALYTICAL INDEX
SELECTION DE LA LITTÉRATURE TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES MONUMENTS HISTORIQUES
A SELECTION OF TECHNICAL LITERATURE ON THE
CONSERVATION OF HISTORIC MONUMENTS
-
- 57 OUVRAGES REÇUS/BOOKS RECEIVED
-
- 59 CALENDRIER/CALENDAR



L'échange d'informations et de connaissances techniques et culturelles entre les 3000 membres de l'Icomos répartis à travers le monde, est désormais possible grâce à ces pages, qui n'ont pas la prétention d'être une revue si l'on entend par là un produit de l'industrie culturelle où d'importants investissements financiers assurent plus de retombées économiques et publicitaires que culturelles proprement dites. Cette publication veut seulement être un «canal» de communication entre les experts, une tribune où l'on puisse librement échanger idées et expériences; un lien qui naît et qui s'anime à force de courage, de bonne volonté et grâce aux compétences scientifiques des membres de l'Icomos. C'est justement cette force qui supplée au manque de moyens financiers, de personnel, de grandes structures de distribution et de diffusion et surmonte les imperfections que nous avons dû constater pendant notre première année de vie. Cette première année a cependant été assurée et nous a vus croître et nous développer dans un climat d'estime et de satisfaction qui s'étend au fur et à mesure, bien au-delà du cercle de l'Icomos. C'est ainsi que l'opinion publique mondiale commence à connaître et apprécier notre institution, lieu vital de promotion de la culture de la conservation et des techniques de restauration, structure irremplaçable au service de la communauté internationale employée à atteindre de nouveaux développements sociaux et économiques, grâce à la mise en valeur appropriée du patrimoine culturel. Il s'agit maintenant d'aller de l'avant, en tenant compte du consensus acquis et croissant, mais aussi de l'hostilité plus ou moins explicite de ceux qui ne poursuivent pas les mêmes idéaux de l'Icomos, lesquels étant fondés sur des valeurs humaines antiques et profondes, sont résolument progressistes et réformatrices. Ce sont ces valeurs, et seulement celles-ci qui maintiendront *Icomos Information* en vie et qui la feront progresser, pourvu qu'elles se concrétisent en contributions de toutes sortes à l'effort commun.

Roberto Di Stefano
Vice-Présidente de l'Icomos

The exchange of information and of technical and cultural knowledge among the 3000 Icomos members throughout the world is henceforth possible thanks to these pages, which lay no claim to the appellation "journal," that is a product of the cultural industry, in which major financial investments are more noteworthy for the publicity they generate or for their economic repercussions than for their cultural impact. This publication simply intends to be a channel of communication among experts, a forum in which ideas and experiences can be freely exchanged, a channel springing from and sustained on courage, goodwill, and the professional expertise of the members of Icomos. It is precisely these factors that constitute our strength thereby compensating for the shortage of funds, of personnel and of an elaborate system of distribution and circulation and enabling us to eliminate the imperfections noted during our first year of existence. Nevertheless the fact remains that this first year has existed, and throughout it we have grown and developed in a climate of respect and satisfaction, which has progressively extended beyond the circle of Icomos. In this way, public opinion worldwide is beginning to recognize and to appreciate Icomos as a vital institution for the promotion of conservation and restoration techniques, which provides the international community with an irreplaceable framework for attaining social and economic development through the appropriate enhancement of the cultural heritage. It is now time to move forward, bearing in mind not only the existing and growing consensus but also the more or less explicit hostility manifested by those who do not pursue the goals of Icomos—goals which, founded on human, age—old and profound values, are resolutely progressive and reformative. These and only these values will keep *Icomos Information* alive and enable it to move ahead provided that they materialize in individual contributions of every sort towards our common effort.

Roberto Di Stefano
Icomos Vice President



THE RESTORATION OF HÄVERÖ CHURCH¹

Börje Blomé

1. Häverö Church. Exterior view. (B. Blomé)

Architect SAR and Ph.D. Art History

La récente restauration de l'église d'Häverö représente une étape marquante dans l'évolution de la pratique de la conservation en Suède car il s'agit d'une des premières tentatives d'application systématique des principes modernes de conservation à un monument suédois de grande importance. De plus les travaux de restauration ont permis de sauvegarder un des rares exemples d'intérieur ecclésiastique Jugendstil encore existant en Suède.

Construite vers 1300 en granit et en bois, l'église d'Häverö fut modifiée à plusieurs reprises au cours de son histoire. Les peintures murales de la fin du XV^e siècle qui décorent la nef de l'église furent partiellement dissimulées sous de couches de plâtre aux XVIII^e et XIX^e siècles. Puis lors d'une transformation de grande envergure entreprise en 1905, l'église fut dotée d'un ensemble de mobilier Jugendstil (autel, orgues, bancs) et à cette occasion les peintures murales, remises au jour, furent retouchées, et enfin complétées dans ce même style.

La dernière restauration de l'église (1971-1972) dont l'auteur était l'architecte responsable, a eu pour but non seulement de remettre en état le bâtiment (nettoyage, réparation, et modernisation des installations techniques) mais aussi de mettre en évidence l'histoire du monument. La décision fut prise de conserver l'intérieur de l'église dans son aspect Jugendstil, décision qui a également permis de préserver un exemple significatif des techniques de conservation pratiquées au début de ce siècle. D'autre part, les fouilles archéologiques entreprises pendant les travaux de restauration montrent clairement l'évolution du monument et grâce à celles-ci on peut à présent étudier in situ les différentes étapes de l'histoire de l'église depuis sa structure primitive en bois jusqu'à son état actuel.

La reciente restauración de la iglesia de Häverö constituye una etapa importante en la evolución de la práctica de la conservación en Suecia, por tratarse de uno de los primeros intentos de aplicación sistemática de los principios modernos de conservación a un famoso monumento sueco. Además las obras de restauración han permitido salvaguardar uno de los raros ejemplos de interior eclesiástico Jugendstil que aún existen en el país.

La iglesia, construida hacia 1300 en madera y granito, fue modificada muchas veces durante su historia. Las pinturas murales datando del fin de siglo XV que decoran la nave de la iglesia fueron disimuladas en parte bajo capas de yeso en los siglos XVIII y XIX. Después, en ocasión de una importante transformación realizada en 1905, fue amueblada en estilo Jugendstil (altar, órgano, bancas) y las pinturas murales fueron nuevamente descubiertas y completadas en el mismo estilo.

El objetivo del arquitecto encargado de la última restauración de la iglesia (1971-1972) no fue solamente mantener el edificio (limpieza, reparación, modernización de las instalaciones eléctricas) sino también valorizar la historia del monumento. Se decidió conservar el edificio en su aspecto Jugendstil, permitiendo así la preservación

After the end of the Second World War, and especially in the course of the many restorations that took place during the 1950s, Swedish churches underwent extensive changes, which in many cases can only be termed vandalism. The architects responsible for the restorations often adopted stylistic criteria while at the same time taking the liberty of making alterations and additions of their own choosing. Their lack of respect for the different stages in the history of church buildings was often manifested by the ruthless gutting of interiors and the destruction of decorations dating from the nineteenth and early twentieth centuries. In the medieval church at Häverö, the Jugendstil decoration, whose status during the 1950s was at a low ebb, suffered particularly owing to such practices. As a result of this historically reprehensible attitude, Jugendstil interiors in ecclesiastical buildings are rare in Sweden today.

The restoration of Häverö Church reflects the growing prevalence of a fundamentally new attitude toward building conservation in Sweden. This change, emanating from the seminal Second International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments which took place in Venice in 1964 and from the intensive building conservation activities that have been going on ever since under the aegis of the Council of Europe and Unesco, are distinguished above all by historical awareness. As a result, greater consideration is now being accorded to the transformations that a building has undergone. Accordingly, recent restorations are also regarded as part of the history of the building and therefore worthy of respect.

These views were already propounded in the 1880s by the Italian architect and art historian, Camillo Boito (1836-1914). Although Boito's ideas on the subject of restoration represented a complete break with the prevailing practice of stylistic restoration, they did not gain the attention they deserved until the First International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments held in Athens in 1931. Furthermore, Boito's ideas were of fundamental importance for the research in restoration theory undertaken during the 1950s by his compatriot, Cesare Brandi, especially as regards Brandi's emphatically historical and aesthetic approach to restoration and conservation. It was this approach which, in the 1970s, guided the restoration of Häverö Church—the subject of the present paper.

HISTORY OF THE BUILDING

The present church at Häverö, built of granite rubble and dating back to about 1300, is situated 95 kilometres north of Stockholm (Fig. 1). It has a steeply pitched shingled roof

Client: Häverö Parish Council, Hallstavik, Sweden
Restoration period: 1971-1972
Architect: Börje Blomé
Structural Engineers: Bjerking Ingenjörbyrå AB, Uppsala
Main Contractor: Byggnadsfirma E.A. Alm AB, Hallstavik
Archaeological Supervision: Birgitta Hoberg
Conservation work: Evald Håkansson, Ulf Krook, Erik Tomth
Cost: 630,000 Skr (approximately US \$133,000 in 1972)



1

2. Häverö Church. Plan of ground floor and cross section (west) of nave before the 1905 restoration. (Häverö Parish Archives)

utilizadas al comienzo del siglo. Además, las excavaciones arqueológicas llevadas a cabo durante las obras de restauración han puesto en valor la evolución del monumento, favoreciendo el estudio in situ de las diferentes etapas de su historia desde su estructura primitiva hasta su estado actual.

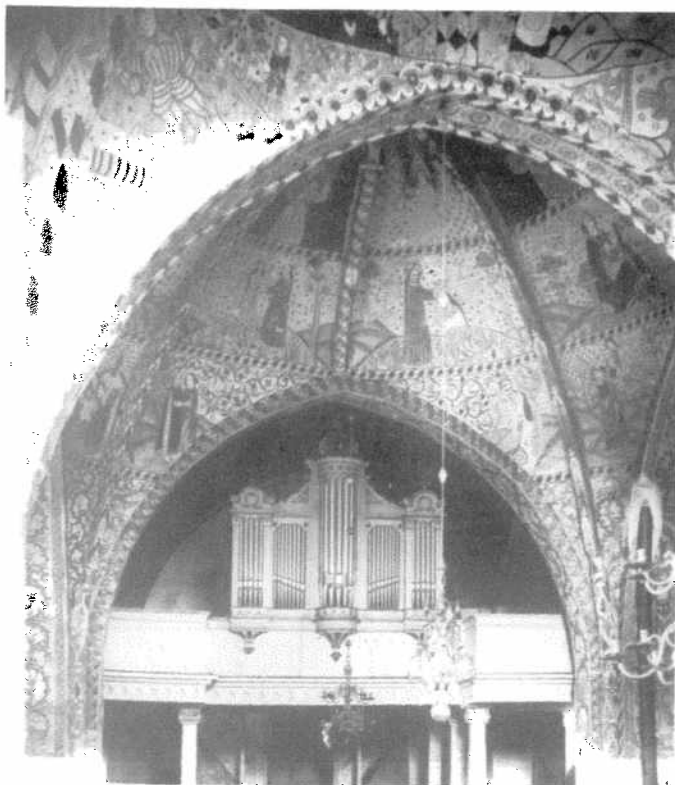
Il recente restauro della chiesa di Häverö rappresenta una tappa significativa nell'evoluzione della pratica della conservazione in Svezia perché si tratta di uno dei primi tentativi di applicazione sistematica dei principi moderni della conservazione ad un monumento svedese di grande importanza. Inoltre i lavori di restauro hanno permesso di salvaguardare uno dei rari esempi d'interno ecclesiastico Jugendstil ancora esistenti in Svezia.

Costruita verso il 1300 in granito e legno, la chiesa di Häverö fu modificata a più riprese nel corso della storia. Gli affreschi, che decorano la navata della chiesa, risalgono alla fine del XV secolo furono parzialmente dissimulati sotto strati di gesso nel XVIII e XIX secolo.

Dopo una trasformazione di grande ampiezza intrapresa nel 1905, la chiesa fu dotata di un insieme di mobili Jugendstil (altare, organi, banchi) ed in tale occasione gli affreschi, riportati alla luce, furono ritoccati ed, infine, completati nello stesso stile.

L'ultimo restauro della chiesa (1971-1972), di cui l'autore è stato l'architetto responsabile, ha avuto come obiettivo non solo il ripristino dell'edificio (pulitura, riparazione e ammodernamento degli impianti) ma anche quello di mettere in evidenza la storia del monumento.

La decisione di conservare l'interno della chiesa nel suo aspetto Jugendstil ha permesso di preservare un esempio significativo di tecniche di conservazione praticate all'inizio di questo secolo. D'altra parte, gli scavi archeologici intrapresi durante i lavori di restauro mostrano con chiarezza l'evoluzione del monumento e, grazie a questi, oggi si possono studiare in situ le differenti tappe della storia della chiesa dalla sua struttura primitiva in legno fino al suo stato attuale.

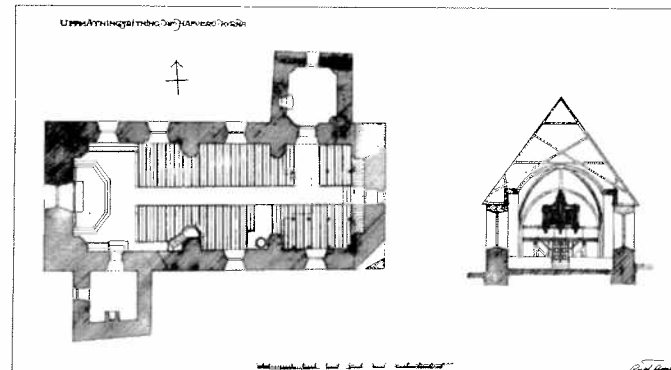


2

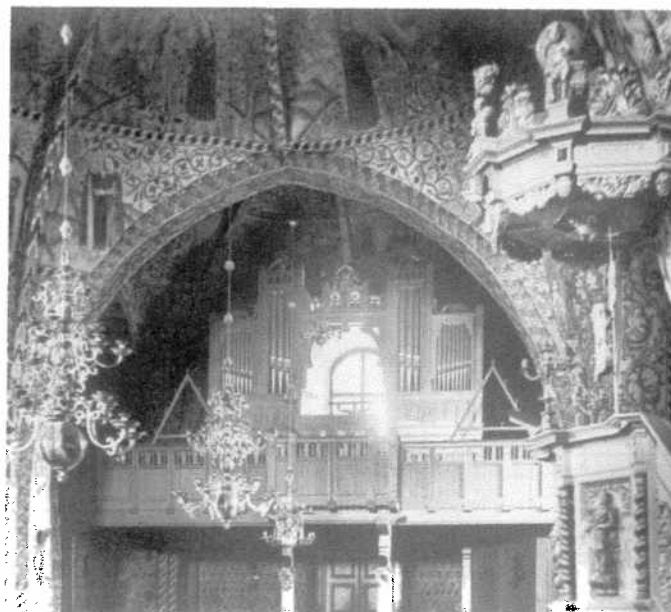
3. Häverö Church. Interior view before 1905 showing the organ loft c. 1860. (Antikvarisk Topografiska Arkivet ATA Stockholm)

4. Häverö Church. Interior view of the nave in 1905 after the addition of the Jugendstil furnishings. (ATA, Stockholm)

and comprises a nave, presumably covered originally by wooden barrel vaulting, a south porch, probably contemporary, and a somewhat earlier vestry to the north (Fig. 2). During the second half of the fifteenth century, brick vaulting was introduced in the porch and in the nave, which was divided into three bays. Between 1490 and 1510, murals depicting scenes from the *Biblia Pauperum* (*The Poor Man's Bible*) were painted on the walls and vaults. During a restoration carried out c. 1700, several elements—pews, a new gallery and the present pulpit—built in wood by the master craftsman, Erich Hollner from Uppsala, were installed. All the wooden furnishings were brightly painted in a flowery and vivid style by the portrait painter of the Royal Palace, Anders Söderman. The large windows and the west door of the nave were added in the course of an extensive restoration in 1751, which resulted in the destruction of a major part of the wall paintings. In 1801, the original timber flooring was replaced by brick. The present altar and a new altar rail, both in wood and painted white, were installed in the 1850s. The previous altar was covered by a slab of limestone, which now presumably serves as a gravestone in the choir. At the same time, the original murals decorating the walls of the nave, most of which were in poor condition,



2



4

5. Häverö Church. Interior view before the 1971-1972 restoration. The organ loft was constructed in 1954. (ATA, Stockholm)

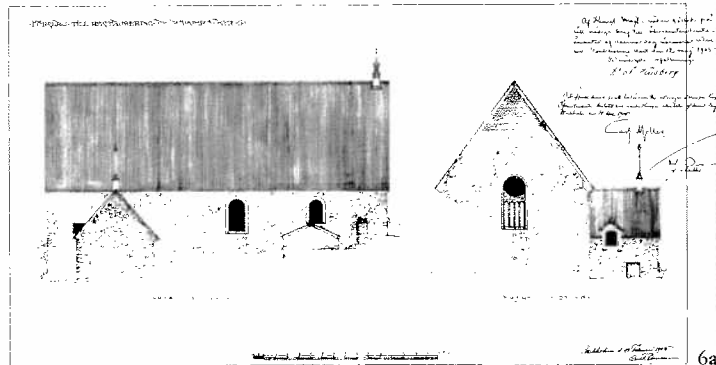
were limewashed, and the gallery and pulpit were painted white. In the 1860s a new organ, also painted white, was installed (Fig. 3).

A new thorough restoration was undertaken by the architect Gustaf Améen (1864-1949) in 1905 (Fig. 6). At the same time, the church acquired new wooden furnishings—an organ loft, an altar and altar rail, pews and wall panelling (Fig. 4). A circular window was added in the eastern wall behind the altar and new wooden flooring was fitted in the nave while in the aisles limestone was used. The pulpit was repainted and the nave murals were uncovered and cleaned, re-touched, and completed by the decorative painter, Emil Nordström (1863-1936). A new organ was added in 1906. New hot-air heating was installed and converted to electricity in 1924. In 1954 the church's organ was replaced—for the third time—with one equipped with nineteen pipes, and the present organ loft of unpainted pinewood was installed (Fig. 5). The vestry was adorned with a new vestment armoire of the same material.

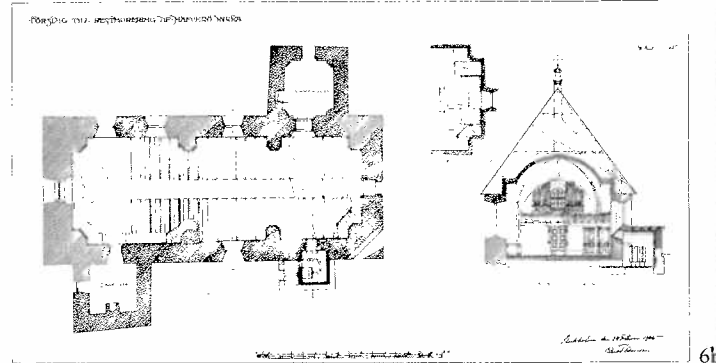


5

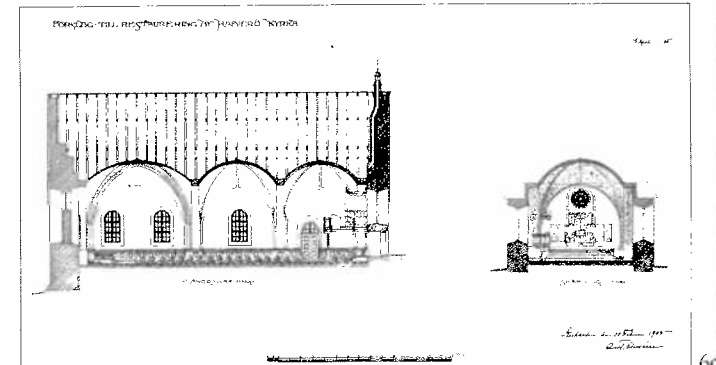
6. Häverö Church. Drawings executed by the architect, G. Améen for the 1905 restoration. (Häverö Parish Archives)
a. South and east elevations
b. Plan and cross section (west)
c. Longitudinal section of nave and cross section (east)
d. Details of the Jugendstil furnishings



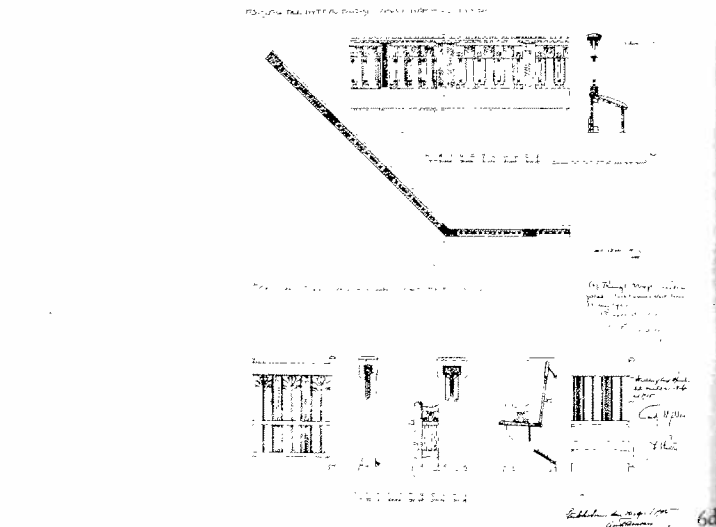
6a



6b



6c



6d

7. Häverö Church. South wall murals. (Häverö Parish Archives)
a. Watercolour by F.W. Scholander showing the condition of the murals in 1851. (Häverö Parish Archives)

Among the valuable objects found in the church are a limestone baptismal font dating from the end of the thirteenth century, three fifteenth-century polychrome wooden figures and a reredos made in Antwerp during the early years of the sixteenth century.

HISTORICAL AND TECHNICAL INVESTIGATIONS

When the restoration began in 1971, the church's interior was very dilapidated, but the building appeared to be in good structural condition. There were no signs of further subsidence following the underpinning and repairs carried out in 1954. Only minor cracks of the usual kind could be observed in the masonry over some of the windows. There was no new damage to the plasterwork.

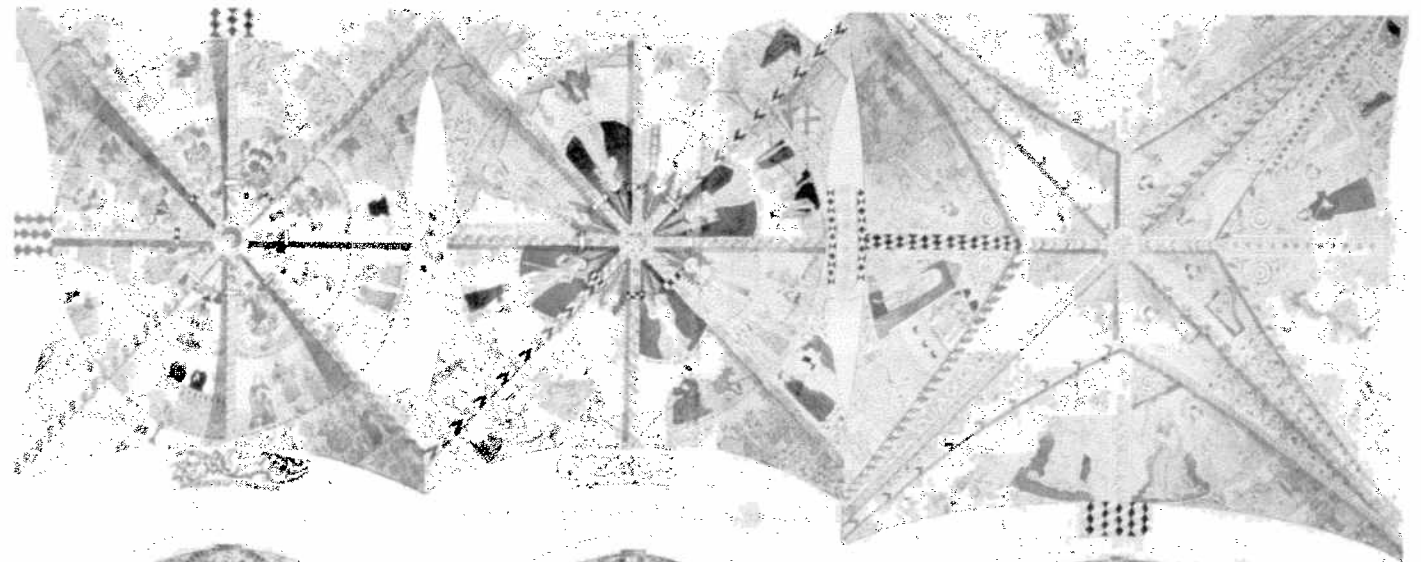
Photographs of the nave walls, taken in 1905 after the removal of the old plaster, show that the conservation work subsequently undertaken by Emil Nordström was both comprehensive and drastic (Fig. 7b). Comparing these photos with a carefully executed watercolour of 1851 (Fig. 7a) by the architect F.W. Scholander confirms this conclusion. The contour lines and colours of the original murals have been consistently filled in and supplemented. Damaged sections

have been repainted without leaving any indication of fields or boundary lines. The paintings in the nave vaulting, which had not been limewashed, also show unmistakable traces of similar "refurbishment."

In his thesis on the Häverö murals,² Dr. Karl Asplund (1890-1978) observed that the 1905 restoration had rendered a stylistic analysis of the murals a very hazardous undertaking. Moreover he claims that the original colouring is a matter of conjecture, since most of the colour we see today unquestionably dates from 1905. He also believes that the ornamentation in all three bays have been heavily restored and rendered stylistically uniform.

While examining the nave murals in August 1969, Åke Nisbeth, Inspector at the Central Board of National Antiquities, found that only fragments of the original medieval decorations could be saved and that there could be no hope of uncovering the original mural paintings. On the other hand, the enquiry convinced him that cleaning and conserving the 1905 retouching would be feasible.

At the request of the Parish of Häverö and on the author's recommendation, Professor Björn Hallström and restorer, Frantisek Makes—both from the Materials Science Department of the Royal Academy of Fine Arts—carried



7a

b. The murals before the 1971-1972 restoration showing the extent of the conservation work undertaken in 1905.

c. Detail of Fig. 7b.

8. The Jugendstil organ loft designed by the architect G. Améen in 1905. (Häverö Parish Archives)

out a technical examination of the reredos to ascertain the extent and causes of damage with a view to guiding future conservation work. The greater part of the damage, consisting of loss of colour pigments, could be traced to earlier restorations. In an essay published in Swedish at the time of the examination, entitled "Some Methods for the Technical Examination of Art Objects,"³ Hallström describes a number of physical and chemical investigation methods which are primarily suitable for various types of painting but are also being experimentally applied to polychrome sculpture.



7b



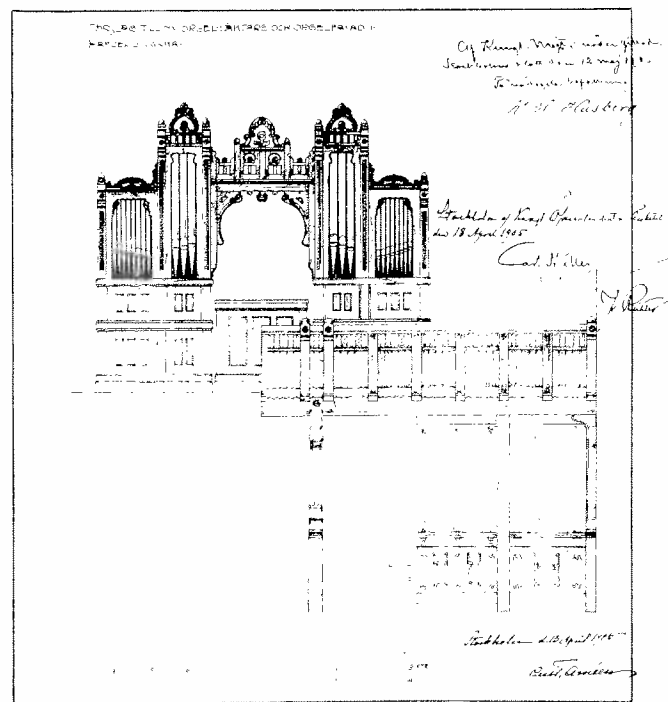
7c

RESTORATION PRIORITIES

Since the Middle Ages, regional craft traditions have been preserved in Häverö Church. For this reason, it seemed only natural that the restoration should be aimed primarily at repairing and preserving, and only in the second instance, at renewing. It was decided that conserving the 1905 retouching would provide historically valuable documentation of a significant example of the conservation techniques employed in the early years of this century.

Clearly, at that time, the original paintings could be studied far more completely than would be possible today even after immensely painstaking efforts to uncover them because each successive intervention entails a further loss of colour pigments. It was also decided that the interior would benefit from the retention of Nordström's work and the contemporary *Jugendstil* furnishings, both of which bear witness to the style and methods of the early twentieth century. It would have been very interesting to have uncovered a small section of the original paintings in each bay, for this would have made it possible to study their quality and to arrive at a more reliable assessment of Nordström's retouching; the Central Board of National Antiquities was, however, opposed to proceeding in this manner.

The new organ loft installed in 1954 (Fig. 5) shows that Häverö Church has not completely escaped the arbitrariness characteristic of many church restorations carried out in Sweden in the past few decades. This structure, with its stereotyped design and brutal impact, testifies to the lack of historical consciousness during this period. It is also remarkable that there remains nothing of the 1905 organ loft for documentation purposes. It must be noted that the organ loft could very well have been faithfully reinstated with the aid of a drawing that has been preserved (Fig. 8).



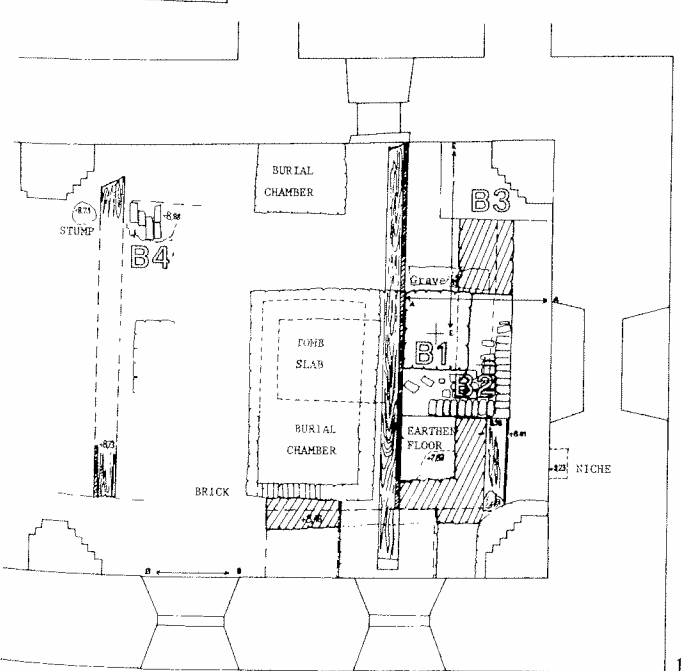
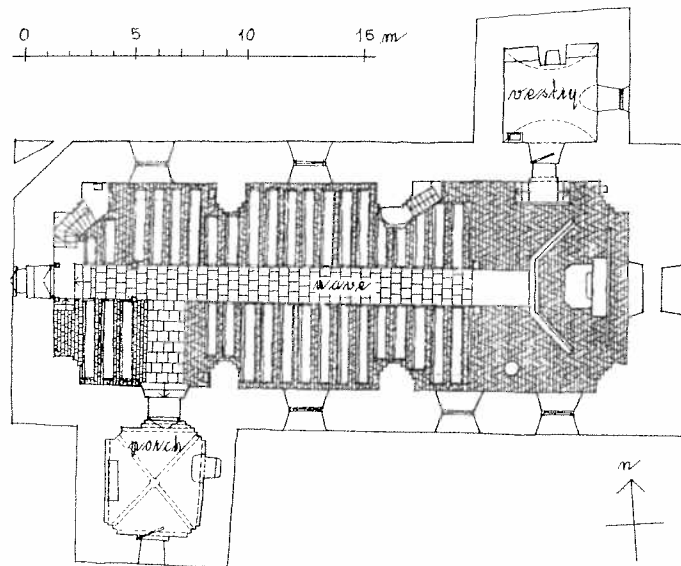
8

9. Häverö Church. Construction of the new flooring. (B. Blomé)

10. Häverö Church. Drawings prepared for the 1971-1972 restoration (B. Blomé)

11. Häverö Church. Archaeological Excavations (1972)

a. Drawing of the excavation site showing position of earlier altars. (B. Hoberg)



THE SCOPE OF THE 1971-1972 RESTORATION






The restoration of Häverö church mainly involved necessary measures of structural maintenance, as well as the much-needed renewal of the technical installations. Clearly, a great deal of the restoration work undertaken in a building with such an abundance of murals and wooden sculpture necessarily involves conserving. In Sweden the historical investigation connected with conservation work, is usually referred to only in the draft documents prepared by the restoration architect. At Häverö, however, these matters were so extensive and important that it was clear that they had to be treated with as much care as the work required on the building and the technical installations. Preparatory measures were also included in the draft restoration scheme, with the result that the scheme eventually included detailed provisions concerning all of the repair work. In Sweden this represents a new approach to the drafting of a church restoration plan and was devised in a bid for full consensus among the various interests involved in the restoration project. This cooperation was in turn essential in order to generate the historical awareness which served not only as the basis but also as a presupposition for the restoration project as it was realized.

REPAIRS AND INSTALLATIONS

The heavily worn and rotted wooden flooring installed in 1905 was replaced with brick tiles laid on a new sub-floor of two-way reinforced concrete tiles resting on concrete piles driven into the bedrock (Fig. 9). The limestone flooring in the aisles, also dating from 1905, has been retained. This electrical system has been designed to minimize damage to the reredos, the wooden sculptures and the murals. The new flooring incorporates heating coils which provide an evenly distributed basic heat with a low airflow rate. Separate radiators have been installed beneath the windows to prevent draughts. The floor heating has a cumulative effect and can be set to maintain a low temperature during weekdays—4-8° C in the winter months—to prevent the desiccation of the wooden sculptures and the reredos. Rapid heating is ensured for the Sunday service or for any other occasion during the week by turning on the radiators. Thanks to this new installation, savings can be made by taking advantage of nighttime economy rates.

ARCHAEOLOGICAL EXCAVATIONS

When the wooden floor from 1905 was removed, it was found that the chance had no floor joists and that there

-  Timber sill
-  Original stone foundation
-  Hypothetical extension
-  B1 Base of main altar in the timber church
-  B2 B3 B4 Base of main altar, side altar and pulpit respectively in the early stone church

b. Overhead view of the excavation site. (A-Foto Hallstavik)
12. Häverö Church. Building phases 12-15th centuries according to B. Hoberg.

were several graves below the floor level. The chancel also had several strata of floor planking and boarding, suggesting that, because of decay and subsidence, the church had undergone re-flooring over the centuries. However, investigation and excavation work conducted in March and April 1972 by Birgitta Hoberg, art historian in the services of the Central Board of National Antiquities, revealed information of considerable archaeological interest,⁴ which necessitated a revision of the church's early architectural history. The results and findings of the excavation, enabled Hoberg to affirm that the position of the medieval altar of the stone church had finally been clearly identified. Furthermore, a medieval side-altar discovered in the northeastern corner of the chancel, which was probably constructed earlier than the brick vaulting, provided the base for a nearby corner pillar (Fig. 11).

The brick flooring dating from 1801 which lies beneath the 1905 floor in the two western bays was already known to the archaeologists. During recent excavation work, however, an underlying flagstone flooring was revealed. The irregular wear visible in this floor suggests that it was relaid and so it may be concluded that the church possessed a flagged floor of this kind for a considerable amount of time. A storage niche discovered in the eastern wall of the nave suggests that the medieval floor was 40-50 cm lower than the 1905 level.

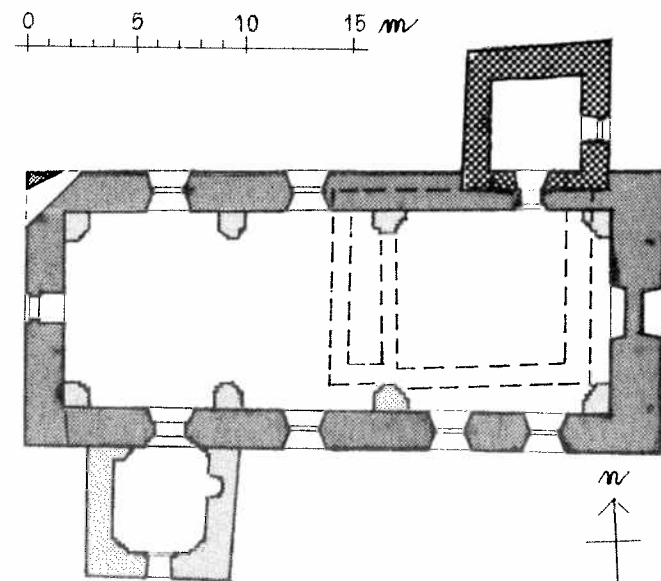
The excavation revealed, quite unexpectedly, the remains of a timber church including parts of its southern and eastern walls and southeastern corner. Several exploratory trenches were dug in an unsuccessful attempt to locate the western and northern walls of the timber church. A stone altar which, judging by its proportions and design, was unquestionably the altar of the timber church, was discovered lying partly against and partly on the stone foundation of the eastern wall. Assuming that this altar occupied the central axis of the timber church, the foundation of the northern wall would be almost completely coterminous with the northern masonry of the present chancel bay, in which case the interior of the timber church would have been about 6.5 metres wide.



Hoberg notes that both the timber and the stone church were built on a relatively steep eastward slope. This would seem to account for the earlier parts of both churches having been built on high stone foundations walls. It is possible that the sills at the western end of the timber church were laid on a simple bed of stones. The inclination of the ground would also explain the fact that the eastern wall of the present stone church is considerably thicker than the rest of the nave masonry (about 250 vs. 190 cm).

An earthen floor was discovered in the southeastern corner of the timber church. If this was the floor of the timber church, the stone foundation visible inside the church may have been lined, presumably with wood, and perhaps served as a pew. The stone foundation walls may also have supported a wooden floor in the timber church.

Hoberg points out that the description of Häverö Church in the national inventory (*Sveriges kyrkor*), according to which the vestry is contemporary with the rest of the buildings, must be revised. On the basis of that which is now known about the timber church and noting in particular that the vestry is not bonded with the nave and that its southern wall is definitely thinner, Hoberg claims that the vestry, which dates from the closing decades of the thirteenth century, represents the first stage in the building of the stone church. The thinness of the vestry's southern wall is attributed to the fact that it was originally an inner wall butting against the timber church (Fig. 12). When the present



- 0 5 10 15 m
- Proposed reconstruction of the plan of the timber church 12th C
- Stone church—stage 1, late 13th C.
- Stone church—stage 2, circa 1300
- Stone church—stage 3, mid or late 15th C.

stone church was built, its foundations were laid 80-100 cm outside the extant timber church to the east and to the south. When the stone church was completed the timber structure was demolished. It is also worth noting that the oldest coins found during the excavations date back to the period of the present church's construction, c. 1300.

CONSERVATION WORK

Regarding the cleaning of the murals decorating the walls and vaulting of the nave, the main concern was to employ the least destructive agents and techniques. After a number of rather unsuccessful test cleanings, it appeared that the murals retouched in 1905 could not be cleaned without suffering partial destruction. This problem was happily solved, by means of a simple Italian dough used for cleaning frescos. Once the correct technique had been evolved by a process of trial and error, this dough, known as *gomma pane*,⁵ was found to be both efficient and safe. The technique finally adopted by the restorer, Evald Håkansson, involved carefully rolling *gomma pane* over the surface so as to remove the dirt without damaging the murals. The plaster of the walls and vaulting cells was surprisingly free from cracks. The ribs, however, were heavily cracked, very often owing to the destruction of the rib itself. Stainless sheet-steel wedges were inserted at these points to restore pressure. Ribs with straight, open cracks could be treated by direct wedging only. Otherwise the cracks had to be exposed by removing the painted layer of plaster, in which case the following procedure was employed: The plaster was first secured with masking tape and then sawn away from the brick with an iron saw blade and carefully deposited in a box. After the rib had been wedged, the cracks were filled with mortar and the detached sections of plaster reinstated with the aid of lime casein glue. When repairing large gaps and cracks, the ground colour was carefully retouched.

The conservation of the three polychrome figures and the reredos, undertaken by Håkansson, was perhaps the most important restoration task of all. This task involved not only consolidating the loose surface layers of gesso grounding, gilding and paint but also cleaning, removing old varnish (except on the *predella*) and revarnishing. Joinery was repaired and exposed wooden surfaces were retouched with matching watercolour paint. The blue *Jugendstil* interior furnishings were conserved, and the traces of wear on its paintwork have been left unaltered.

DOCUMENTING THE RESTORATION

In view of the abundant items of artistic and historic interest in Häverö Church, special importance was attached to the historical documentation, the aim being to facilitate *in situ* study of the building's history.

The remains from the church's earliest history—the three lower floor levels discovered during the excavations, the stone foundations and surviving beams (measuring 35 x 35 cm) and the stone altar—can be studied through apertures in the new floor, the suspension of which makes it possible in principle for archaeological investigations to be undertaken in the future.

Documentation areas were selected and preserved by the conservator in consultation with the architect and the historical supervisor. Several earlier surface layers occurring simultaneously have been exposed in one and the same documentation field so as to illustrate the evolution of the church from its earliest state to its condition before the completion of the present conservation work. The documentation areas have been placed so as to be useful to restoration work when scientific studies are undertaken in preparation for future restoration projects.

Structural additions and new material used in connection with alterations or repairs to building parts or to interior features of historical interest have been marked and dated. The documentation directly related to the buildings has been supplemented with photographs taken before, during and after the restoration.

The cost of the restoration totaled 630,000 Swedish kronor in 1972 (approximately US \$133,000) and was defrayed by the parish. The restoration work, including the archaeological excavations were carried out over a period of two years.

CONCLUSION

In keeping with the Italian restoration doctrine assimilated by the author during his studies at the University of Rome and at the International Centre for the Study of the Preservation and the Restoration of Cultural Property (ICCROM), the utmost consideration has been given throughout the present restoration project to the changes which the building has undergone in the course of previous restorations. The patina has been respected as far as possible. Pastiche, reconstruction and superfluous retouching have been avoided. A clear distinction has been made between old and new. Measures have been taken with a view to possible renewal. Older surfaces, once exposed, have been left as a clear state-

13. Häverö Church. Interior after restoration.
(B. Olsson)
14. Häverö Church. Interior after restoration.
(B. Blomé)

ment of account to present and future generations. Articles of historical interest have been conserved and efforts have been made to compile adequate documentation.

It has been found that a historical and aesthetic approach of this kind does not preclude functional modification to make the church more serviceable in the life of the parish. Moreover, the caution shown throughout the restoration—the main emphasis being on maintenance and preventive measures—has led to the successful solution of architectural and technical problems, and at the same time, the restrictive approach towards the modifications of the fabric has saved the parish a great deal of expense. The restoration principle which has been implemented here can be summed up as one of repair and functional adjustment combined with preservation of the distinctive character of the building, which, by Swedish standards, amounts to a new method of church restoration.

¹ This paper is based on a doctoral thesis in Swedish presented by the author at the University of Göteborg entitled "Church Restoration in Theory and Practice: Italian restoration doctrine and its application in the restoration of three Swedish churches, 1966-1977."

² *Sveriges kyrkor, Kunsthistoriskt inventarium II*: 1, Stockholm, 1918, pp. 18-40.

³ Hallström's article has been published in *Scritti di archeologia ed arte in onore di Carlo Lericì*, Istituto di cultura C.M. Lericì, Stockholm, 1972, pp. 103-113.

⁴ Hoberg's report can be consulted in the Archives of the Central Board of Antiquities (Antikvarisk Topografiska Arkivet), Storgatan 41, Stockholm.

⁵ *Gomma pane* is composed of copper sulfate, soda powder, ammonia, wheat flour and water.



13



14

L'ARCHITECTURE VERNACULAIRE EN OMAN : L'OASIS D'AL HAMRA¹

Muriel Taylor-Soubeyran²,
Claire Vignes-Dumas

1. Le Sultanat d'Oman dans la Péninsule Arabique.

Muriel Taylor-Soubeyran, Archéologue,
Claire Vignes-Dumas, Historienne d'art et
documentaliste du Service des Monuments
Historiques (France)

The Al Hamra oasis, situated at the foot of the highest peak of the Jebel Akhdar, the mountain chain that separates Oman's northern coastline from the inland region, is a site exceptionally well preserved with respect to its traditional architecture and to the way of life of its inhabitants. The oasis, which has long been a centre of agricultural production thanks to irrigation, is composed of two distinct quarters: Al Hara (the warm) to the north, and Al Sahma (the black) to the southwest. The present paper deals exclusively with Al Hara.

The falaj, Al Hamra's principal canal, near which are located the main street, the mosques and the suq or marketplace, constitutes the centre of the oasis' social and political activity. The historic centre of Al Hamra, Al Hara'ousta, a thickly settled zone to the north of the main street, is divided into blocks comprised of three to five houses, which are inhabited by the landowners. These fortress-like houses, generally consisting of a blind ground floor surmounted by two additional storeys, are constructed of earth. Surrounding the historic centre is a less rigidly laid out settlement populated by the agricultural workers. The simple earthen or stone constructions found in this zone represent a house-type very common throughout the Middle East. An intermediary house-type—a one storey earthen structure—has developed in the area to the east of the historic centre.

The automobile, whose increasing presence in Oman is a result of the country's opening towards the western world, is in the process of drastically modifying life on the oasis. Furthermore the introduction of cement is bringing about the abandonment of traditional housing. In spite of the government's efforts to enhance Oman's cultural heritage, certain types of architecture, including vernacular architecture, have yet to be protected by special conservation measures. In light of this situation, it is necessary at the present time to ensure the protection of the entire historic centre of Al Hamra before the site is completely disfigured by the effects of modernization.

El oasis Al Hamra ubicado al pie del pico más alto de la cordillera del Jebel Akhdar, separando la fachada litoral del Omán del interior del país, es un sitio excepcionalmente preservado, tanto en su unidad arquitectónica como en el modo de vida de sus habitantes. Al Hamra es un centro agrícola que vive gracias a la irrigación. Se compone de dos barrios distintos: Al Sahma (la negra), al Sudoeste, y Al Hara (la caliente), al Norte, que es el tema del presente estudio.

Un canal llamado el Falaj atraviesa el oasis concentrando sobre sus orillas toda la vida social, pública y religiosa (calle principal, mesquitas, zoco). El antiguo centro de Al Hara se organiza en una trama compacta al norte de la calle principal. Está formada por manzanas de tres o cuatro casas juxtapuestas, en donde viven terratenientes. Estas casas son de adobe, generalmente de dos pisos y una planta baja sin ventanas. Alrededor del antiguo centro se extienden casas ocupadas por trabajadores agrícolas, que son viviendas modestas de piedras o adobe, compuestas de cuartos juxtapuestos, del tipo más corriente en el Medio Oriente. Al Este se ha desarrollado más recientemente un tercer tipo de casas en donde

¹ La présente étude a servi de point de départ pour l'ouvrage réalisé par les mêmes auteurs, *Architecture vernaculaire au Sultanat d'Oman*, dans la série de l'Unesco «Etudes et documents sur le patrimoine culturel», n° 11 (à paraître au printemps 1986).

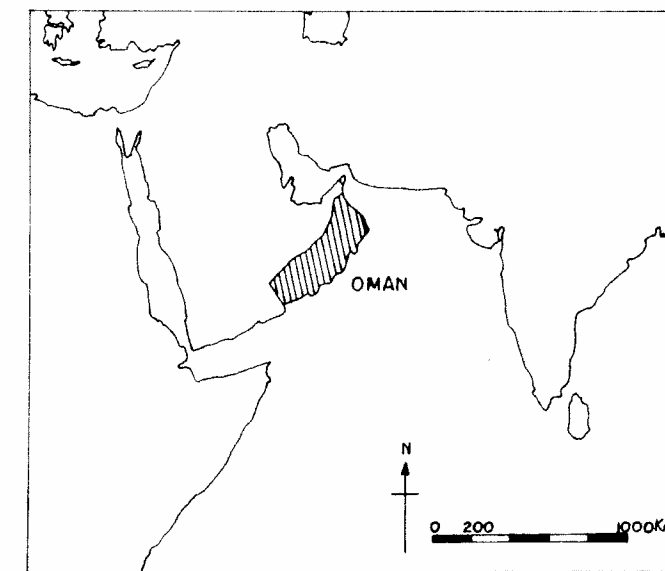
² Mme Taylor-Soubeyran prépare actuellement une thèse sur l'architecture vernaculaire en Oman.

L'oasis d'Al Hamra (la Rouge) est située dans l'Oman intérieur, au pied des premiers contreforts de la face sud du Jebel Shams, le plus haut sommet de la chaîne du Jebel Akhdar. Cette barrière naturelle de quatre cent kilomètres de long, a constitué un obstacle majeur aux communications entre la côte et l'intérieur du pays qui, de ce fait, se sont développés selon des trames différentes. Al Hamra apparaît aujourd'hui comme un site exceptionnellement préservé dans son unité architecturale traditionnelle, contrairement aux villes historiques de Nizwa et Bahla, dont le patrimoine monumental est portant, à première vue, plus prestigieux.

Al Hamra doit vraisemblablement sa protection à son cadre montagneux situé quelques kilomètres à l'écart de la grande route qui relie la capitale à Ibrī en passant par Nizwa et Bahla. Nizwa, ville de marché depuis plusieurs siècles, d'accès facile, est devenue ces dernières années la place commerciale majeure de cette région, et se trouve donc, à l'heure actuelle, ouverte aux transformations très rapides de l'urbanisation contemporaine. Al Hamra, en revanche, n'a jamais atteint par le passé le rang de ville de commerce. Objet de l'attention de la dynastie des Yaruba'a, premiers véritables unificateurs des tribus de l'Oman intérieur et désireux de revaloriser l'investissement dans la terre, Al Hamra s'est développée au cours des XVIII^e et XIX^e siècles en tant que centre agricole et première place d'échange des villages du Jebel Akhdar. Peuplée uniquement par les membres de la tribu des Abriyin, groupe très conservateur n'acceptant les mariages qu'à l'intérieur de la lignée, elle a gardé jusqu'à maintenant sa forte personnalité d'oasis de l'intérieur, sans liens commerciaux avec la région côtière.

Le facteur géographique semble donc avoir eu en Oman et continue à exercer une influence déterminante tant sur l'élaboration des modes de vie que sur le développement du cadre urbain.

A l'opposé des villes de l'intérieur, les villes de la façade côtière telles que Sohar, Muttrah, Muscat, essentiellement ouvertes au commerce maritime de long cours, présentent de nombreux groupes ethniques et religieux différents. L'activité humaine s'y partage entre la pêche, le commerce et la cul-



2. Vue générale d'Al Hara, quartier ancien de l'oasis Al Hamra.
3. Carte du nord de l'Oman.

viven pequeños propietarios. Estas casas son de adobe, de un piso, de un tipo intermedio entre los dos otros descritos antes. El uso del coche, consecuencia de la apertura al mundo occidental, está modificando completamente la vida de los oasis. Además, la introducción del cemento conduce al abandono de las construcciones tradicionales. A pesar de los esfuerzos del gobierno para valorizar el patrimonio de Oman la arquitectura vernacular no tiene protección especial. Frente a esta situación parece esencial proteger el conjunto del antiguo centro de Al Hamra antes de que sea defigurado por la modernización.

L'oasi di Al Hamra, situata ai piedi della alta catena di montagne (Jebel Akhdar) che separa il lato costiero di Oman dall'interno del paese, è un sito eccezionalmente conservato, sia nella sua unità architettonica che nel modo di vita dei suoi abitanti. Al Hamra, centro agricolo tenuto in vita dall'irrigazione, si compone di due quartieri distinti: Al Sahma (la nera) a sud-ovest e Al Hara (la calda) a nord, che costituisce l'oggetto del presente studio. Il falaj, grande canale a cielo aperto, costituisce il centro della vita sociale, pubblica e religiosa dell'oasi perché è lungo il suo corso che si trovano la strada principale, le moschee ed il suq. Il centro antico di Al Hara, Al Hara 'ousta, si sviluppa su una trama compatta al nord della strada principale. È costituito da agglomerati di tre-cinque case contigue abitate dai proprietari terrieri. Queste case in terra, generalmente a due piani, poggiano su un pianterreno cieco. Intorno al centro antico di Al Hara si estende un habitat dalla trama più larga che corrisponde alla categoria degli agricoltori. Queste modeste costruzioni in terra o in pietra, si compongono di alcune parti sovrapposte e rappresentano un tipo di abitazione molto diffuso in Medio-Oriente. A est del quartiere antico si è sviluppato, recentemente, un terzo tipo di habitat, occupato da piccoli proprietari. Qui vi sono case di terra, a un piano, di un tipo intermedio tra i due precedentemente descritti. L'introduzione della macchina, conseguenza dell'apertura al mondo occidentale, sta modificando completamente la vita dell'oasi; l'introduzione del cemento, inoltre, porta all'abbandono dell'habitat antico. Malgrado gli sforzi del governo per valorizzare il patrimonio di Oman, alcuni tipi di architettura tra cui quella vernacolare, non beneficiano di alcuna protezione particolare. Di fronte a tale situazione è importante che il centro antico di Al Hamra sia protetto nel suo insieme prima che sia sfigurato dalla modernizzazione.



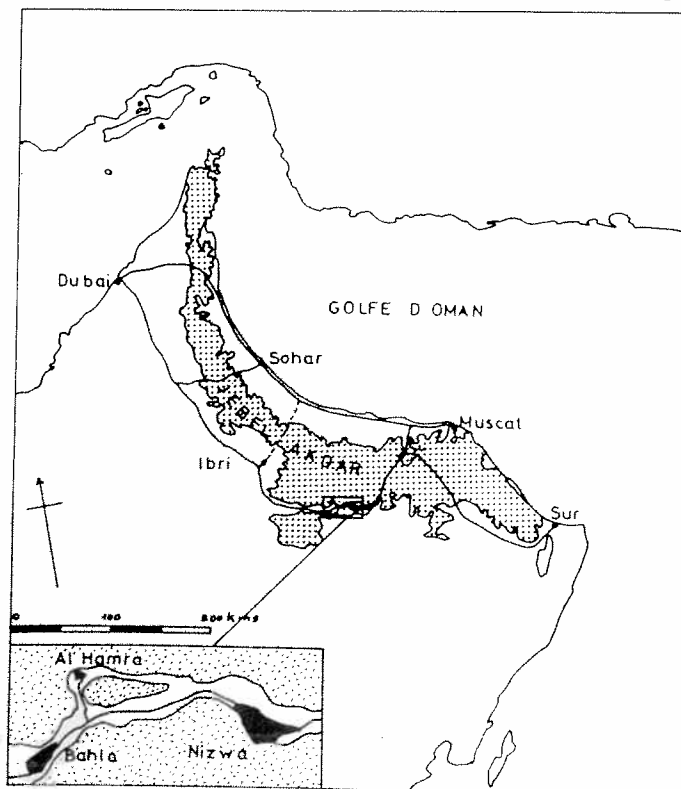
ture des palmeraies. L'habitat dicté par un climat plus humide diffère nettement de celui des montagnes. Les constructions légères en *barasti* (tiges de palmiers) largement aérées, voisinent avec les maisons à cour intérieures en terre ou pierre. Le souci de fortification n'apparaît pas dans l'habitat proprement dit, mais dans la présence d'une enceinte destinée à protéger la ville d'éventuelles incursions venues de l'intérieur du pays.

L'Oman intérieur, coupé de la côte par la chaîne du Jebel Akhdar, se partage entre les diverses tribus. Il a été de plus le creuset du mouvement Ibadite depuis le VIII^e siècle après J.C. Groupe shimatique qui a toujours refusé de reconnaître les califes Omeyyades comme successeurs de Mahomet, il a, au cours des siècles, proclamé son indépendance en élisant un Imam, chef spirituel et politique, résidant à Nizwa. Elle est encore très vivante, induisant une organisation sociale particulièrement égalitaire qui régit la vie quotidienne des oasis. En effet celle-ci n'est possible que grâce à une juste répartition de l'eau, conditionnant tant l'économie domestique que la culture des fruits, légumes et fourrage nécessaires à l'élevage du bétail, définissant ainsi une vie complètement autarcique. L'Ibadisme sert ici de support à un ordre social et une organisation juridique très élaborés.

ORGANISATION DE L'OASIS

Aujourd'hui, l'oasis vit toujours selon le rythme imposé par l'irrigation. Les cultures de blé, sorgho, légumes et luzerne adonnent parmi les plantations des palmiers-dattiers et de citronniers.

La ville, implantée à flanc de colline, domine les cultures installées dans un ancien *wadi* (lit de rivière). L'aménage-



4. Al Hamra. Plan d'ensemble.

ment du *falaj* (canal d'irrigation) a déterminé la rigoureuse conception topographique du schéma urbain (Fig. 4). A l'entrée d'Al Hamra, le *qanat*, canal souterrain creusé sur plusieurs kilomètres en amont de l'oasis et collectant l'eau directement dans la nappe phréatique, se divise en deux *falaj* principaux qui enserrment l'ensemble des jardins et terres cultivées. De part et d'autre du triangle ainsi formé se développent les deux quartiers principaux de la ville: au Nord, Al Hara ("la chaude") et au Sud-Ouest, Al Sahma ("la noire"). La présente étude ne concerne qu'Al Hara.

LE QUARTIER NORD : AL HARA

Al Hara, impressionnant ensemble architectural, s'adosse sur les pentes du Jebel Shams (Fig. 2). Le long du *falaj*, par commodité pour les ablutions rituelles, s'égraine un chapelet de neuf mosquées, depuis la Masjid al Shariat (Mosquée de la Source du falaj) jusqu'à la Masjid al khuj à l'extrémité orientale de la ville (Fig. 5). L'absence de points d'eau dans les parties hautes de la ville a entraîné cette concentration linéaire des lieux de prière.

La rue longeant le *falaj* définit l'axe de circulation principal de Al Hara et également le lieu de rencontre privilégié des habitants. En effet, à proximité de chaque mosquée, se tient un *sabla*, petit édifice rectangulaire largement percé de fenêtres, où se réunissent les hommes du quartier pour discuter des problèmes locaux et boire le café. De plus en aval de la Shariat (source du *falaj*), le canal sert pour les lessives et les bains des enfants. Il s'agit donc d'un lieu très fréquenté par les femmes. Autre point focal de la vie quotidienne, le *suq*, se situe à l'entrée d'Al Hara lorsqu'on vient de Bahla. La plupart des boutiques sont fermées aujourd'hui, mais les ventes aux enchères (*nadi*) de fourrage, d'ail, de citrons et d'eau s'y déroulent toujours.

Les mosquées, édifices simples reflétant les principes de l'Ibadisme, sont toutes construites selon le même schéma. Une terrasse surélevée par rapport au niveau de la rue, précède le petit bâtiment rectangulaire de la mosquée, dont l'espace intérieur est divisé par une ou deux colonnes soutenant le toit-terrasse. Celui-ci est parfois dominé par un embryon de minaret.

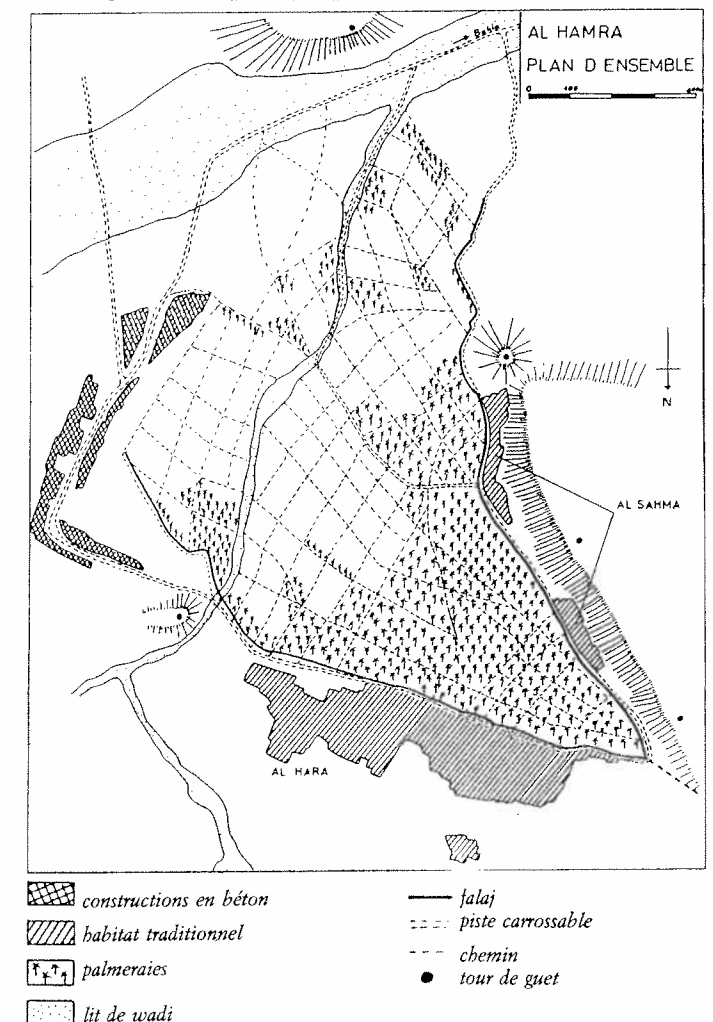
LE CENTRE ANCIEN DE AL HARA : AL HARA 'OUSTA

Parallèlement au *falaj*, s'organise la trame compacte et grossièrement orthogonale des ruelles. Le centre ancien de Al Hara, Al Hara 'ousta ("le centre") n'est plus vraiment entouré d'une enceinte. Cependant certains témoins en subsistent encore dans la partie nord. L'enceinte devait vraisem-

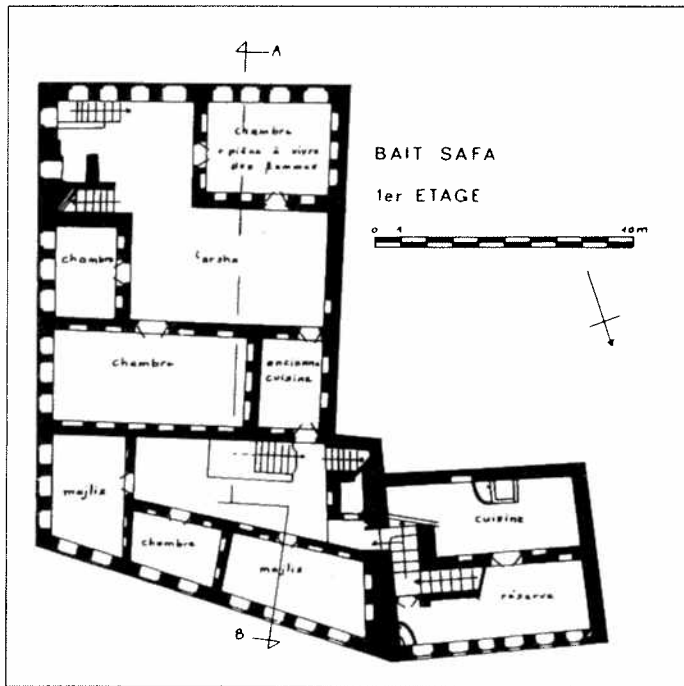
blement se composer d'une juxtaposition de maisons semi-fortifiées de deux ou trois étages, flanquées à intervalle régulier d'une demi-tour (Fig. 7). Aujourd'hui, les deux extrémités de la rue principale sont encore fermées par une porte: Bab al Saba' (la porte du matin) à l'ouest et Bab al Masa' (la porte du soir) à l'est. Il semblerait que le côté de la ville ancienne longé par le *falaj* n'ait jamais été fortifié.

Le centre ancien d'Al Hara se compose d'îlots de trois à cinq maisons imbriquées les unes dans les autres. Bait Safa', habitation située au cœur du quartier ancien nous offre un bon exemple de ce premier type de maison traditionnelle. Ces grandes bâtisses cossues, habitations de propriétaires terriens aisés, se présentent toutes comme des maisons fortes (Fig. 8, 9). Le rez-de-chaussée ne comporte aucune ouverture, si ce n'est les *muraq* (meurtrières d'aération) servant à ventiler les pièces de stockage.

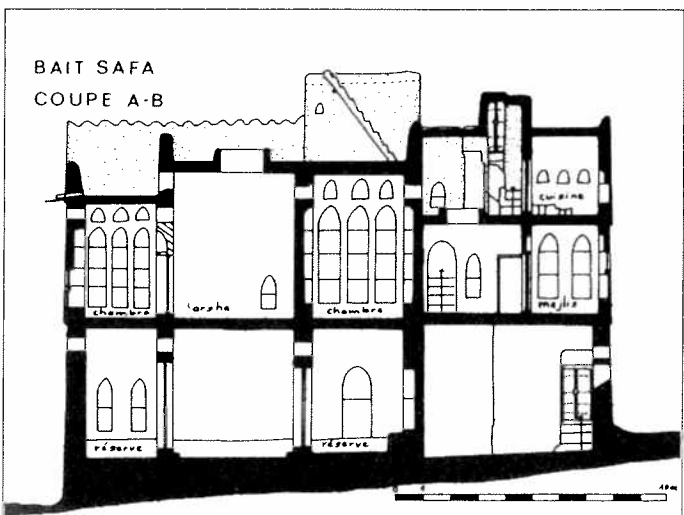
Ces maisons, relativement hautes — de 12 à 15 mètres — comptent généralement deux étages. Cependant leurs fondations sont pratiquement inexistantes: les murs porteurs reposent directement sur le substrat rocheux dont ils sont isolés par quelques assises de pierre. Les plots de terre crue — de dimensions de 29 x 20 x 15 cm — liés par du mortier de terre et paille hachée (*suqub*), sont montés en assises régulières et protégés par un enduit extérieur (*turab*) de



- 10. Quartier Al Hara. Maison Bait Safa', plan du premier étage.
- 11. Quartier Al Hara. Maison Bait Safa', coupe générale.
- 12. Quartier Al Hara. Maison Bait Safa', jours latéraux éclairant et aérant l'arscha, espace central du premier étage.



10



11



12

- 13. Ensemble de durja, parties hautes des cages d'escalier ouvertes face au vent dominant et faisant fonction de ventilation.
- 14. Quartier Al Hara. Plafonds peints de la Maison Bait Safa'.



13



14

- 15. Vue des terrasses du quartier Al Hara. Sur la plupart d'entre elles est aménagée une chambre d'été.
- 16. Quartier Al Hara. Plan d'une maison de type 2, (maison à enclos).
- 17. Simplicité d'une maison à enclos.

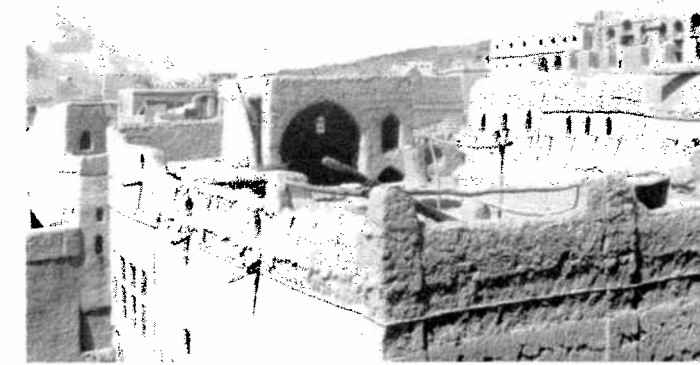
DÉVELOPPEMENT URBAIN CONTEMPORAIN ET CONSERVATION DE L'HABITAT TRADITIONNEL

L'ouverture au monde occidental et à la civilisation du pétrole est en train de modifier considérablement le système de vie des oasis. L'avènement de la voiture est sans doute le facteur déterminant qui ne rend plus indispensable la vie en autarcie. Les communications plus faciles permettent maintenant aux habitants d'Al Hamra d'aller faire leur marché à Nizwa, délaissant leur propre *suq* et, peu à peu, les cultures traditionnelles au profit des marchandises importées. Ils pourront également y trouver le ciment et les parpaings nécessaires à la modernisation de leur maison. Ainsi se trouve amorcé un processus inéluctable, qui, à Al Hamra, n'affecte encore qu'une minorité d'habitations.

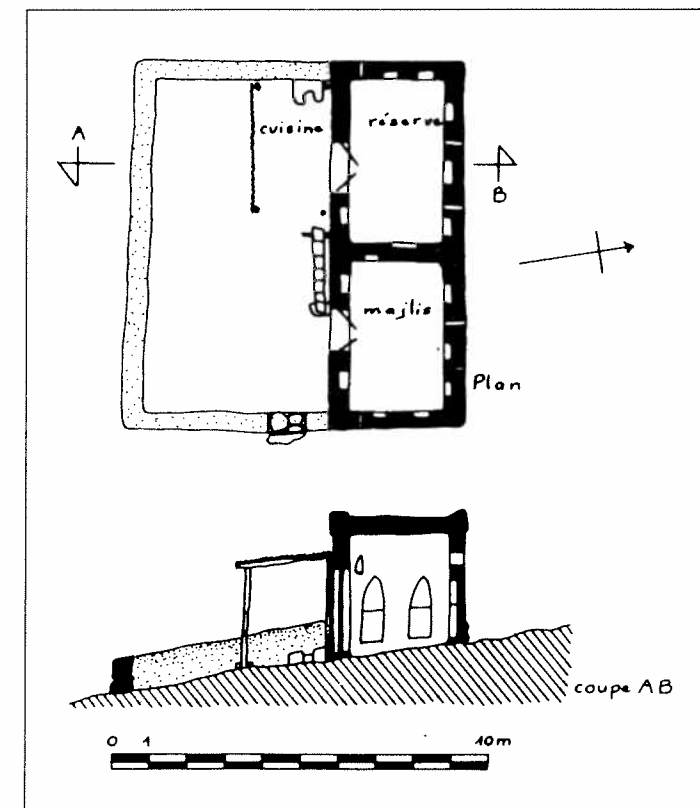
La même évolution frappe toutes les villes d'Oman : les centres anciens sont désertés au profit de quartiers modernes se développant le long de la nouvelle voie de communication. Le dispensaire médical, les bureaux locaux des divers ministères, l'école primaire ainsi que quelques boutiques s'installent en premier lieu, suivies de près par des constructions individuelles, le plus souvent terminées à la hâte dans un bâti de mauvaise qualité. Ce phénomène, s'il apporte confort et modernisation, achève cependant de couper les habitants de leurs traditions et provoquera, à plus ou moins longue échéance, la mort des oasis.

Malgré les efforts du gouvernement pour restaurer et mettre en valeur le patrimoine architectural Omanais, il semble difficile, au moment où le pays découvre les facilités de la société industrielle, en l'occurrence l'utilisation massive du ciment, d'en prohiber l'usage. En effet, la notion de monument n'est encore réservée qu'aux forts, sièges des dynasties successives et lieux prestigieux; l'architecture vernaculaire apparaît plutôt comme le témoin d'une époque surannée. De même un certain nombre de mosquées anciennes sont condamnées à disparaître par abandon ou destruction, au profit de mosquées nouvelles dans le goût du jour. Le merveilleux *mirhab* sculpté de Bahla (Fig. 19) ne sera bientôt plus qu'un souvenir dans la mémoire de quelques uns si une intervention d'urgence n'est pas menée à bien d'ici les prochaines pluies de printemps.

La notion de ville historique à préserver dans son ensemble reste encore du domaine de l'utopie, en raison des importantes priorités de développement du pays. L'exceptionnelle unité architecturale du quartier ancien d'Al Hamra exigerait cependant que des mesures de préservation interviennent rapidement. Il serait donc essentiel qu'ait lieu une prise de conscience collective du problème avant que la modernisation n'ait défiguré complètement ces sites remarquables, témoins du riche passé du Sultanat d'Oman.



15



16



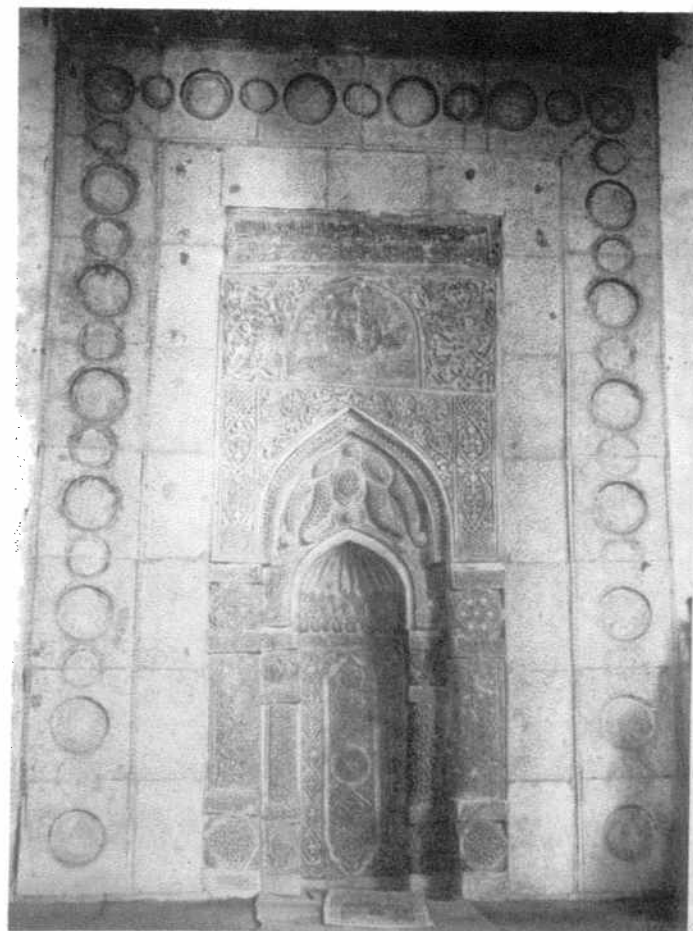
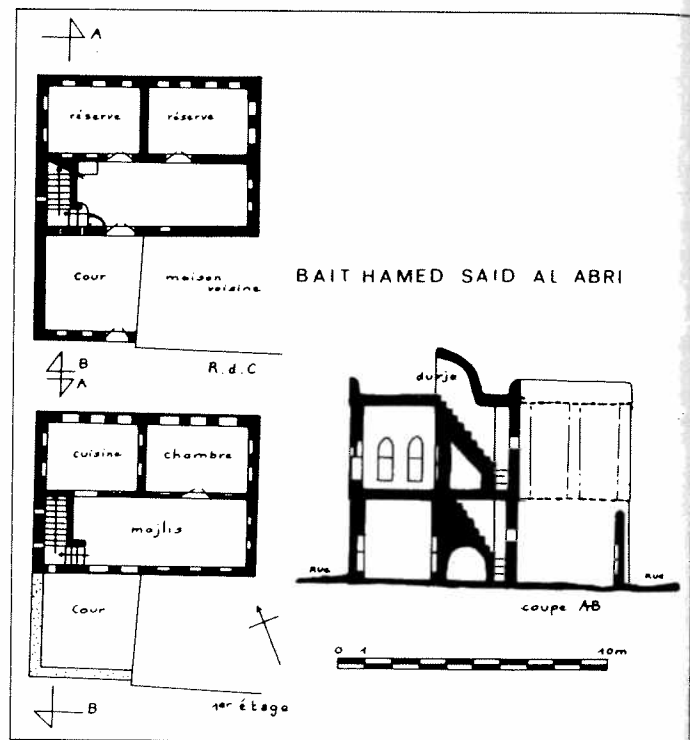
17

18. Quartier Al Hara. Maison de type 3. Plan et coupe de Bait Hamed Said Al Abri.
19. Quartier Al Hara. Babla, (Mosquée du Vendredi). Mirhab sculpté du XIV^e siècle.

Les photographies et les plans sont dus aux auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- BADGER, G.P., *History of the Imams and Seyyids of Oman*, London, 1981.
LECOUR-GRANDMAISON, C., «Spatial Organisation, Tribal Groupings and Kinship in Ibra» in *Journal of Oman Studies*, Vol. 3, Part 2, Muscat, 1977.
LECOUR-GRANDMAISON, C., «Le Sultanat d'Oman, présentation, chronologie, la société rurale omanaise», in *La Péninsule Arabique d'aujourd'hui*, sous la direction de Paul Bonnenfant, ed. CNRS, Paris, 1982, pp. 261-415.
LORRIMER, J.G., *Gazeteer of the Persian Gulf, Oman and Central Arabia*, Calcutta, 1906.
ROSS, E.C., «Annals of Oman from Early Times to the Year 1728», *Journal of the Asiatic Society of Bengal*, 1874.
KHALIL KHAN MUMTAZ, «Traditional Forms of Rural Habitat in Pakistan», *Human Settlements and Socio-cultural Environments*, Unesco report, 1979.
WILKINSON, J.C., «Bayasiraj and Bayadir», *Seminar for Arabian Studies*, Vol. 1, 1974.
WILKINSON, J.C., «Changes in the Structure of Village Life in Oman», *Social and Economic Development in the Arab Gulf*, Center of Arab Gulf Studies, University of Exeter, 1980.
WILKINSON, J.C., *Water and Tribal Settlements in Southeast Arabia* (a study of the Aflaj of Oman), Oxford Research Studies in Geography, Oxford University Press, 1977.



THE "COMPLEX SOCIAL VALUE" OF THE ARCHITECTURAL HERITAGE

Luigi Fusco Girard

Architect. Professor of Urban Economics,
Faculty of Architecture, University of
Naples, Italy

Un certain nombre de facteurs et notamment l'affaiblissement de la structure économique urbaine et territoriale, la croissante dégradation physique et fonctionnelle de l'environnement et la multiplication de «nouveaux besoins» qui ne peuvent pas être satisfaits même dans les sociétés les plus évoluées, tous ces facteurs rendent le problème de la conservation de nos ressources architecturales et culturelles particulièrement actuel. Face à cette situation, il faut élaborer des stratégies de développement qui incluent des aspects économiques, sociaux et culturels. Afin d'identifier la meilleure combinaison d'objectifs économiques, culturels et sociaux, il est nécessaire de mieux connaître les corrélations entre ces trois aspects. Il faut en même temps se référer à un concept non-restrictif de valeur des ressources architecturales, environnementales et culturelles. La notion de «valeur sociale complexe» qui est proposée par l'auteur est une tentative pour reconnaître tous les composants et les liens qui caractérisent ces ressources afin de mieux assurer leur sauvegarde et leur mise en valeur, et de mieux choisir entre différents projets d'intervention. Un tel concept de valeur doit également comprendre des méthodes qui permettent d'évaluer ces projets.

La conservación de los recursos arquitectónicos y culturales se plantea como un problema muy actual frente a algunos factores que son la debilitación de la estructura económica, urbana y territorial, la creciente desgradación, física y funcional de medio ambiente, el aumento de las demandas, que no se pueden satisfacer inclusive en las sociedades más evolucionadas. Ante esta situación es necesario elaborar estrategias de desarrollo que incluyan aspectos económicos, sociales y culturales. Para lograr la mejor combinación de estos tres aspectos tenemos que conocer más específicamente sus correlaciones. También hay que referirse a un concepto no-restrictivo del valor de los recursos arquitectónicos, ambientales y culturales. El autor nos propone una noción de «valor social compleja» que es un intento para determinar los componentes y relaciones que caracterizan estos recursos para su salvaguardia y valorización en vista de una mejor selección entre los varios proyectos de intervención. Tal concepto de valor debe incluir también métodos que permitan la evaluación de los proyectos.

L'indebolimento della base economica urbana e regionale, con le crescenti condizioni di degrado fisico-funzionale-ambientale, ed insieme la domanda crescente di «nuovi bisogni», non soddisfatti nemmeno nelle società più evolute, rendono oggi particolarmente attuale la conservazione delle risorse architettoniche-ambientali-culturali. Sono, allo scopo, necessarie strategie di sviluppo integrate nelle diverse dimensioni (economiche, sociali e culturali). Per individuare la migliore combinazione nello sviluppo tra il perseguimento di obiettivi economici, culturali e sociali è necessaria una migliore conoscenza delle interrelazioni tra i suddetti settori. Nel contempo è necessario fare riferimento ad una concezione del valore delle risorse architettoniche-ambientali-culturali di tipo non riduttivo. La proposta del «valore sociale complesso» cerca di cogliere tutte le valenze che caratterizzano queste risorse, onde poter meglio procedere ad una loro tutela ed ad una loro valorizzazione, scegliendo tra progetti alternativi di intervento. A tale concetto di valore debbono corrispondere adeguati metodi di valutazione dei progetti.

The physical, environmental, social and economic components that make up our present-day reality appear to be increasingly deteriorated, particularly in our large cities. Actually this is simply the end result of a number of decisions taken by private, public or semipublic parties in which the economic component plays a significant role. It is important to note that the prospects of this situation evolving spontaneously in a more positive direction appear weaker and weaker. Moreover, owing to the introduction of increasingly widespread technological innovations, future changes will cause a deterioration of existing conditions in cities, affecting very large urban centers to an even greater extent.

Although it is difficult to predict precisely what these changes will in fact consist of, it does seem highly probable that next year's changes will introduce further complexity into a reality which, like the urban one, is already extremely complex.¹ It follows then that, in the future, governing such changes with a view to achieving more desirable goals will prove more difficult than it is at the present time, and accordingly, the urban and regional strategies adopted by governments will become more complex.

Henceforth it will be necessary to make a greater effort toward guaranteeing the improvement of the various aspects of our living conditions. This requires resorting to that basic human resource—reason. It is necessary to supplant both ideologies and merely pragmatic attitudes by turning to reason and to its instruments as an essential (but hardly sufficient) condition for guiding ongoing processes in a more favourable direction through better decision-making.

TOWARDS A CONCEPTION OF INTEGRATED DEVELOPMENT

The approach we are proposing differs from the one adopted by traditional economics. Economics offers a theory of decisions that often reflects "simplified" reasoning and reduces the heterogeneity and the multidimensional characteristics of reality to only one dimension, which is then examined quantitatively. The rationality we are referring to must be "appropriate," so as to reflect the complexity of the situation, taking into account all the relevant implications and elements. This approach must be more "articulated" and complete in order to allow us to make choices leading to a balanced economic, social and cultural development.

The remarks put forth thus far have been of a general nature, but they can also be applied to problems of cities, and choices involved in government strategies. Nowadays economic problems have once again become the central issues in government strategies. Indeed, at present, regenerating the

urban economic base is again the main concern of local and regional government. The risk that the economic component will return as a priority of development policies to the detriment of other factors has been quite apparent since the beginning of the 1980s in all the cities of the industrialized world. Today restrictive policies (i.e. those which fail to take into account extra-economic factors) are unlikely to be implemented because the high social and cultural costs of the type of development based entirely on the economic dimension are already known (and experimented) and also because it is more clearly understood that individual and group welfare or utility depends on manifold components, some of which are qualitative. It is therefore necessary to search for the optimal balance, that is, the best combination of economic, social (redistributive) and cultural dimensions of development. In this connection, we may even speak of an "endogenous" or "integrated" development centered upon man.²

Choices made at the level of city and regional government in the years to come will become more complex because it is likely that a greater integration of the various sectoral policies will be needed and that it will be necessary to elaborate a specific economic strategy at the urban and regional level. In such a framework, sectorial policies will be more effective as they become part of a policy of regeneration of the urban and regional economic base. Moreover the policy of rehabilitation of cultural and architectural resources will be given more or less emphasis depending on the extent to which it is integrated in the strategy for the revitalization of the economy, that is, the extent to which economic and cultural development can become complementary or even integrated, thus mutually reinforcing.³

THE "COMPLEX SOCIAL VALUE" OF CULTURAL RESOURCES

How, therefore, can choices be improved so as to rationally solve these problems related to a type of growth that is balanced in all its components? Some of the different ways of reducing or eliminating the gap between what exists (supply) and what is considered desirable (demand) involve attributing a particular role to architectural-environmental resources and offer the possibility of solving present problems by improving rather than denying the solutions which have been found for more or less similar problems (or for completely different ones) by past generations and which are attested by our architectural-environmental heritage. Since, in the end, culture is simply a way of responding to given problems, the foregoing discussion implies working out solu-

tions for the social, cultural, environmental and economic problems arising today, that is, developing as much as possible an attitude of respect for the culture of past generations.

Before tackling these matters, however, some key problems must be resolved. Among them are the high costs of rehabilitation and the conservation of cities and regions, both of which are "critical" elements in policy implementation for both private and public operators.⁴ One either succeeds in justifying these high costs in terms of resulting socio-economic benefits (or in terms of the capacity to achieve specific objectives) and there results significant prospects of recovering the old buildings and sites with a remarkable historical-architectural value, or one fails, and conservation runs the risk of remaining a mere "ideology," thus encountering more and more difficulties with respect to other more concrete needs. To analyse and estimate benefits thus becomes the central problem of the elaboration and the implementation of conservation strategies. To be reliable, the assessment of benefits requires correct methods and at the same time, specific quantitative analyses of the interrelation between the economic and cultural sectors.

Implicit in the foregoing discussion is a more articulated conception of the economic value of cultural and environmental resources, for it should be clear that considering only the exchange or cost value is not sufficient.⁵ We should consider a "social value" recognized by all the different users of the resources concerned and not only by those who use (or can use) them directly; that is, a value that implies not only a possible exchange but, above all, one that reflects the utility which the various subjects can derive from the resource used: such is a "social use value."

Moreover the social value should reflect the perception of a type of welfare connected to extra-economic elements as well. In other words, it must reflect a multidimensional conception of welfare in which cultural elements are integrated with the socio-economic factors. We can then refer to "complex social value" (V_s), which is interpreted as *the set of all social, economic and cultural net benefits that all types of users (direct, indirect, potential and future) can derive, in time from a historical, architectural and environmental resource*. The general equation is:⁶

$V_s = f$ (quantity and quality of net benefits to direct, indirect, potential and future users)

Economic benefits are estimated "as far as possible" according to the indications of the economic theory (in terms of market values, costs, consumers' rent, also by resorting to hedonic procedures). Services and benefits that cannot be

"captured" in monetary terms are expressed (if possible) by either qualitative or multi-criteria quantitative evaluation methods.⁷

There are many ways to implement the general equation given above. In any case, the resulting "complex social value" is expressed by a set of n numbers, some of which can be read on cardinal scales, while others can be read on ordinal or interval scales:

$$V_s = (N_1, N_2, \dots, N_n)$$

Hence estimating the "complex social value" or "integrated value" is the first condition for effectively dealing with the problems of choice with regard to these resources. It also shows the overall cost paid by the community when these resources are permitted to deteriorate.

USING "COMPLEX SOCIAL VALUES"

Rehabilitating a monument or a site leads to an increase in the flow of benefits that reach direct, indirect, potential and future users. An intervention will therefore be more successful the more it succeeds in guaranteeing an increase in the overall social value.

$$\text{Conservation: } \Delta V_s = (\Delta N_1, \dots, \Delta N_n)$$

Conservation and rehabilitation not only allow us to improve the quality of the physical scenario by producing psychological and cultural benefits, but they also contribute directly and indirectly to strengthening services and economic activities thus improving the socio-economic scenario as well. The use of the traces of the cultures of past generations, such as monuments or sites, enriches the local economic base by attracting tourist flow. At the same time production and the spread of culture contribute to a large extent to the revival of the economic base of cities and regions. Cultural functions, research activities and artistic production in its various forms, that can be placed in historic monuments and sites determine direct, indirect, and induced effects on economic sectors as well, in terms of income, employment etc.⁸

Indeed each of these functions is characterized by a particular role since each possesses a specific "relative importance" with respect to the economic base. It is thus possible, within certain limits, to regenerate deteriorating urban economic conditions by resorting to these functions and using the traces of past generations as much as possible. Likewise, it is possible, to a certain extent, to use culture as a

"factor" of economic development in a scheme of stimulating complementary development, integrated in its cultural and economic components. It is a matter of being able to choose, for each case, the functions that must be attributed to a specific monument or site and which are more consistent with the system of economic and extra-economic objectives. Such functions are those which maximize the "complex social value."

THE "COMPLEX SOCIAL VALUE" OF PROJECTS

The above-mentioned choices should be included in a strategic approach aimed at gradually achieving a set of long-term basic goals. In other words, it is necessary to elaborate a conservation strategy and to select those projects that are apt to more effectively achieve economic and extra-economic objectives. This can be done by singling out a sequence of projects ranked on the basis of their capacity to respond to the set of cultural, social and economic objectives. Such an approach may be referred to as an *integrated conservation strategy*.

Given a set of projects, in order to identify those for which a direct intervention gives rise to a greater flow of net benefits (to direct, indirect, potential and future users) or in order to identify the project that maximizes the "complex social value" increment (ΔV_s), it is necessary to use specific evaluation techniques. Hence the problem becomes a matter of estimating the "complex social value" of projects.

The "complex social value" of projects depends on the increment of the "complex social value" of cultural resources.⁹ When the conservation project concerns other sectors (transport, to reduce positional obsolescence; economic activities, etc.) the "complex social value" of the project is represented by the corresponding kind of net benefits for all users, resulting from projects that are "external" to the cultural heritage. In more general terms, the value of a project is given by its capacity to achieve the entire set of objectives (O_i):

$$\text{Social value of project} = f(\alpha_1 O_1, \dots, \alpha_i O_i)$$

where α_i is the level of achievement of O_i .

There are many ways to implement this equation. Not all evaluation methods enable us to find the "complex social value" of different projects with respect to cultural, social and economic objectives. In other words, not all of them can be used to identify projects in a scheme of development that is balanced with regard to all these aspects. For example,

those methods proposed on the basis of the "traditional" economic analysis—such as traditional cost-benefit analysis—imply a rationality that does not suffice when choosing these particular resources. Therefore these economic methods must be conveniently integrated by means of multi-criteria evaluation techniques to reflect the multidimensional concept of value (as mentioned above) and to identify integrated development strategy.

For the purpose of obtaining a final ranking that suggests a priority with respect to the level of achievement of cultural, social and economic objectives, an effort must be made to replace the "simplified" rationality of traditional economic calculation by a more articulated rationality based on a careful analysis of all types of impacts for all users. The approach proposed by Lichfield, the "community impact analysis," is a good starting point.¹⁰ In any case, a better knowledge of all interaction between cultural and economic sectors at the local (and regional) level is absolutely necessary.

CONCLUSION

Of course, the search for instruments capable of rationalizing decision-making processes and for new tools of evaluation does not in itself guarantee improvement in the future. We would like to explicitly stress the role played by culture in the process of economic values formation and in the processes of choice.¹¹

The problem of conservation is primarily a cultural problem. No strategic approach to problems of preservation and development is possible (and thus no strategy of conservation can be worked out) without reaching a consensus on some basic long-term goals.

Unless clear answer can be found for a number of fundamental questions—"What type of development do we hope to achieve?", "In what sort of environment do we want to live?", "What kind of living standard is desirable?", "What are our priorities?"—no strategic view is possible. In the absence of a conservation consciousness that grapples with these problems, no strategy is possible, even with the help of the most sophisticated economic methodologies and the most complex techniques of rationalizing choices.

¹ *The Future of Urban Form*, Brotchie, J., Newton, P., Hall, P., Nijkamp, P., (ed.), Worcester, 1985.

HAUSNER, V.A., "The Future Role of Cities: Strategies for Urban Regeneration", INTA 8th International Conference, Rotterdam, 21-28 October 1984.

² Unesco, "Plan à moyen terme de l'Unesco (1977-1982)", Paris, 1977, Intro. Chap. III.

³ LICHFIELD, N., "Towards an Integrated Strategy for the Conservation of the Cultural Heritage in Campania", *Restauro*, No. 65-66-67, 1983, pp. 52-93.

⁴ ARES, P., "The Economics of Preservation", *Restauro*, No. 65-66-67, 1983, pp. 219-231.

⁵ FORTE, C., *Valore di scambio e valore d'uso sociale dei beni culturali immobiliari*, Napoli, 1977.

⁶ FUSCO GIRARD, L., *Beni culturali-ambientali: valutazioni e strategie di conservazione*, Milano, (to be published in 1986).

SINDEN, A.I. and A.C. WORRELL, *Unpriced Values*, New York, 1979.

WEISBROD, B.A., "Collective Consumption Services of Individual Consumption Goods", *Quarterly Journal of Economics*, August, 1964.

⁷ NIJKAMP, P., *Theory and Application of Environmental Economics*, Amsterdam, 1979.

⁸ National Endowment for the Arts, "Economic Impact of Arts and Cultural Institutions: Case Studies", Washington D.C., 1981.

CWI, D., and LYALL, K., "Economic Impact of Arts and Cultural Institutions: a Model for Assessment and a Case Study", Research Division Report No. 6, National Endowment for the Arts, Washington D.C., 1977.

⁹ FUSCO GIRARD, L., "Economic Theory and Valuation of Cultural Heritage", *Restauro*, No. 65-66-67, 1983, pp. 180-205.

¹⁰ LICHFIELD, N., "Verso una strategia integrata per la conservazione dei beni culturali in Campania", *Restauro*, No. 53-54, 1981.

¹¹ DI STEFANO, R., *Il recupero dei valori*, Napoli, 1979.

DI STEFANO, R., "Towards a new economy of the Conservation of Architectural Heritage", *Restauro*, No. 65-66-67, 1983.

BIBLIOGRAPHY

- BLAUG, M., *The Economics of the Arts*, New York, 1976.
 CICHETTI, C. and A. FREEMANN, "Option Demand and Consumer Surplus: Further Comments", *Quarterly Journal of Economics*, Vol. LXXXV, N. 3, 1971.
 CLAWSON, M., *Methods of Measuring the Demand and the Value of Outdoor Recreation*, Madison, 1959.
 FISHER, A.C., *Resource and Environmental Economics*, Cambridge, 1981.
 FORTE, C.L., "L'aspetto economico del problema dei centri storici", *Restauro*, N. 7, 1973.
 GHELARDI, R., *Economics, Society and Culture*, New York, 1976.
 HIRSCHMAN, A.D., *Strategie du développement économique*, Paris, 1964.
 LEMAIRE, R.M. and C. OST, *Evaluation économique du patrimoine monumental*, Bruxelles, 1984.
 LICHFIELD, N., P. KETTLE and M. WHITEBREAD, *Evaluation in Planning Process*, Oxford, 1976.
 NIJKAMP, P., *Multidimensional Spatial Data Decision Analysis*, Bath, 1979.
 PERLOFF, H.S. et al., *The Arts in the Economic Life of the City*, American Council for the Arts, New York, 1979.
 PERRON, H.S., *L'Economie du XX^e siècle*, Paris, 1969.
 SINDEN, A.I. and A.C. WORREN, *Unpriced Values*, New York, 1979.
 WOOGD, H., *Multiple Criteria Analysis for Urban and Regional Planning*, London, 1983.

LA CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL DE L'EUROPE Daniel Théron

Administrateur au Conseil de l'Europe
Secrétaire du Comité intergouvernemental
d'experts ayant élaboré la Convention.

The Convention for the Protection of the Architectural Heritage of Europe was opened for signature on 3 October 1985 at the Ministerial Conference in Granada (Spain), which provided fresh impetus to co-operation between the 21 member states of the Council of Europe in matters concerning the architectural heritage. With the status of an international legal instrument, the new Convention is designed to achieve two objectives:

- to promote statutory measures to protect the heritage on the territory of Signatory States;
- encourage concertation between governments for the harmonization of cultural heritage policies throughout Europe, by means of the exchange of persons and ideas.

With regard to its doctrinal content, the new Convention has adopted the general guidelines of the Venice Charter. In many respects, it is even very directly based on the latter. In contrast to the Charter, however, the Convention does not deal with techniques for the conservation of monuments and mentions town and country planning only from the point of view of the principles governing administrative organisation, decision-making responsibilities, financial procedures and public participation. The European Convention remains primarily a political text and it is therefore easy to see the value, in technical terms and with a view to future recommendations, of sustained collaboration between the Council of Europe and Icomos.

The Convention makes provision for a Committee of Experts to monitor its application. But above all, it is the 1987-1991 Work Programme of the Council of Europe, which is currently being drawn up in the light of the Ministerial Conference of Granada, which should make it possible, in liaison with the relevant professional and scientific circles, to shape heritage policies designed to meet the challenges with which we are soon to be confronted at the end of this century.

La Conferencia Ministerial de los 21 Estados Miembros del Consejo de Europa, reunidos en Granada (España) el 3 de octubre de 1985, para dinamizar la cooperación en favor del patrimonio europeo ha presentado la Convención para la salvaguardia del patrimonio arquitectónico de Europa para ser ratificada. Esta convención tiene dos objetivos:

- promover al nivel jurídico la protección del patrimonio en los Estados Miembros.
- desarrollar una concertación entre los gobiernos en vista de la adopción de políticas armonizadas del patrimonio en un área cultural europea basada en intercambios de hombre y de ideas. Desde el punto de vista doctrinal se refiere a las orientaciones generales de la Carta de Venecia de la que se inspira muchas veces directamente. No obstante, contrariamente a la Carta de Venecia, no trata de las técnicas de conservación monumental y aborda los programas de urbanismo y planeamiento solamente en los marcos siguientes: organización administrativa, responsabilidades decisoriales, procedimientos financieros, participación del público. Esta Convención es, pues, un texto político y no técnico. Por esta razón se concibe el interés de una cooperación, a nivel técnico, entre Icomos y el Consejo de Europa en vista de recomendaciones ulteriores.

La Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe a été ouverte à la signature le 3 octobre 1985 lors de la Conférence ministérielle de Grenade (Espagne) venue relancer la coopération des vingt et un Etats membres du Conseil de l'Europe* en faveur du patrimoine européen. Dans le concert des textes de portée internationale, la nouvelle Convention poursuit deux objectifs :

- Promouvoir les régimes juridiques de protection du patrimoine sur le sol des Etats signataires;
- Susciter la concertation des gouvernements pour l'adoption de politiques harmonisées du patrimoine à travers un espace culturel européen reposant sur l'échange des hommes et des idées.

ORIGINES DE LA CONVENTION EUROPÉENNE

Le rapport de M. Ludwig Weiss présenté en 1963 à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, visait à l'échelon européen un aménagement qualitatif du cadre de vie faisant de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine architectural un facteur de développement social et culturel. Il proposait, au moment approprié, une alternative aux effets de l'urbanisme contesté des reconstructions de l'après-guerre et de l'expansion économique des années 60. Que ce soit en 1964, lors de travaux du II^e Congrès international des architectes et techniciens des monuments historiques à Venise, lors de la préparation de la Charte de Quito en 1967, puis dans le cadre du programme intergouvernemental du Conseil de l'Europe, un courant intellectuel se manifeste marquant la distance avec les thèses et ruptures du mouvement moderniste et de l'architecture internationale.

En 1969, suite à la première Conférence européenne des ministres responsables du patrimoine architectural, est lancée au Conseil de l'Europe la réflexion d'experts qui devait déboucher en 1975 sur la Charte européenne du patrimoine architectural et sur la Déclaration finale du Congrès d'Amsterdam. Sur la scène politique et dans l'opinion publique est désormais affirmée la nécessité «d'intégrer» la conservation du patrimoine à l'urbanisme, de préserver par ce biais des ensembles architecturaux et des sites autant que des monuments isolés, enfin d'insérer ce patrimoine dans la vie économique.

Une recommandation est adressée en 1976 (n° 28) aux gouvernements des Etats membres les invitant à adapter leurs systèmes législatifs et réglementaires aux exigences de la «conservation intégrée». L'idée d'une Convention consacrant les travaux antérieurs et leur donnant sur le plan du droit international public une force juridique supérieure liant les Etats est cependant rappelée lors de la 4^e Confrontation

* Etats membres du Conseil de l'Europe: Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Royaume Uni, Suède, Suisse, Turquie. Seize Etats ont déjà signé la Convention. Les procédures de ratification sont en cours.

Se prevé un comité encargado de seguir la aplicación del texto. Pero será sobretudo la misión del programa de trabajo 1987-1991 del Consejo de Europa, en curso de realización, el permitir con los medios profesionales y científicos la evaluación de las políticas del patrimonio en las perspectivas ya cercanas al fin del siglo.

La Convenzione per la salvaguardia del patrimonio architettonico europeo è stata sottoposta alla firma il 3 ottobre 1985, in occasione della Conferenza dei Ministri della Cultura tenutasi a Granada (Spagna), allo scopo di rilanciare la cooperazione tra i ventuno Stati membri del Consiglio d'Europa in favore del patrimonio europeo. La nuova Convenzione persegue due obiettivi:

— promuovere strumenti giuridici di protezione del patrimonio nei territori degli Stati firmatari;
— incoraggiare accordi tra i governi per l'armonizzazione delle politiche di tutela in Europa attraverso scambi di persone di idee. La nuova Convenzione che si riferisce in modo particolare alla dottrina, riprende gli orientamenti generali della Carta di Venezia alla quale essa spesso si ispira direttamente. Tuttavia, a differenza della Carta, la Convenzione non tratta le tecniche di conservazione architettonica e affronta i programmi urbanistici e di pianificazione solo sotto l'angolazione dei principi di organizzazione amministrativa, di responsabilità decisionali, di procedure finanziarie e della partecipazione del pubblico. La Convenzione europea resta sostanzialmente un testo politico e si comprende perciò, sotto l'aspetto tecnico ed in vista di raccomandazioni ulteriori, l'interesse della collaborazione intrapresa tra il Consiglio d'Europa e l'Icomos. La Convenzione prevede l'istituzione di un comitato incaricato di seguire l'applicazione del testo. Ma costituirà soprattutto l'obiettivo del programma di lavoro 1987-1991 del Consiglio d'Europa, in corso di perfezionamento alla luce della Conferenza ministeriale di Granada, il permettere, con opportuni mezzi professionali e scientifici di valutare le politiche del patrimonio nella prospettiva ormai vicina della fine del secolo.

européenne des villes historiques, organisée à Fribourg (Suisse) en 1981 par la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe et l'association Europa Nostra.

En 1983, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe crée un comité d'experts gouvernementaux chargé de préparer une convention. Il remet son projet de texte en mai 1985.

SPECIFICITÉ DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL

Le nouveau texte se distingue de la «Convention de l'Unesco concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel» (1972). Loin d'un double emploi, apparaît une complémentarité car le traité européen interprète de manière localisée et détaillée l'esprit de la Convention mondiale.

L'aire géographique des deux conventions diffère et la Convention européenne ne se réfère qu'aux biens culturels situés sur le sol de l'Europe, excluant ainsi le patrimoine naturel protégé par d'autres conventions européennes ainsi que les créations architecturales européennes implantées ailleurs dans le monde. Si d'un autre point de vue les deux textes retiennent les mêmes catégories de biens culturels à protéger, les monuments, les ensembles architecturaux et les sites, la Convention de l'Unesco institue pour sa part une «liste du patrimoine mondial» ainsi qu'un comité intergouvernemental chargé de gérer cette liste, alors que la Convention européenne n'établit aucune sélection limitative. De même, ce dernier texte ne prévoit aucun système de soutien financier alors que la Convention mondiale institue un «Fonds pour la protection du patrimoine mondial et naturel». Mais la Convention européenne formule de son côté de manière plus détaillée que le texte de l'Unesco les mécanismes juridiques de protection qu'il revient à chaque Etat de mettre en oeuvre. Mention est par exemple faite de la possibilité de mise en demeure d'un propriétaire d'effectuer des travaux d'entretien et du recours extrême à l'expropriation.

Certes, la législation de la plupart des Etats signataires comporte d'ores et déjà des dispositions telles que celles édictées par la Convention. Des lacunes peuvent néanmoins subsister et être alors comblées; la référence à une norme européenne peut également s'avérer utile quant à l'effectivité de la mise en oeuvre de normes internes déjà existantes.

S'agissant du contenu doctrinal, la nouvelle Convention reprend les orientations générales de la Charte de Venise. Elle s'en inspire même souvent très directement. L'Article 5 est à rapprocher de l'Article 7 de la Charte, écartant les transferts de monuments, et l'Article 11 sur l'usage circonstancié des édifices anciens de l'Article 5. Toutefois, à l'inverse de la Char-

1. Strasbourg. La Pharmacie du Cerf, Place de la Cathédrale. Maison du XV^e et XVI^e siècles / House from the 15th and 16th centuries.
 2. Strasbourg. La flèche de la cathédrale émergeant au-dessus du vieux Strasbourg / The cathedrale spire dominating the old town.

3. Strasbourg. Maison à oriel, élément caractéristique de l'architecture strasbourgeoise / House with an oriel window, a characteristic feature of Strasbourg architecture.

Photos: M. Parent

te, la Convention ne traite pas des techniques de conservation monumentale et n'aborde les programmes d'urbanisme et d'aménagement que sous l'angle des principes d'organisation administrative, des responsabilités décisionnelles, des procédures financières et de la participation du public. La Convention européenne reste un texte politique et l'on conçoit de ce fait, sous l'angle technique, et en vue de recommandations ultérieures, l'intérêt d'une collaboration poursuivie entre le Conseil de l'Europe et l'Icomos alors que s'élabore précisément auprès de l'Icomos une «Charte des villes historiques». Les travaux issus de la Campagne «Renaissance de la cité» apportent au demeurant la contribution du Conseil de l'Europe au débat actuel sur l'aménagement urbain.

CONCERTATION INTERGOUVERNEMENTALE ET POLITIQUES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE

La Convention offre aux Etats signataires un nouveau cadre de coopération. Plusieurs articles visent les moyens de renforcer la solidarité des pays, régions et villes de l'Europe dans la charge et la promotion de leur patrimoine. Parmi ces thèmes figurent l'assistance technique mutuelle par l'échange de consultants, les échanges professionnels en matière de formation, par exemple pour les métiers artisanaux spécialisés dans la conservation architecturale. L'Article 17 institue une concertation européenne des autorités nationales autour d'objectifs précis comme l'impact des nouvelles technologies

sur la conservation et l'encouragement de la création contemporaine en tant que contribution au patrimoine européen.

Mais au moment où s'étendent avec le temps les frontières du patrimoine historique, la Convention prévoit aussi une concertation sur les critères et méthodes de la conservation. Comment le regard de l'Europe sur son héritage monumental n'aurait-il pas changé depuis les travaux de Ruskin, Morris ou Alois Riegl et même depuis l'élaboration de la Charte d'Athènes? L'avènement progressif d'une société post-industrielle avec les mutations qu'elle implique dans les modes de vie, d'habitat, de travail et de loisir, de même que l'esquisse en Europe de sociétés multiculturelles voire multiraciales, modifient les données des politiques du cadre de vie, de l'aménagement du territoire et du développement culturel. La problématique des politiques du patrimoine ne saurait donc se limiter à la seule considération des techniques professionnelles de restauration et de planification physique. On ne saurait écarter à moyen terme une nouvelle interrogation sur les finalités et la philosophie de la conservation.

La Convention prévoit un comité chargé de suivre l'application du texte. Mais ce sera surtout la mission du programme de travail 1987-1991 du Conseil de l'Europe, en cours de mise au point à la lumière de la Conférence ministérielle de Grenade, de permettre en liaison avec les milieux professionnels et scientifiques de situer les politiques du patrimoine dans les perspectives désormais proches de la fin du siècle.



Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe représente un excellent exemple d'une ville qui a su conserver son patrimoine historique, non seulement ses édifices intégrés, au premier rang desquels figure évidemment sa cathédrale, mais également l'environnement prestigieux de cette cathédrale et un ensemble exceptionnel de quartiers anciens, qui selon le schéma de la «conservation intégrée» se sont harmonieusement ajustés avec la plupart des développements successifs de la vieille cité.

Il est heureux qu'au moment où le Conseil d'Europe publie sa Convention, l'Icomos prépare activement sa Charte des villes historiques qui au plan technique fera le pendant à la Charte de Venise relative à la conservation des monuments et s'inscrira également dans le sens de la Recommandation de l'Unesco «concernant la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine» adoptée à Nairobi en 1976.

M.P.

Strasbourg, headquarters of the Council of Europe, is an excellent example of a town which has managed to preserve its historical heritage, including not only its well-integrated buildings, foremost among which is of course the Cathedral, but also the Cathedral's renowned setting and an exceptional group of historic quarters which, in accordance with the scheme for "integrated conservation," have for the most part adapted harmoniously to the subsequent expansion of the old town.

It is indeed fortunate that just as the Council of Europe is publishing its Convention, Icomos is concurrently in the process of preparing its Charter on Historic Towns, a document which in addition to serving as the technical counterpart of the Venice Charter relative to the conservation of monuments will lie within the scope of the Unesco "Recommendation concerning the safeguarding and contemporary role of historic areas," adopted in Nairobi in 1976.

M.P.

CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE
DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL DE L'EUROPE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention.

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun ;

Reconnaissant que le patrimoine architectural constitue une expression irremplaçable de la richesse et de la diversité du patrimoine culturel de l'Europe, un témoin inestimable de notre passé et un bien commun à tous les Européens ;

Vu la Convention Culturelle Européenne signée à Paris le 19 décembre 1954 et notamment son article 1^{er} ;

Vu la Charte Européenne du Patrimoine Architectural adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 26 septembre 1975 et la Résolution (76) 28, adoptée le 14 avril 1976, relative à l'adaptation des systèmes législatifs et réglementaires nationaux aux exigences de la conservation intégrée du patrimoine architectural ;

Vu la Recommandation 880 (1979) de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe relative à la conservation du patrimoine architectural ;

Compte tenu de la Recommandation n° R (80) 16 du Comité des Ministres aux Etats membres concernant la formation spécialisée des architectes, urbanistes, ingénieurs du génie civil et paysagistes ainsi que la Recommandation n° R (81) 13 du Comité des Ministres adoptée le 1^{er} juillet 1981 concernant les actions à entreprendre en faveur de certains métiers menacés de disparition dans le cadre de l'activité artisanale ;

Rappelant qu'il importe de transmettre un système de références culturelles aux générations futures, d'améliorer le cadre de vie urbain et rural et de favoriser par la même occasion le développement économique, social et culturel des Etats et des régions ;

Affirmant qu'il importe de s'accorder sur les orientations essentielles d'une politique commune qui garantisse la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine architectural,

Sont convenus de ce qui suit :

CONVENTION FOR THE PROTECTION
OF THE ARCHITECTURAL HERITAGE OF EUROPE

The member States of the Council of Europe, signatory hereto,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members for the purpose, inter alia, of safeguarding and realising the ideals and principles which are their common heritage;

Recognising that the architectural heritage constitutes an irreplaceable expression of the richness and diversity of Europe's cultural heritage, bears inestimable witness to our past and is a common heritage of all Europeans;

Having regard to the European Cultural Convention signed in Paris on 19 December 1954 and in particular to Article 1 thereof;

Having regard to the European Charter of the Architectural Heritage adopted by the Committee of Ministers of the Council of Europe on 26 September 1975 and to Resolution (76) 28, adopted on 14 April 1976, concerning the adaptation of laws and regulations to the requirements of integrated conservation of the architectural heritage;

Having regard to Recommendation 880 (1979) of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe on the conservation of the European architectural heritage;

Having regard to Recommendation No. R (80) 16 of the Committee of Ministers to member States on the specialised training of architects, town planners, civil engineers and landscape designers, and to Recommendation No. R (81) 13 of the Committee of Ministers, adopted on 1 July 1981, on action in aid of certain declining craft trades in the context of the craft activity;

Recalling the importance of handing down to future generations a system of cultural references, improving the urban and rural environment and thereby fostering the economic, social and cultural development of States and regions;

Acknowledging the importance of reaching agreement on the main thrust of a common policy for the conservation and enhancement of the architectural heritage.

Have agreed as follows:

DÉFINITION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL

Article 1

Aux fins de la présente Convention, l'expression «patrimoine architectural» est considérée comme comprenant les biens immeubles suivants :

1. Les monuments : toutes réalisations particulièrement remarquables en raison de leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique, y compris les installations ou les éléments décoratifs faisant partie intégrante de ces réalisations ;
2. Les ensembles architecturaux : groupements homogènes de constructions urbaines ou rurales remarquables par leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique et suffisamment cohérents pour faire l'objet d'une délimitation topographique ;
3. Les sites : œuvres combinées de l'homme et de la nature, partiellement construites et constituant des espaces suffisamment caractéristique et homogènes pour faire l'objet d'une délimitation topographique, remarquables par leur intérêt historique, archéologique, artistique, scientifique, social ou technique.

IDENTIFICATION DES BIENS À PROTÉGER

Article 2

Afin d'identifier avec précision les monuments, ensembles architecturaux et sites susceptibles d'être protégés, chaque Partie s'engage à en poursuivre l'inventaire et, en cas de menaces pesant sur les biens concernés, à établir dans les meilleurs délais une documentation appropriée.

PROCÉDURES LÉGALES DE PROTECTION

Article 3

Chaque Partie s'engage :

1. à mettre en œuvre un régime légal de protection du patrimoine architectural ;
2. à assurer, dans le cadre de ce régime et selon des modalités propres à chaque Etat ou région, la protection des monuments, des ensembles architecturaux et des sites.

Article 4

Chaque Partie s'engage :

1. à appliquer en vertu de la protection juridique des biens considérés, des procédures de contrôle et d'autorisation appropriées ;
2. à éviter que des biens protégés ne soient défigurés, dégradés ou démolis. Dans cette perspective, chaque Partie s'en-

DEFINITION OF THE ARCHITECTURAL HERITAGE

Article 1

For the purposes of this Convention, the expression "architectural heritage" shall be considered to comprise the following permanent properties:

1. Monuments: all buildings and structures of conspicuous historical, archaeological, artistic, scientific, social or technical interest, including their fixtures and fittings;
2. Group of buildings: homogeneous groups of urban or rural buildings conspicuous for their historical, archaeological, artistic, scientific, social or technical interest which are sufficiently coherent to form topographically definable units;
3. Sites: the combined works of man and nature, being areas which are partially built upon and sufficiently distinctive and homogeneous to be topographically definable and are of conspicuous historical, archaeological, artistic, scientific, social or technical interest.

IDENTIFICATION OF PROPERTIES TO BE PROTECTED

Article 2

For the purpose of precise identification of the monuments, groups of buildings and sites to be protected, each Party undertakes to maintain inventories and in the event of threats to the properties concerned, to prepare appropriate documentation at the earliest opportunity.

STATUTORY PROTECTION PROCEDURES

Article 3

Each Party undertakes:

1. to take statutory measures to protect the architectural heritage;
2. within the framework of such measures and by means specific to each State or region, to make provision for the protection of monuments, groups of buildings and sites.

Article 4

Each Party undertakes:

1. to implement appropriate supervision and authorisation procedures as required by the legal protection of the properties in question;
2. to prevent the disfigurement, dilapidation or demolition of protected properties. To this end, each Party undertakes

gage, si ce n'est pas déjà fait, à introduire dans sa législation des dispositions prévoyant :

- a. la soumission à une autorité compétente des projets de démolition ou de modification de monuments déjà protégés ou faisant l'objet d'une procédure de protection, ainsi que de tout projet qui affecte leur environnement ;
- b. la soumission à une autorité compétente des projets affectant tout ou partie d'un ensemble architectural ou d'un site, et portant sur des travaux
 - de démolition de bâtiments
 - de construction de nouveaux bâtiments
 - de modifications importants qui porteraient atteinte au caractère de l'ensemble architectural ou du site ;
- c. la possibilité pour les pouvoirs publics de mettre en demeure le propriétaire d'un bien protégé d'effectuer des travaux ou de se substituer à lui en cas de défaillance de sa part ;
- d. la possibilité d'exproprier un bien protégé.

Article 5

Chaque Partie s'engage à proscrire le déplacement de tout ou partie d'un monument protégé, sauf dans l'hypothèse où la sauvegarde matérielle de ce monument l'exigerait impérativement. En ce cas, l'autorité compétente prendrait les garanties nécessaires pour son démontage, son transfert et son remontage dans un lieu approprié.

MESURES COMPLÉMENTAIRES

Article 6

Chaque Partie s'engage à :

1. prévoir, en fonction des compétences nationales, régionales et locales et dans la limite des budgets disponibles, un soutien financier des pouvoirs publics aux travaux d'entretien et de restauration du patrimoine architectural situé sur son territoire ;
2. avoir recours, le cas échéant, à des mesures fiscales susceptibles de favoriser la conservation de ce patrimoine ;
3. encourager les initiatives privées en matière d'entretien et de restauration de ce patrimoine.

Article 7

Aux abords des monuments, à l'intérieur des ensembles architecturaux et des sites, chaque Partie s'engage à susciter des mesures visant à améliorer la qualité de l'environnement.

Article 8

Chaque Partie s'engage en vue de limiter les risques de dégradation physique du patrimoine architectural :

to introduce, if it has not already done so, legislation which:

- a. requires the submission to a competent authority of any scheme for the demolition or alteration of monuments which are already protected, or in respect of which protection proceedings have been instituted, as well as any scheme affecting their surroundings;

- b. requires the submission to a competent authority of any scheme affecting a group of buildings or a part thereof or a site which involves
 - demolition of buildings
 - the erection of new buildings
 - substantial alterations which impair the character of the buildings or the site;

- c. permits public authorities to require the owner of a protected property to carry out work or to carry out such work itself if the owner fails to do so;
- d. allows compulsory purchase of a protected property.

Article 5

Each Party undertakes to prohibit the removal, in whole or in part, of any protected monument, except where the material safeguarding of such monuments makes removal imperative. In these circumstances the component authority shall take the necessary precautions for its dismantling, transfer and reinstatement at a suitable location.

ANCILLARY MEASURES

Article 6

Each Party undertakes:

1. to provide financial support by the public authorities for maintaining and restoring the architectural heritage on its territory, in accordance with the national, regional and local competence and within the limitations of the budgets available;
2. to resort, if necessary, to fiscal measures to facilitate the conservation of this heritage;
3. to encourage private initiatives for maintaining and restoring the architectural heritage.

Article 7

In the surroundings of monuments, within groups of buildings and within sites, each Party undertakes to promote measures for the general enhancement of the environment.

Article 8

With a view to limiting the risks of the physical deterioration of the architectural heritage, each Party undertakes:

1. à soutenir la recherche scientifique en vue d'identifier et d'analyser les effets nuisibles de la pollution et en vue de définir les moyens de réduire ou d'éliminer ces effets ;
2. à prendre en considération les problèmes spécifiques de la conservation du patrimoine architectural dans les politiques de lutte contre la pollution.

SANCTIONS

Article 9

Chaque Partie s'engage, dans le cadre des pouvoirs qui sont les siens, à faire en sorte que les infractions à la législation protégeant le patrimoine architectural fassent l'objet de mesures appropriées et suffisantes de la part de l'autorité compétente. Ces mesures peuvent entraîner, le cas échéant, l'obligation pour les auteurs de démolir un nouvel édifice construit irrégulièrement ou de restituer l'état antérieur du bien protégé.

POLITIQUES DE CONSERVATION

Article 10

Chaque Partie s'engage à adopter des politiques de conservation intégrée qui :

1. placent la protection du patrimoine architectural parmi les objectifs essentiels de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et qui assurent la prise en compte de cet impératif aux divers stades de l'élaboration des plans d'aménagement et des procédures d'autorisation de travaux ;
2. suscitent des programmes de restauration et d'entretien du patrimoine architectural ;
3. fassent de la conservation, de l'animation et de la mise en valeur du patrimoine architectural, un élément majeur des politiques en matière de culture, d'environnement et d'aménagement du territoire ;
4. favorisent, lorsque c'est possible, dans le cadre des processus d'aménagement du territoire et de l'urbanisme, la conservation et l'utilisation de bâtiments dont l'importance propre ne justifierait pas une protection au sens de l'Article 3, paragraphe 1, de la présente Convention, mais qui présenterait une valeur d'accompagnement du point de vue de l'environnement urbain ou rural ou du cadre de vie ;
5. favorisent l'application et le développement, indispensables à l'avenir du patrimoine, des techniques et matériaux traditionnels.

Article 11

Chaque Partie s'engage à favoriser, tout en respectant le caractère architectural et historique du patrimoine :

1. to support scientific research for identifying and analysing the harmful effects of pollution and for defining ways and means to reduce or eradicate these effects;
2. to take into consideration the special problems of conservation of the architectural heritage in anti-pollution policies.

SANCTIONS

Article 9

Each Party undertakes to ensure within the power available to it that infringements of the law protecting the architectural heritage are met with a relevant and adequate response by the competent authority. This response may in appropriate circumstances entail an obligation on the offender to demolish a newly erected building which fails to comply with the requirements or to restore a protected property to its former condition.

CONSERVATION POLICIES

Article 10

Each Party undertakes to adopt integrated conservation policies which:

1. include the protection of the architectural heritage as an essential town and country planning objective and ensure that this requirement is taken into account at all stages both in the drawing up of development plans and in the procedures for authorising work;
2. promote programmes for the restoration and maintenance of the architectural heritage;
3. make the conservation, promotion and enhancement of the architectural heritage a major feature of cultural, environmental and planning policies;
4. facilitate whenever possible in the town and country planning process the conservation and use of certain buildings whose intrinsic importance would not warrant protection within the meaning of Article 3, paragraph 1, of this Convention but which are of interest from the point of view of their setting in the urban or rural environment and of the quality of life;
5. foster, as being essential to the future of the architectural heritage, the application and development of traditional skills and materials.

Article 11

Due regard being had to the architectural and historical character of the heritage, each Party undertakes to foster:

— l'utilisation des biens protégés compte tenu des besoins de la vie contemporaine ;
— l'adaptation, lorsque cela s'avère approprié, de bâtiments anciens à des usages nouveaux.

Article 12

Tout en reconnaissant l'intérêt de faciliter la visite par le public des biens protégés, chaque Partie s'engage à faire en sorte que les conséquences de cette ouverture au public, notamment les aménagements d'accès, ne portent pas atteinte au caractère architectural et historique de ces biens et de leur environnement.

Article 13

Afin de faciliter la mise en œuvre de ces politiques, chaque Partie s'engage à développer dans le contexte propre de son organisation politique et administrative, la coopération effective aux divers échelons des services responsables de la conservation, de l'action culturelle, de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

PARTICIPATION ET ASSOCIATIONS

Article 14

En vue de seconder l'action des pouvoirs publics en faveur de la connaissance, la protection, la restauration, l'entretien, la gestion et l'animation du patrimoine architectural, chaque Partie s'engage :

1. à mettre en place, aux divers stades des processus de décision, des structures d'information, de consultation et de collaboration entre l'Etat, les collectivités locales, les institutions et associations culturelles et le public ;
2. à favoriser le développement du mécénat et des associations à but non lucratif œuvrant en la matière.

INFORMATION ET FORMATION

Article 15

Chaque Partie s'engage :

1. à valoriser la conservation du patrimoine architectural dans l'opinion publique aussi bien en tant qu'élément d'identité culturelle que comme source d'inspiration et de créativité pour les générations présentes et futures ;
2. à promouvoir à cette fin des politiques d'information et de sensibilisation notamment à l'aide de techniques modernes de diffusion et d'animation, ayant en particulier pour objectif :
 - a. d'éveiller ou d'accroître la sensibilité du public, dès l'âge scolaire, à la protection du patrimoine, à la qualité de l'environnement bâti et à l'expression architecturale ;

— the use of protected properties in the light of the needs of contemporary life;
— the adaptation when appropriate of old buildings for new uses.

Article 12

While recognising the value of permitting public access to protected properties, each Party undertakes to take such action as may be necessary to ensure that the consequences of permitting this access, especially any structural development, do not adversely affect the architectural and historical character of such properties and their surroundings.

Article 13

In order to facilitate the implementation of these policies, each Party undertakes to foster, within its own political and administrative structure, effective co-operation at all levels between conservation, cultural, environmental and planning activities.

PARTICIPATION AND ASSOCIATIONS

Article 14

With a view to widening the impact of public authority measures for the identification, protection, restoration, maintenance, management and promotion of the architectural heritage, each Party undertakes:

1. to establish in the various stages of the decision-making process, appropriate machinery for the supply of information, consultation and co-operation between the State, the regional and local authorities, cultural institutions and associations, and the public;
2. to foster the development of sponsorship and of non-profit-making associations working in this field.

INFORMATION AND TRAINING

Article 15

Each Party undertakes:

1. to develop public awareness of the value of conserving the architectural heritage, both as an element of cultural identity and as a source of inspiration and creativity for present and future generations;
2. to this end, to promote policies for disseminating information and fostering increased awareness, especially by the use of modern communication and promotion techniques, aimed in particular:
 - a. at awakening or increasing public interest, as from school-age, in the protection of the heritage, the quality of the built environment and architecture;

b. de mettre en évidence l'unité du patrimoine culturel et des liens existant entre l'architecture, les arts, les traditions populaires et modes de vie, que ce soit à l'échelon européen, national ou régional.

Article 16

Chaque Partie s'engage à favoriser la formation des diverses professions et des divers corps de métiers intervenant dans la conservation du patrimoine architectural.

COORDINATION EUROPÉENNE DES POLITIQUES DE CONSERVATION

Article 17

Les Parties s'engagent à échanger des informations sur leurs politiques de conservation en ce qui concerne :

1. les méthodes à définir en matière d'inventaire, de protection et de conservation des biens, compte tenu de l'évolution historique et de l'augmentation progressive du patrimoine architectural ;
2. les moyens de concilier pour le mieux l'impératif de protection du patrimoine architectural et les besoins actuels de la vie économique, sociale et culturelle ;
3. les possibilités offertes par les technologies nouvelles, concernant à la fois l'identification et l'enregistrement, la lutte contre la dégradation des matériaux, la recherche scientifique, les travaux de restauration et les modes de gestion et d'animation du patrimoine architectural ;
4. les moyens de promouvoir la création architecturale qui assure la contribution de notre époque au patrimoine de l'Europe.

Article 18

Les Parties s'engagent à se prêter chaque fois que nécessaire une assistance technique mutuelle s'exprimant dans un échange d'expériences et d'experts en matière de conservation du patrimoine architectural.

Article 19

Les Parties s'engagent à favoriser, dans le cadre des législations nationales pertinentes ou des accords internationaux par lesquels elles sont liées, les échanges européens de spécialistes de la conservation du patrimoine architectural, y compris dans le domaine de la formation permanente.

Article 20

Aux fins de la présente Convention, un Comité d'experts institué par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en vertu de l'Article 17 du Statut du Conseil de l'Europe est

b. at demonstrating the unity of the cultural heritage and the links that exist between architecture, the arts, popular traditions and ways of life at European, national and regional levels alike.

Article 16

Each Party undertakes to promote training in the various occupations and craft trades involved in the conservation of the architectural heritage.

EUROPEAN CO-ORDINATION OF CONSERVATION POLICIES

Article 17

The Parties undertake to exchange information on their conservation policies concerning such matters as:

1. the methods to be adopted for the survey, protection and conservation of properties having regard to historic developments and to any increase in the number of properties concerned;
2. the ways in which the need to protect the architectural heritage can best be reconciled with the needs of contemporary economic, social and cultural activities;
3. the possibilities afforded by new technologies for identifying and recording the architectural heritage and combating the deterioration of materials as well as in the fields of scientific research, restoration work and methods of managing and promoting the heritage;
4. ways of promoting architectural creation as our age's contribution to the European heritage.

Article 18

The Parties undertake to afford, whenever necessary, mutual technical assistance in the form of exchanges of experience and of experts in the conservation of the architectural heritage.

Article 19

The Parties undertake, within the framework of the relevant national legislation, or the international agreements, to encourage European exchanges of specialists in the conservation of the architectural heritage, including those responsible for further training.

Article 20

For the purposes of this Convention, a Committee of experts set up the Committee of Ministers of the Council of Europe pursuant to Article 17 of the Statute of the Council

chargé de suivre l'application de la Convention et en particulier :

1. de soumettre périodiquement au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur la situation des politiques de conservation du patrimoine architectural dans les Etats parties à la Convention, sur l'application des principes qu'elle a énoncés et sur ses propres activités ;
2. de proposer au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe toute mesure tendant à la mise en œuvre des dispositions de la Convention, y compris dans le domaine des activités multilatérales et en matière de révision ou d'amendement de la Convention ainsi que d'information du public sur les objectifs de la Convention ;
3. de faire des recommandations au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la Convention.

Article 21

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte à l'application des dispositions spécifiques plus favorables à la protection des biens visée à l'Article 1 contenues dans

- la Convention concernant la protection du Patrimoine mondial, culturel et naturel du 16 novembre 1972;
- la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique du 6 mai 1969.

CLAUSES FINALES

Article 22

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.
3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat membre qui exprimerait ultérieurement son consentement à être lié par elle, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 23

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le

of Europe shall monitor the application of the Convention and in particular:

1. report periodically to the Committee of Ministers of the Council of Europe on the situation of architectural heritage conservation policies in the States Parties to the Convention, on the implementation of the principles embodied in the Convention and on its own activities;
2. propose to the Committee of Ministers of the Council of Europe measures for the implementation of the Convention's provisions, such measures being deemed to include multilateral activities, revision or amendment of the Convention and public information about the purpose of the Convention;
3. make recommendations to the Committee of Ministers of the Council of Europe regarding invitations to States which are not members of the Council of Europe to accede to this Convention.

Article 21

The provisions of this Convention shall not prejudice the application of such specific more favourable provisions concerning the protection of the properties described in Article 1 as are embodied in:

- the Convention of the Protection of the World Cultural and Natural Heritage of 16 November 1972;
- the European Convention on the Protection of the Archaeological Heritage of 6 May 1969.

FINAL CLAUSES

Article 22

1. This Convention shall be open for signature by the member States of the Council of Europe. It is subject to ratification, acceptance or approval. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.
2. This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date on which three member States of the Council of Europe have expressed their consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of the preceding paragraph.
3. In respect of any member State which subsequently expresses its consent to be bound by it, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of the deposit of the instrument of ratification, acceptance or approval.

Article 23

1. After the entry into force of its Convention, the Commit-

Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil ainsi que la Communauté Economique Européenne à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent ou pour la Communauté Economique Européenne en cas d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 24

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 25

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il se réserve le droit de ne pas se conformer en tout ou en partie aux dispositions de l'Article 4, paragraphes *c* et *d*. Aucune autre réserve n'est admise.

2. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. La Partie qui a formulé la réserve au sujet de la disposition mentionnée au premier paragraphe ci-dessus ne peut

tee of Ministers of the Council of Europe may invite any State not a member of the Council and the European Economic Community to accede to this Convention by a decision taken by the majority provided for in Article 20.d of the Statute of the Council of Europe and by the unanimous vote of the representatives of the Contracting States entitled to sit on the Committee.

2. In respect of any acceding States or, should it accede, the European Economic Community, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of deposit of the instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 24

1. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, specify the territory or territories to which this Convention shall apply.

2. Any State may at any later date, by a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, extend the application of this Convention to any other territory specified in the declaration. In respect of such territory the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of such declaration by the Secretary General.

3. Any declaration made under the two preceding paragraphs may, in respect of any territory specified in such declaration, be withdrawn by a notification addressed to the Secretary General. The withdrawal shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of receipt of such notification by the Secretary General.

Article 25

1. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification acceptance, approval or accession, declare that it reserves the right not to comply, in whole or in part, with the provisions of Article 4, paragraphs *c* and *d*. No other reservations may be made.

2. Any Contracting State which has made a reservation under the preceding paragraphs may wholly or partly withdraw it by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe. The withdrawal shall take effect on the date of receipt of such notification by the Secretary General.

3. A Party which has made a reservation in respect of the provisions mentioned in paragraph 1 above may not claim

prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie ; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

Article 26

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 27

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention et à la Communauté Economique Européenne adhérente :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation or d'adhésion ;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 22, 23 et 24 ;
- d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Grenade, le 3 octobre 1985, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, ainsi qu'à tout Etat ou à la Communauté Economique Européenne invités à adhérer à la présente Convention.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche

NORBERT HELFGOTT

For the Government of the Republic of Austria

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark

VIGGO NIELSEN

For the Government of the Kingdom of Denmark

the application of that provision by any other Party; it may, however, if its reservation is partial or conditional, claim the application of that provision in so far as it has itself accepted it.

Article 26

1. Any Party may at any time denounce this Convention by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.
2. Such denunciation shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of receipt of such notification by the Secretary General.

Article 27

The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council of Europe, any State which has acceded to this Convention and the European Economic Community if it has acceded, of:

- a. any signature;
- b. the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- c. any date of entry into force of this Convention in accordance with Articles 22, 23 and 24;
- d. any other act, notification or communication relating to this Convention.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Granada, this 3rd day of October 1985, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe and to any State or to the European Economic Community invited to accede to this Convention.

Pour le Gouvernement De la République française

JACK LANG

For the Government of the French Republic

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne

GÜNTER KNACKSTEDT
GEORG GÖLTER

For the Government of the Federal Republic of Germany

Pour le Gouvernement de la République hellénique

MICHAIL-GEORGIOS MAZARAKIS

For the Government of the Hellenic Republic

Pour le Gouvernement d'Irlande

JOSEPH BERMINGHAM

For the Government of Ireland

Pour le Gouvernement de la République italienne

ANTONINO GULLOTTI

For the Government of the Italian Republic

Pour le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein

WALTER OEHRY

For the Government of the Principality of Liechtenstein

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

ROBERT KRIEPS

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

LEENDERT C. BRINKMAN

For the Government of the Kingdom of the Netherlands

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège

RAKEL SURLIEN

For the Government of the Kingdom of Norway

Pour le Gouvernement de la République portugaise

JOÃO PALMA FERREIRA

For the Government of the Portuguese Republic

Pour le Gouvernement du Royaume de l'Espagne

JAVIER SOLANA MADARIAGA

For the Government of the Kingdom of Spain

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède

For the Government of the Kingdom of Sweden

BENGT GÖRANSSON

Pour le Gouvernement de la République turque

For the Government of the Turkish Republic

MÜKERREM TAŞCIOĞLU

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne
et d'Irlande du Nord

For the Government of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland

RICHARD P. TRACEY

1987 SYMPOSIUM ON "OLD CULTURES IN NEW WORLDS" WASHINGTON ISSUES A CALL FOR PAPERS

Plans for the 1987 Icomos 8th General Assembly and its Symposium on "Old Cultures in New Worlds" are moving forward. US/Icomos has announced that Dr. Ernest Allen Connally, former Secretary General of Icomos, will serve as Honorary President of the Symposium. Paul Perrot, Director of the Virginia Museum of Fine Arts, will serve as Rapporteur General for the Symposium and its deliberations.

Mr. Perrot is a long-time member of the Executive Committee of US/Icomos and is known for his many years of leadership in both the International Council of Museums (Icom) and the International Centre for the Study of the Preservation and the Restoration of Cultural Property (Iccrom), as well.

Each member of Icomos has been sent an announcement concerning the Symposium and plans of the General Assembly to be held October 7-15, 1987, in Washington, D.C. The Symposium has been divided into four sub-themes: 1) Conservation and preservation of monuments, districts and sites; 2) Technology, techniques and training in preservation and conservation; 3) Monuments in relation to their natural and built environments and their historical contexts; and 4) Managing monuments as a national resource.

Any Icomos member who chooses to do so may submit an abstract and title for a proposed paper to the US/Icomos Symposium Committee for its consideration. These 250-word abstracts should address one of the Symposium's sub-themes and must be received by US/Icomos before August 15, 1986. From the abstracts submitted, the Symposium Committee will choose those to be developed into full papers and will notify authors before October 30, 1986. Authors must submit completed full papers US/Icomos before June 1, 1987. All papers submitted in response to the Committee's invitation will be included in the Symposium publication. Certain papers will be selected for presentation by the authors to their Icomos colleagues at the Symposium.

Icomos members are urged to consult the announcement concerning the Symposium for details and specifics as to the form of abstracts to be submitted as well as those for papers selected for publication. Icomos members are urged to review those details care-

fully and, in particular, are reminded that the various deadlines for the submission of documents are firm. Because the mails from some parts of the world to the United States are extremely slow, Icomos members are urged to submit materials well in advance of the deadlines so that they may receive the consideration that they deserve.

POST-MEETING TOURS

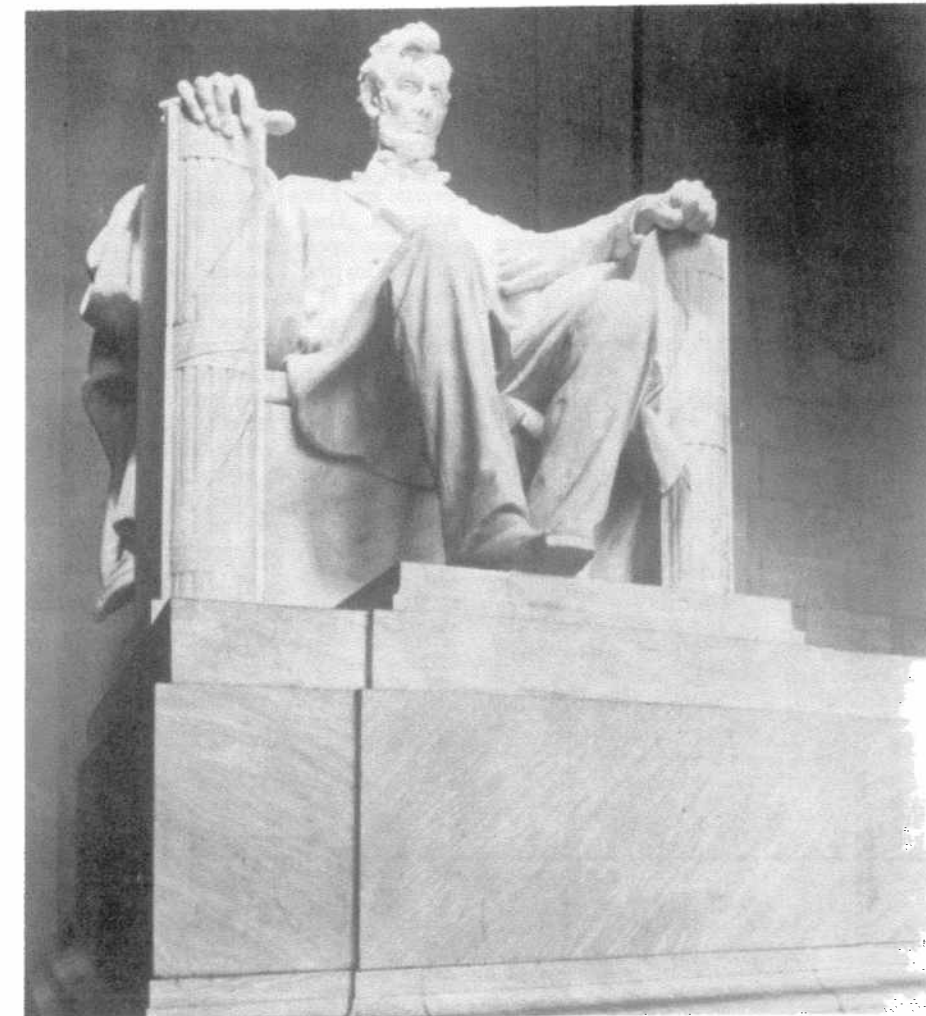
In addition to the Symposium, and the General Assembly, the host US/Icomos Committee is planning a series of post-meeting tours to various areas of the United States that are of particular interest to architectural conservators and preservationists. Tentatively, tours are proposed for monuments and sites in 1) Virginia, including Thomas Jefferson's Monticello, Richmond, and Williamsburg, and Charleston, South Carolina; 2) Chicago, to visit important architectural monuments and ensembles in the city and its suburbs; and 3) Philadelphia and New York. A fourth tour to the south-western United States would focus on archaeological sites and the National Parks. Icomos Canada has offered to sponsor

a tour of Quebec City, Montreal and Kingston.

POST-MEETING LECTURES

As a "first," in conjunction with the 1987 General Assembly, US/Icomos plans to organize a series of post-General Assembly lecture tours for visiting Icomos specialists. US/Icomos wishes to offer some of its visitors an opportunity to speak or lecture either to U.S. colleges and universities that offer programs in architectural conservation and preservation, or to members of local or regional preservation groups or authorities, as the guest of the host institution. In this way, US/Icomos hopes to enable participants to extend their visit at no further personal expense, and to facilitate professional contacts with U.S. preservationists. Details concerning plans for the lecture tours will be made in future announcements. Icomos members will find news of the plans for 1987 in future issues of *Icomos Information* and, from time to time, in their mail-boxes as well.

Ann Webster Smith
Icomos Vice President



1. Lincoln Memorial, Washington D.C., Lincoln Statue / La statue du Président Lincoln (Washington Convention & Visitors Association).

LE COLLOQUE DE 1987: «CULTURES ANCIENNES DANS LES MONDES NOUVEAUX» WASHINGTON LANCE UN APPEL POUR LES COMMUNICATIONS

Les projets pour la huitième Assemblée Générale de l'Icomos en 1987 ainsi que le Colloque sur les «Cultures Anciennes dans les Mondes Nouveaux» sont en bonne voie. US/Icomos vient d'annoncer que Dr. Ernest Allen Connally, ancien Secrétaire Général de l'Icomos, a accepté d'assumer la charge de Président du Colloque. Monsieur Paul Perrot, Directeur du Virginia Museum of Fine Arts, en sera le Rapporteur Général. M. Perrot est membre de longue date du Comité Exécutif de US/Icomos est connu également pour toutes ses années de service au sein du Conseil International des Musées (Icom) et du Centre International d'Etudes pour la Conservation et la Restauration des Biens Culturels (Iccrom).

Une annonce concernant le Colloque ainsi que les préparatifs pour l'Assemblée Générale, qui se tiendra du 7 au 15 Octobre 1987 à Washington, a été envoyée à chaque membre de l'Icomos. Le Colloque est divisé en quatre sous-thèmes: «La conservation et la protection des monuments, quartiers et sites»; «La technologie, les techniques et la formation pour la protection et la conservation»; «Les monuments en relation avec leur environnement bâti et naturel et leur contexte historique», et «La gestion des monuments en tant que ressource nationale».

Chaque membre, qui le souhaite, est invité à soumettre au Comité du Colloque de US/Icomos, un résumé et un titre pour une communication. Ces résumés, de 250 mots maximum, doivent traiter de l'un des quatre sous-thèmes ci-dessus décrits, et doivent parvenir au Comité US avant le 15 Août 1986. Le Comité du Colloque choisira alors, parmi les résumés proposés, ceux qui pourront être développés en vue d'une communication, et fera part de sa sélection aux auteurs avant le 30 Octobre 1986. Les auteurs seront tenus de soumettre leur communication écrite à US/Icomos avant le 1 Juin 1987. Toutes les communications reçues seront incluses dans la publication du Colloque. Certaines communications seront sélectionnées pour être présentées par leurs auteurs durant le Colloque.

Les membres de l'Icomos sont priés de consulter l'annonce qui leur a été envoyée par US/Icomos afin de prendre connaissance des instructions détaillées aux auteurs pour la préparation des résumés ainsi que des

textes des communications à présenter au Colloque. Il est demandé aux auteurs de respecter les instructions. Il est souhaitable que les résumés des communications parviennent bien avant les dates limites fixées étant donné les délais importants dans l'acheminement du courrier car le Comité du Colloque respectera scrupuleusement ces dates et nous voulons que vos travaux puissent recevoir toute l'attention qu'ils méritent.

POST-TOURS

En outre, le Comité hôte prépare une série de post-tours dans les différentes régions des Etats-Unis présentant un intérêt particulier pour les conservateurs et les restaurateurs. Les itinéraires proposés vous amèneront à visiter: 1) la Virginie, avec Monticello, Richmond, et Williamsburg; la ville de Charleston dans la Caroline du Sud; 2) Chicago et ses environs; 3) les villes de Philadelphie et New York; 4) le sud-ouest des Etats-Unis, avec ses sites archéologiques et parcs nationaux. Icomos Canada se propose d'organiser un tour dans les villes de Québec, Montréal et Kingston.

COOPERATION SCIENTIFIQUE

Comme «première», et en relation avec l'Assemblée Générale de 87, US/Icomos propose des rencontres professionnelles à travers les Etats-Unis pour les participants intéressés. Dans cette optique, US/Icomos offre aux spécialistes de l'organisation, en tant qu'invités, l'occasion de donner des conférences et de participer à des séminaires et discussions dans les universités ou bien de rencontrer les autorités locales ou les associations de sauvegarde des monuments. Cette formule est conçue dans le but d'éviter aux membres de l'Icomos les frais de transport et de séjour prolongé, et en même temps de permettre une ouverture vers des contacts professionnels aux Etats-Unis. De plus amples renseignements seront fournis dans les prochaines notes.

Par l'intermédiaire de l'*Icomos Information* et du courrier, nous vous tiendrons informé sur tous les projets pour 1987.

Ann Webster Smith
Vice-Présidente de l'Icomos

NOUVELLES

POUR 1986...

En ce début d'année, le Président de l'Icomos et les membres du Bureau présentent leurs meilleurs vœux à tous les membres de l'organisation en leur souhaitant le plus grand succès pour les actions qu'ils entreprendront au nom de l'Icomos.

Pour sa part, le Secrétariat International remercie tous ceux qui lui ont aimablement adressé les leurs et souhaite avoir le plaisir de poursuivre avec tous une collaboration fructueuse.

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LES MONUMENTS ET LES SITES: 18 AVRIL 1986

Pour la 4^e année consécutive les Comités Nationaux de l'Icomos vont célébrer la Journée Internationale pour les Monuments et les Sites et tous les membres de l'organisation sont invités à coordonner leurs actions et à prendre contact avec le Président de leur Comité pour donner à cette Journée tout l'impact souhaité. Conférences, tables rondes, expositions, interventions dans la presse, sont parmi d'autres les manifestations qui permettent de promouvoir la conservation du patrimoine architectural et de contribuer au succès de cette Journée. Merci d'avance de votre coopération! Et n'oubliez pas de nous en faire connaître les résultats afin que les Nouvelles s'en fassent l'écho...

COTISATIONS 1986

N'oubliez pas de vous acquitter de votre cotisation '1986': elle vous permettra de continuer à recevoir gratuitement *Icomos Information* et de valider votre carte de membre en vous procurant, auprès du Président de votre Comité National, la vignette Icomos 1986. Pensez aussi à lui signaler tout changement d'adresse afin que les listes de membres qu'il est tenu de nous communiquer régulièrement soient à jour.

NECROLOGIE

C'est avec tristesse que nous vous informons du décès de M. Fendri, Vice-Président du Comité tunisien de l'Icomos et de celui M. Frycz, membre du Comité National polonais, qui nous ont quittés courant 1985.

Nous adressons nos sincères condoléances à leurs familles, amis, et aux Présidents des Comités tunisien et polonais.

ICOMOS INFORMATION

Mars 1986, 1^{er} Anniversaire de votre revue! 4 numéros (vert, rose, bleu et rouge) ont été adressés gratuitement à tous les membres de l'organisation porteurs de la vignette 85.

C'est pour nous le moment de savoir:

- ce que vous pensez de cette publication, de ses rubriques: articles, IAI, Nouvelles, Calendrier, etc., quelles améliorations vous aimeriez y voir apporter tant au niveau du fond que de la forme.

Toutes vos suggestions nous aideront à mieux vous satisfaire, n'hésitez pas à nous les communiquer.

C'est pour nous le moment de recevoir:

- les articles que vous pourriez nous adresser et que nous serions très heureux de publier dans nos colonnes au cours des mois qui viennent - votre expérience est utile aux autres.

C'est pour nous le moment de connaître:

- les librairies de votre pays ou de votre ville qui pourraient assurer une plus large diffusion d'*Icomos Information*.

Faites-nous parvenir ces informations qui nous permettront d'améliorer votre revue, faites-nous connaître vos travaux, assurez la promotion de l'Icomos à travers les librairies et les bibliothèques.

Veillez adresser votre courrier au Secrétariat International de l'Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

RECHERCHE ET DOCTRINE

ASSEMBLÉE CONSTITUTIVE DU COPAM, 6-7 DECEMBRE 1985, VALENCE (ESPAGNE)

La réunion s'est déroulée à l'invitation du Comité espagnol, de la municipalité de Valence et des autorités la Generalitat de Catalunya, en présence de M. A. Daoulati et de M. R. Di Stefano, respectivement Secrétaire Général et Vice-Président de l'Icomos, et de représentants des Comités nationaux de l'Icomos en Espagne, en France, en Italie, au Liban, en Tunisie et en Yougoslavie;

les Comités grec et portugais invités ont été excusés.

Des conférences sur le patrimoine architectural méditerranéen et des séances de travail qui portaient sur l'organisation et les objectifs du Copam étaient à l'ordre du jour de ces deux journées de travail. M. R. Di Stefano a rappelé les objectifs du Copam: coopération et coordination des études déjà accomplies à ce jour, et mise en relief des caractères spécifiques du patrimoine méditerranéen.

Les Comités présents ont défini les actions qu'ils vont entreprendre en 1986 dans le cadre du Copam: la Tunisie se chargera de l'étude de la législation du patrimoine et organisera un colloque international sur ce thème; l'Italie étudiera l'incidence de la mise en oeuvre de la Convention du Patrimoine Mondial et son application dans la région méditerranéenne, et mènera une étude sur la formation universitaire et post-universitaire en matière de patrimoine; la France se chargera pour sa part de réaliser une étude sur les outils de gestion du patrimoine architectural.

D'autre part, la mise en place d'un centre de documentation à Valence, qui doit se faire en liaison avec le Centre de Documentation Unesco-Icomos et sous le patronage de la Generalitat Valenciana a aussi été proposée. Enfin, M. R. Di Stefano a été désigné coordinateur du Programme.

ADMINISTRATION ET GESTION

RÉUNIONS DU BUREAU, DE LA 34^e SESSION DU COMITÉ EXECUTIF ET DE LA 27^e SESSION DU COMITÉ CONSULTATIF DE L'ICOMOS, 25-30 NOVEMBRE 1985, PARIS (FRANCE)

Les réunions administratives qui se sont déroulées au cours de la semaine du 25 au 30 novembre, au siège de l'Icomos, comportaient un programme particulièrement chargé. En effet en marge des sessions du Bureau, des Comités Consultatif et Exécutif, se sont déroulées de nombreuses autres réunions: réunion des Présidents des Comités Internationaux, réunion du Comité ad hoc sur les Structures, réunion des Présidents de la région méditerranéenne (Copam), et réunion du Comité Formation.



NOUVELLES

De plus, des manifestations spécifiques ont eu lieu à cette occasion pour la commémoration du **20^e Anniversaire de l'Icomos**. Tout d'abord une séance a été consacrée à l'histoire de l'hôtel particulier du 17^e siècle qui abrite le siège de l'organisation, l'Hôtel Saint-Aignan, histoire retracée par M. Babelon, Inspecteur Général des Archives et par M. Fonquernie, Architecte en Chef des Monuments Historiques, qui a passionné tout l'auditoire. Une exposition de photographies consacrée au patrimoine tchécoslovaque, préparée par le Comité National de l'Icomos en Tchécoslovaquie et le Ministère de la Culture, a été inaugurée en présence du Président de l'Icomos, de l'Ambassadeur de Tchécoslovaquie, et de la représentante du Ministère de la Culture Tchécoslovaque. De nombreuses personnalités avaient été conviées à cette manifestation, parmi lesquelles M. Lemaire, Président d'Honneur de l'Icomos, M. Sekler, membre fondateur, M. Makagiarsar, Directeur Adjoint de l'Unesco pour la Culture, Mme Raidl, Directrice de la Division du Patrimoine Culturel de l'Unesco par interim, M. Withlam, Ambassadeur délégué auprès de l'Unesco pour l'Australie, M. Fosseyeux, Secrétaire Général de la Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, et de nombreuses autres personnalités françaises et étrangères. Un cocktail a clôturé ces manifestations.

Les séances de travail ont donné lieu à des prises de décision importantes car elles devaient avoir des répercussions sur l'avenir de l'organisation, lui permettant un assainissement de ses structures et un redressement de ses revenus propres.

Il s'agit en particulier:

1. de l'application des Directives concernant les Comités Nationaux, qui permettent de déterminer quels sont les Comités qui statutairement sont en règle et donc actifs, et ceux qui ne le sont plus et donc déclarés inactifs.

Cette mesure a touché les Comités Nationaux de 7 pays: Equateur, Ghana, Guatemala, Haïti, Uruguay qui n'ont jamais réglé leurs cotisations depuis leur création ainsi que le Sri Lanka et le Vénézuéla qui n'ont pas réglé leurs cotisations depuis 2 ans. Dès lors l'Icomos doit s'attacher à retrouver une représentativité dans ces pays et

entreprendre une nouvelle sensibilisation des spécialistes pour réactiver ces Comités; toutes les actions seront menées en coopération avec les membres des Comités.

2. de l'adoption d'un nouveau barème de cotisations pour les Comités Nationaux, tendant à abolir les inégalités, à faciliter la création de nouveaux Comités, et à ne pas trop pénaliser les Comités ayant beaucoup de membres:

- US \$15 pour les membres individuels des Comités Nationaux;
- US \$100 pour les membres institutionnels;
- pour les Comités Nationaux de plus de 50 membres, une réduction de 20% sera faite sur le montant total des cotisations pour aider au fonctionnement interne du Comité. Toutefois un groupe de Comités, sous l'impulsion des pays scandinaves, auxquels se sont joints les Pays-Bas, l'Irlande et le Japon ont fait une recommandation afin de laisser à la discrétion des Comités le choix de payer la totalité des cotisations ou seulement 80% (ceci afin d'apporter un soutien accru aux programmes de l'Icomos).
- Le barème pour les membres individuels sans Comités Nationaux reste inchangé: US \$20.

Un appel à la solidarité internationale a aussi été lancé pour que des moyens financiers puissent être affectés à la réalisation du programme 1986 de l'Icomos qui contient des objectifs très spécifiques tels que: la publication d'une brochure sur l'organisation, l'édition d'une affiche pour la Journée Internationale pour les Monuments et les Sites, la publication de l'annuaire des membres.

Pour tous renseignements complémentaires, écrivez au Secrétariat International de l'Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

NOUVELLES DES COMITÉS NATIONAUX

Algérie: le Comité national a été constitué sous la présidence de Mlle Kadra. Adresse: Sous-direction de l'Archéologie, Palais de la Culture, Ministère de la Culture et du Tourisme; les Anassers, Alger (Algérie)

Canada: dans le cadre de sa série de conférences organisée avec le soutien de l'Unesco et de différentes organisations nationales, (1983 sur l'histoire des sites du monde,

1985 sur les musées), le Comité National canadien propose entre le 21 et le 25 février une conférence sur le thème «Patrimoine vivant du monde». Information: «Living Heritage of the World», Box 2487, Station D, Ottawa, Ontario K1P 5W6 (Canada).

Corée (République Démocratique et Populaire): la constitution du Comité National a été acceptée à la 34^e session du Comité Exécutif et l'adresse provisoire est à la Délégation de la République Démocratique Populaire de Corée, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France).

Etats-Unis: 23 personnes, membres US/Icomos, ont pris part au voyage organisé par le Comité National en République Populaire de Chine, du 14 au 31 octobre 1985. Visites de quelques uns des hauts-lieux de la civilisation chinoise et entrevues avec les responsables chinois de la gestion du patrimoine ont composé l'essentiel du programme très apprécié des participants.

Honduras: Mme Gloria Lara de Hasemann a été élue Présidente du Comité au cours d'une assemblée générale qui s'est tenue à Tegucigalpa le 31 octobre dernier. Adresse du Comité: Apartado Postal 1518, Tegucigalpa D.C. (Honduras).

Royaume-Uni: un séminaire sur le bois organisé sous l'égide du Comité UK/Icomos, abordera du 16 au 18 juillet 1986 l'étude et la conservation des monuments historiques en bois. Les orateurs et les participants sont invités à prendre contact avec les organisateurs (voir *Calendrier*). Prix de la pension complète au West Dean College: £ 35 par jour.

Tchécoslovaquie: une exposition de 180 photographies en couleur sur le patrimoine architectural tchécoslovaque a été présentée au siège du Secrétariat International de l'Icomos. (se reporter au compte rendu des réunions administratives de novembre). L'exposition a remporté un vif succès et nous tenons à féliciter ici M. Hruška, Président du Comité National et M. Antony, membre du Comité qui ont mené à bien cette tâche.

Turquie: l'assemblée générale qui s'est réunie le 15 août 1985 a élu M. Orhan Semerci Président du Comité national et a été suivie d'une réorganisation du Comité. La nouvelle adresse du Comité est la suivante: Icomos Türkiye Milli Komitesi, Eksi Eser-

NOUVELLES

ler ve Müzeler Genel Müdürlüğü, Ankara (Turquie).

NOUVELLES DES COMITÉS INTERNATIONAUX

Archéologie: la 1^{re} réunion de l'Icahm (Comité International pour la Gestion du Patrimoine Archéologique) s'est déroulée à Copenhague du 1^{er} au 13 novembre 1985 et a permis de définir ses priorités d'action. Le Comité va publier un ouvrage regroupant les conventions, recommandations et autres textes internationaux liés à la gestion du patrimoine archéologique. D'autre part le Comité participera au Congrès International de Southampton en septembre 1986 (voir *Calendrier*).

Architecture vernaculaire: les projets pour 1986 portent essentiellement sur une réunion conjointe du Comité Bois et du Comité Architecture Vernaculaire qui se tiendra en URSS, à l'invitation du Comité National. Plusieurs publications réalisées par le Ciav (Comité International pour l'Architecture Vernaculaire) en collaboration avec le Secrétariat International de l'Icomos et l'Unesco paraîtront courant 1986.

Art rupestre: Afin de développer les activités du Car (Comité International d'Art Rupestre), le Président M. Anati propose la nomination par les Comités Nationaux de membres correspondants. Il nous informe par ailleurs de la parution du «Who's Who in Rock Art», édition 1985, qui est disponible au Centro Camuno au prix de US \$18, et de l'organisation d'un colloque international en 1987 sur la «Stratégie mondiale de préservation et de présentation de l'art rupestre». Pour toute information complémentaire, contacter M. Anati, Président du Car, Centro Camuno di Studi Preistorici, 25044 Capo di Ponte, Brescia (Italie).

Formation: le Président du Comité, M. Tomaszewski, a lancé une enquête auprès des Comités Nationaux sur la situation de la formation dans le monde, afin de rédiger un rapport sur ce thème. Nous demandons à tous ceux qui n'ont pas encore répondu au questionnaire de ne plus tarder car toutes les informations recueillies sont extrêmement importantes pour les travaux futurs du Comité.

Photogrammétrie: M. Carbonnell, Prési-

dent du Cipa (Comité International de Photogrammétrie Architecturale) a annoncé qu'une réunion internationale d'experts se tiendra à Strasbourg en collaboration avec le Conseil de l'Europe, du 13 au 15 octobre 1986 sur la *photogrammétrie appliquée aux centres historiques* (voir *Calendrier*). D'autre part la publication des actes de Tunis sur la photogrammétrie architecturale du patrimoine islamique est en cours de préparation avec le concours du Comité National tunisien et du Secrétariat International.

Villes Historiques: le Comité de rédaction de la Charte des Villes Historiques s'est réuni à Vérone les 31 janvier et 1^{er} février, à l'invitation de la Municipalité de Vérone et du Comité National italien, pour la rédaction finale du projet de Charte qui fera ensuite l'objet d'une diffusion auprès des Comités Nationaux.

SERVICES PROFESSIONNELS

LA CONVENTION DU PATRIMOINE MONDIAL

1. La 9^e session du Comité du Patrimoine Mondial s'est tenue au siège de l'Unesco à Paris, du 2 au 6 décembre 1985. 20 Etats membres du Comité, des représentants de l'Icomos, de l'Uicn et de l'Iccrom, et 24 Etats parties à la Convention ont assisté aux séances de travail. Nous sommes heureux de féliciter M. M'turi (Président du Comité National de l'Icomos en Tanzanie), qui a été élu au cours de cette session Président du Comité du Patrimoine Mondial. Six Etats ont ratifié la Convention depuis la 8^e session (Buenos Aires 1984): la Hongrie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, le Qatar, la République Dominicaine et la Suède, ce qui porte à 88 le nombre des Etats Parties à la Convention.

Plusieurs points importants ont été abordés avant l'examen des propositions d'inscription, parmi lesquels le problème du «suivi de l'état de conservation des biens inscrits». Le Comité a recommandé à ce sujet, que l'Icomos s'inspire des mécanismes appliqués par l'Uicn pour les biens naturels, pour étudier un mécanisme permettant le suivi des biens culturels après leur inscription. Un autre point de l'ordre du jour portait sur la présentation des listes indicatives, in-

dispensables notamment pour l'étude des biens culturels, car elles permettent d'apprécier dans le contexte le plus large possible la valeur des biens proposés. Il a d'ailleurs été rappelé que l'Icomos, depuis le début de 1985, n'examine aucune proposition d'inscription provenant d'Etats parties qui n'ont pas soumis de liste indicative.

LES PROPOSITIONS D'INSCRIPTION

37 propositions ont été examinées au cours de cette session en tenant compte pour chaque bien des recommandations du Bureau et des évaluations de l'Icomos et de l'Uicn. 30 biens ont été inscrits, dont 26 biens culturels, 2 propositions ont été différées, 4 ont été refusées et 1 proposition a été retirée. Les 26 biens culturels inscrits sur la Liste au cours de la 9^e session du Comité du Patrimoine Mondial sont les suivants:

Rép. Féd. d'Allemagne: Cathédrale Sainte-Marie et Eglise Saint-Michel d'Hildesheim; Bangladesh: La ville-mosquée historique de Bagerhat; Ruines du Vihara Bouddhique de Pahrapur; Bénin: Palais royaux d'Abomey; Brésil: Centre historique de Salvador de Bahia; Sanctuaire du Bon Jésus à Congonhas; Bulgarie: Tombeau thrace de Svechtari; Canada: Arrondissement historique de Québec; Chypre: Eglises peintes de la région de Troodos; Espagne: Grotte d'Altamira; La vieille ville de Ségovie et son aqueduc; Eglises du royaume des Asturies; La vieille ville de Saint-Jacques de Compostelle; La vieille ville d'Avila avec ses églises extra-muros; France: Le pont du Gard; Irak: Hatra; Jamahiriya arabe libyenne: Sites rupestres du Tadrart Acacus; Jordanie: Pétra; Qusair Amra; Maroc: Médina de Marrakech; Norvège: Sites d'Art rupestre d'Alta; Pérou: Site archéologique de Chavin; Tunisie: Cité punique de Kerkouane; Turquie: Zones historiques d'Istanbul; Le parc national de Göreme et les sites rupestres de Capadoce; Grande Mosquée et Hôpital de Divrigi; **2. Programme de mise en oeuvre de la Convention du Patrimoine Mondial par l'Icomos.**

- Seconde réunion sur l'étude des critères

NOUVELLES

d'inscription des biens d'architecture contemporaine: 8 mars 1986 à Paris;

- Réunion maghrébine sur l'étude des problèmes de conservation de l'architecture pré-saharienne et saharienne et pour l'élaboration d'un atlas des sites maghrébains inscrits sur la Liste du Patrimoine Mondial, Alger 16-18 avril 1986;

- Réunion pour l'harmonisation des listes indicatives des pays nord-européens: elle se tiendra en Norvège du 23 au 25 mai 1986;
- Séminaire sur la Convention du Patrimoine Mondial pour les pays francophones d'Afrique de l'Ouest: au Mali, fin septembre/début octobre.

- Consultation d'experts sur les critères d'inscription des biens d'architecture industrielle, novembre 1986.

Toute information complémentaire sur les activités menées par l'Icomos dans le cadre de la Convention du Patrimoine Mondiale peut vous être adressée par Mme Florence Portelet, Secrétariat International Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

CONTRATS DE MISSION ET D'ETUDE

Népal: M. Sekler a effectué une mission de 2 semaines au Népal pour étudier, en collaboration avec les autorités locales, la révision du plan d'action qui devra être soumise au groupe de travail chargé de la préparation de la Campagne Internationale de l'Unesco.

Casbah d'Alger: mission de Mme Vauzelle et de M. Abdulac, architectes, pour l'élaboration d'un texte de convention Algérie/Unesco/Pnud. Cette convention prévoit la mise en oeuvre rapide du chantier école et la protection de l'ensemble de la Casbah.

Jerash (Jordanie): M. Bourke, a été chargé d'une mission auprès des autorités jordaniennes pour compléter le dossier d'inscription du site de Jérash sur la Liste du Patrimoine Mondial.

Madagascar: dans le cadre de l'Assistance technique du programme de la Convention du Patrimoine Mondial, un expert sera chargé d'assister les autorités malgaches à préparer les dossiers d'inscription des biens culturels. Plusieurs experts ont été pressentis.

Alep (République arabe Syrienne): dans le cadre de l'assistance préparatoire prévue

par la Convention du Patrimoine Mondial, déroulement d'une mission pour aider à l'élaboration du dossier de proposition d'inscription de la vieille ville d'Alep sur la Liste du Patrimoine Mondial.

Projet d'exposition sur le thème «L'homme et le patrimoine culturel», pour lequel une partie des recherches documentaires et iconographiques a été confiée à l'Icomos. Cette exposition de photographies commanditée par l'Unesco est destinée aussi bien au spécialiste qu'au grand public et devra mettre en évidence la notion de patrimoine et les problèmes de sa sauvegarde. Cette étude sera réalisée courant 1986.

INFORMATION ET DOCUMENTATION

LES ACTIVITÉS DU CENTRE DE DOCUMENTATION

1. Le thésaurus: après une année de travail sur les listes de descripteurs bilingues utilisées au Centre de Documentation depuis 1982, le pré-thésaurus Icom-Icomos est terminé.

Titre: «Thésaurus sur le patrimoine culturel; monuments et sites historiques, musées et muséologie»; 2000 mots pour l'Icomos, 1000 mots pour l'Icom, 500 pour les régions géographiques et les pays; 4 chapitres pour cerner le domaine de l'Icomos: architecture, sites, conservation et restauration, détérioration.

Avant que ce précieux outil de travail ne soit diffusé, il faut:

- rédiger des notes expliquant ou précisant le sens de certains mots;
- éprouver la bonne répartition des mots dans les catégories et sous-catégories, par une utilisation quotidienne;
- affiner les traductions en français.

Une réunion de travail avec des experts, à la fois des thésauriers et des domaines de recherche de l'Icomos, sera organisée avant la fin de l'année, pour que le document finalisé soit avalisé. Sa diffusion sera alors possible et permettra au centre de Documentation Unesco-Icomos de franchir de nouvelles étapes, parmi lesquelles la mise en place d'un réseau d'indexeurs et de centres régionaux.

2. Le développement des activités: dans son rapport d'activités à l'Unesco, le Centre de

Documentation a mis l'accent sur l'accroissement de ses activités et sur la nécessité de maintenir le contrat qui permet l'alimentation régulière de la base de données Icomos, malgré les restrictions budgétaires.

14.000 références sont aujourd'hui accessibles dans la base, et les produits documentaires répondent de mieux en mieux aux besoins du Centre et de ses utilisateurs par:

- la rapidité des recherches grâce aux interrogations 'on line' de la base par l'intermédiaire du terminal (450 recherches traitées en 1985)

- la précision des réponses fournies grâce à l'utilisation de mots-clés parfaitement adaptés à la documentation traitée.

Notre programme de documentation est soutenu par l'Unesco et par les subventions annuelles du Gouvernement autrichien et néerlandais que nous sommes heureux de remercier ici.

Les services du Centre vous sont destinés en priorité. Ecrivez-nous; interrogez-nous. Centre de Documentation Unesco-Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

FORMATION

ANNONCES DE COURS ET DE SEMINAIRES POUR 1986 (SE REPORTER AU CALENDRIER POUR LES ADRESSES)

Cours international de recyclage sur la consolidation des structures anciennes, 19-24 mai 1986, Leuven (Belgique)

Pendant ces conférences qui s'adressent aux architectes, ingénieurs et personnes intéressées par la restauration et la consolidation des monuments historiques, un nombre important de spécialistes renommés exposeront l'état de leurs recherches et de leurs réflexions.

Frais de participation: jusqu'à 15.4.86, FB 12.000 pour les membres de l'Icomos et FB 15.000 pour les non membres; après le 15.4.86, FB 14.000 pour les membres de l'Icomos et FB 17.000 pour les non membres.

Peintures murales: techniques et méthodes d'étude, diagnostic et intervention, 16-21 juin 1986, Rome (Italie)

Cours de recyclage gratuit organisé par l'Istituto Centrale per il Restauro, pour 12 participants. Conférences en italien avec traduction consécutive en anglais.

NOUVELLES

Documentation et restauration des bâtiments en bois, 25 juin-8 juillet 1986, Ankara (Turquie)

Organisé par la Middle East Technical University (Metu) d'Ankara ce cours de 2 semaines se déroulera en anglais pour 15 participants. Frais d'inscription: US \$100.

Méthodes de travail pour la planification de la conservation et de la restauration, 23-27 juin 1986, Copenhague (Danemark)

Conférences en anglais données par M. Wilhelm Wohlert, Professeur d'architecture au département Restauration de l'Académie Royale des Beaux Arts. Nombre maximum de participants: 15; frais d'inscription: US \$100.

Le financement de la conservation, 9-12 septembre 1986, York (Royaume-Uni)

Organisé par l'Institute of Advanced Architectural Studies, en collaboration avec le Conseil de l'Europe et le Department of Environment, ce cours accueillera 130 participants. Langues des cours: anglais et français; frais de participation: environ £ 150, comprenant le logement.

Conservation des parcs et jardins historiques, 14-20 septembre 1986, York (Royaume-Uni)

Les conférences seront données en anglais par M. Peter Goodchild du Centre for Conservation of Historic Parks and Gardens (Un. de York) pour 40 participants; frais d'inscription couvrant le logement et les repas: environ £ 240.

Conservation des structures historiques, 22 septembre-2 octobre 1986, York (Royaume-Uni)

10 jours de cours proposés par l'Institute of Advanced Architectural Studies, en collaboration avec l'Iccrom et le British Council. Les conférences seront faites en anglais par M. Derek Linstrum (York) pour 65 participants. Frais d'inscription couvrant le logement et les repas, avec une possibilité d'aide financière du British Council: £ 395.

Conservation Summer School, Juillet 1986, Université de Londres (Royaume-Uni)

Des cours intensifs d'une semaine sont proposés par l'Institute of Archaeology sur des thèmes proches de la conservation de l'architecture: technologie de la conservation de la pierre; techniques de restauration des peintures murales; protection des sites archéologiques; d'autres thèmes abordent la conservation des objets de musée et la muséologie.

2^e cours international sur la technologie de la conservation du bois, 16 juin-25 juillet 1986, Trondheim (Norvège)

Ce cours de 6 semaines est organisé par l'Iccrom, l'Icomos, l'Institut norvégien de Technologie et la Direction des Monuments Historiques. Il s'adresse à de jeunes professionnels (entre 25 et 35 ans) qui doivent contacter leur Commission Nationale auprès de l'Unesco et l'Iccrom.

10^e stage international d'été sur la sauvegarde du patrimoine et de son environnement, 18-28 juillet 1986, Fontevraud (France)

Pour marquer son 10^e anniversaire, Jeunesse & Patrimoine regroupera en un stage exceptionnel, les deux stages national et international. Il aura lieu à l'Abbaye Royale de Fontevraud et sera suivi d'un voyage facultatif à la découverte des Châteaux de la Loire. Au programme: conférences données par des professionnels de la gestion et de la restauration du patrimoine en France et visites techniques des secteurs sauvegardés, des édifices et des sites guidées par des responsables des ministères concernés. Traduction simultanée en anglais et en français. Prix forfaitaire pour le stage (pension complète, cours, excursions, visites): étudiants: FF 1600; autres: FF 2200.

Voyages d'étude organisés par Jeunesse & Patrimoine:

- 7-17 mai 1986: dans les Républiques Baltes d'Union Soviétique, sous le patronage et avec le concours du Comité soviétique de l'Icomos. Prix tout compris: FF 7200 au départ de Paris.

- 13-24 septembre 1986: en Yougoslavie, sous le patronage et avec le concours du Comité yougoslave de l'Icomos. Prix FF 4500 tout compris.

Jeunesse & Patrimoine, 9 avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris (France)

L'ATELIER D'EVORA, 2-14 SEPTEMBRE 1985

En collaboration avec l'Unesco et le COG (Groupe de Coordination des d'Organisations non gouvernementales dans le domaine de l'environnement transformé par l'homme) dont l'Icomos est l'un des principaux partenaires, la Mairie d'Evora (Portugal) a organisé un atelier expérimental international et

interdisciplinaire du 2 au 14 septembre 1985. Il s'agissait d'étudier les problèmes liés à la croissance urbaine dans le cadre de l'extension des centres historiques.

Comme référence concrète à ce problème, une zone située au sud de la ville d'Evora et contigue aux remparts était soumise à l'étude pratique des participants et devait faire l'objet de proposition d'aménagement.

A la fin des travaux, où l'Icomos était représenté par M. J. Barthélémy (Belgique), Professeur d'architecture, un colloque était organisé au Palais de D. Manuel.

Le problème de l'extension des villes historiques, à la rencontre des deux préoccupations simultanées de vitalité économique et d'harmonisation formelle, est extrêmement complexe. Il ne faut pas minimiser la difficulté de cet exercice et le souci d'être efficace risque d'être le plus redoutable des handicaps.

Toutefois, des propositions sous forme de schémas, de plans, de maquettes et de croquis ont été présentées par groupes d'une demi-douzaine de stagiaires rassemblés par affinités personnelles. La diversité des approches que mettait en lumière la juxtaposition des solutions préconisées constitue en elle-même une source féconde de réflexions; d'autre part l'atelier a aussi montré que c'est sans doute dans la mesure où chaque partenaire laisse un peu transparaître son intuition et sa sensibilité d'homme parmi les hommes, donc dans une démarche profondément humaniste, que peuvent s'ébaucher les solutions les plus subtiles.

En parcourant les projets accrochés au Palais de D. Manuel, une autre conclusion pouvait être dégagée sans peine: pour la définition d'une extension urbaine adjacente à une cité historique, la connaissance de quelques modèles «universels» mis au point sur la base de données quantitatives ne peut suffire; et vouloir s'en tenir obstinément à ces seuls outils s'apparenterait à une démarche parfaitement archaïque. C'est bien entendu dans la spécificité des lieux façonnés par l'histoire qu'il faut chercher les fils conducteurs d'un aménagement de qualité.

Jean Barthélémy (extraits)

NEWSLETTER

FOR 1986...

The President and the members of the Bureau express their best wishes to all the members of Icomos for the New Year and hope they will meet with the greatest success in their endeavours on behalf of our organization in 1986.

The International Secretariat thanks all those members who so kindly sent in their best wishes and looks forward to a most fruitful collaboration with all of you this year.

INTERNATIONAL DAY FOR MONUMENTS AND SITES: 18 APRIL 1986

For the fourth consecutive year the National Committees of Icomos will celebrate International Day for Monuments and Sites. All members are invited to coordinate their efforts and contact the Chairmen of their Committees in order to assure the greatest possible impact for this celebration.

Conferences, round table discussions, exhibitions, and media contact are just some ways of helping us ensure a successful outcome for this celebration and promote conservation of architectural heritage. Thanks for your help and remember to tell us about International Day in your country so we can feature it in the Newsletter.

MEMBERSHIP FEES FOR 1986

Don't forget to pay your 1986 membership fees. This way you will keep receiving *Icomos Information* free of charge and you will also be able to validate your membership card by asking your Chairman for the 1986 sticker. Remember to inform him of any change in address so that the membership list he sends us regularly will be up-to-date.

OBITUARY

We are sorry to inform our membership of the passing away in 1985 of Mr. Fendri, Vice-Chairman of the Tunisian Committee of Icomos, and of Mr. Frycz, member of the Polish National Committee. We wish to express here our sincerest con-

dolences to their families and friends, and also to the Chairmen of the Tunisian and Polish National Committees.

ICOMOS INFORMATION

March 1986 is the first anniversary of your journal! Four issues of the journal (in green, pink, blue and dark red covers) came out last year and were sent free of charge to all the members of the organization with a 1985 sticker on their card.

Now's the time for you to tell us:

- what you think of the journal, its different sections—articles, IAI, Newsletter, Calendar, etc.—and what you think can be done to improve it, both in content and format.

It's your suggestions that will help us meet your expectations, so don't hesitate for one moment to write us.

Now's the time for you to send us:

- those articles you think a professional journal like *Icomos Information* should feature, and which will be published in upcoming issues. Don't hesitate—let others benefit from your experience.

Now's the time for you to let us know:

- which bookstores in your country would be prepared to carry *Icomos Information*.

We are counting on your cooperation and on your suggestions to make sure that your journal is up to your expectations. Let us know what you are working on and help us promote Icomos through bookstores and libraries.

Please send your letters to the International Secretariat of Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

RESEARCH AND DOCTRINE

CONSTITUTIVE ASSEMBLY OF COPAM, 6-7 DECEMBER 1985, VALENCIA (SPAIN)

This meeting took place at the invitation of the Spanish National Committee, the town of Valencia and the authorities of the Generality of Catalonia. Mr. A. Daoulati and Mr. R. Di Stefano, respectively Secretary-General and Vice-President of Icomos, and representatives from the National Committees of France, Italy, Lebanon, Spain, Tunisia, and Yugoslavia were present. The

Greek and Portuguese Committees were not able to send representatives on this occasion.

The two-day agenda included lectures on the Mediterranean architectural heritage and working sessions on the organization and objectives of Copam. Mr. Di Stefano explained the objectives of Copam: co-operation, exchange of available information, and establishing the specific characteristic of the Mediterranean heritage.

The Committees present outlined the activities they will undertake in 1986 in the framework of Copam: Tunisia will carry out a study on laws on heritage and will organize an international symposium on this theme; Italy will examine the application of the World Heritage Convention and its impact on the Mediterranean region and will carry out a study on university and post-graduate training in heritage; France will do a study on management techniques for architectural heritage.

Creation of a Documentation Centre at Valencia has also been planned, in liaison with the Unesco-Icomos Documentation Centre. This Centre will be sponsored by the Generality of Valencia. Mr. Di Stefano was chosen co-ordinator of Copam.

ADMINISTRATION AND MANAGEMENT

MEETINGS OF THE BUREAU, THE 34th SESSION OF THE EXECUTIVE COMMITTEE AND THE 27th SESSION OF THE ADVISORY COMMITTEE, 25-30 NOVEMBER 1985, PARIS (FRANCE)

The administrative meetings held over the week of 25-30 November at Icomos headquarters involved an especially heavy schedule. In addition to the regular sessions of the Bureau, and the Advisory and Executive Committees, there were meetings of the Chairmen of the International Committees, the ad hoc Committee for Structure, the Chairmen of the Committees of the Mediterranean region (Copam) and the Committee on Training. Moreover, special celebrations marked the 20th Anniversary of Icomos. The history of the 17th-century town house where Icomos headquarters is located—the Hôtel Saint-

NEWSLETTER

Aignan—was recounted during one afternoon session to a fascinated audience by Mr. Babelon, Inspector-General of Archives and by Mr. Fonquernie, Architect-in-Chief of Historic Monuments. An exhibition of photographs devoted to Czechoslovakian heritage, prepared by the Czechoslovakian National Committee and Ministry of Culture was inaugurated in the presence of the President of Icomos, the Ambassador of Czechoslovakia and the representative of the Ministry of Culture. Among the many figures invited for this occasion were Mr. Lemaire, Honorary President of Icomos, Mr. Sekler, a founding member, Mr. Makagiansar, Assistant-Director of Unesco for Culture, Mrs. Raidl, Director of the Division of Cultural Heritage, Mr. Withlam, Ambassador and Permanent Delegate to Unesco for Australia, Mr. Fossieux, Secretary-General of the Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, not to mention numerous other foreign and French figures.

During the working sessions a number of important decisions were taken that should have a significant impact on the future of Icomos and enable it to improve both its organizational structure and its financial resources.

Two of these decisions were particularly important:

1. **Implementation of the Guidelines on National Committee**, which permit the organization to decide which Committees have respected the statutes and are, accordingly, active and which Committees have not and can be declared inactive. Ecuador, Ghana, Guatemala, Haiti, and Uruguay have never paid membership fees, and Sri Lanka and Venezuela have missed the last two years. Therefore these Committees were declared inactive. Noew Icomos must re-establish itself in these countries by finding some new approach that will awaken the interest of specialists. This will be done with the help of Committee members.

2. **The adoption of a new fees scale for National Committees** in the interests of eliminating unfair distribution of the fees burden and encouraging the creation of new Committees. The aim of the new scale is also to avoid penalizing Committees having a lot of members:

- US \$15 for individual members of National Committees;
- US \$100 for institutional members;
- a rebate of 20% on the total amount of fees for Committees having more than 50 members destined to help these Committees cover their operating costs;
- a group of Committees, at the initiative of the Scandinavian countries (they were joined by the Netherlands, Ireland and Japan), recommended that a Committee be permitted to decide whether it would retain the 20% rebate or, in order to support Icomos programmes, return it to the Secretariat.

the fee for individual members in countries without National Committees remains the same US \$20.

An appeal for international solidarity was made so that financial support would be found to carry out Icomos' 1986 programme, which contains such objectives as the publication of a brochure on our organization and a directory of members, and a poster for International Day for Monuments and Sites.

For further information write to the Icomos International Secretariat, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

NEWS OF THE NATIONAL COMMITTEES

Algeria: The National Committee has been constituted. Its Chairman is Miss Kadra, who may be written at the Sous-Direction de l'Archéologie, Palais de la Culture, Ministère de la Culture et du Tourisme, les Anassers, Alger (Algeria).

Canada: Within the framework of a series of conferences organized with the aid of Unesco and various national organizations (history of world sites in 1983, museums in 1985), the Canadian National Committee has organized a conference entitled "Living Heritage of the World."

Information: "Living Heritage of the World," Box 2487, Station D, Ottawa, Ontario K1P 5W6 (Canada)

Czechoslovakia: An exhibition of 180 colour photos on the Czechoslovakian architectural heritage was featured at the headquarters of the International Secretariat (see account of November administrative

meetings). The exhibition was a striking success and we would like to thank here Mr. Hruška, Chairman of the National Committee, and Mr. Antony, a member of the Committee, who organized and successfully carried out this project.

Honduras: Mrs. Gloria Lara de Hasemann was elected Chairman of the Committee at its general assembly, held at Tegucigalpa 31 October 1985. The address of the Committee is Apartado Postal 1518, Tegucigalpa D.C. (Honduras).

Korea (People's Democratic Republic): the National Committee was officially constituted by decision of the Executive Committee at its 34th session. The temporary address is the Delegation of the People's Democratic Republic of Korea, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France).

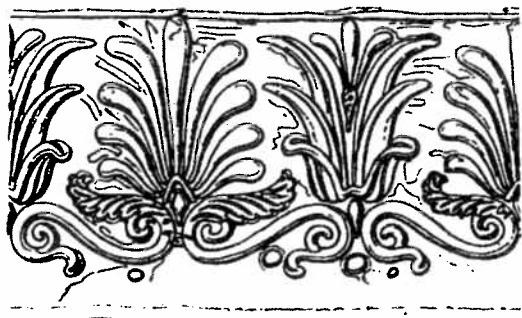
Turkey: The Committee has undergone re-organization and Mr. Orhan Semerci was elected Chairman at the general assembly of the Committee held 15 August 1985. Correspondance should be addressed to the Icomos Türkiye Milli Komitesi at Eksi Eslerler ve Müzeler Genel Müdürlüğü, Ankara (Turkey).

United States: 23 members of Us/Icomos took part in a tour organized by the Committee to the People's Republic of China, 14-31 October 1985. A visit to some of the highlights of Chinese civilization and discussions with administrators of Chinese heritage made up most of a much appreciated tour programme.

United Kingdom: a seminar on wood organized by UK/Icomos for 16-18 July 1986, will be devoted to the study and conservation of historic wooden monuments. Participants are asked to contact the organisers (see *Calendar*). Price of stay at West Dean College (meals included) is £ 35 per day.

NEWS OF THE INTERNATIONAL COMMITTEES

Archaeology: The Icahm (International Committee for the Management of Archaeological Heritage) met a Copenhagen, 1-13 November 1985, in order to determine priorities for action. The Committee is going to publish a work on conventions, recommendations and various other international texts on archaeological heritage man-



agement. The Committee will also be participating at the International Congress of Southampton in September 1986 (See *Calendar*).

Historic Towns: The drafting committee for the Charter on Historic Towns met at Verona, 31 January-1 February, at the invitation of the Municipality of Verona and the Italian National Committee. The final version of the Charter will be drafted after the text has been sent to the National Committees.

Photogrammetry: Mr. Carbone, Chairman of the Cipa (International Committee on Architectural Photogrammetry) has announced that an international meeting of experts will be held at Strasbourg in collaboration with the Council of Europe, 13-15 October 1986, on the theme "The Application of Photogrammetry to Historic Centres" (See *Calendar*).

Publication of the proceedings of the Tunisian symposium on architectural photogrammetry and Islamic heritage is also under way with the assistance of the Tunisian National Committee and the International Secretariat.

Rock Art: In order to develop the activity of the Car (International Committee on Rock Art) its Chairman, Mr. Anati, has asked that corresponding members be nominated by the National Committees. He has informed us that the 1985 edition of *Who's Who in Rock Art*, is available from the Centro Camuno at the price of US \$ 18. An international symposium will be organized in 1987 on the theme "A World Strategy for the Preservation and Presentation of Rock Art." For further information write Mr. Anati, Chairman of the Car, at the Centro Camuno di Studi Preistorici, 25044 Capo di Ponte, Brescia (Italy).

Training: The Chairman, Mr. Tomaszewski, has asked the National Committees to help his Committee draw up a report on the state of conservation training by providing him with information on this subject for their countries. We ask those Committees that have not yet answered to do so soon, because this information will be of considerable importance for the work of the Training Committee in the future.

Vernacular Architecture: The main event in 1986 will be a meeting with the International Wood Committee, held in the USSR

at the invitation of the National Committee. Several works prepared by the Ciav (International Committee on Vernacular Architecture) in collaboration with the International Secretariat of Icomos and Unesco will be published this year.

PROFESSIONAL SERVICES

WORLD HERITAGE CONVENTION

1. The 9th Session of the World Heritage Committee was held at Unesco headquarters in Paris 2-6 December 1985. Twenty member states of the Committee, representatives from Icomos, the Iucn and Iccrom, and 24 States-Parties to the Convention took part at the working sessions. Mr. Mturi, representative of Tanzania and Chairman of the Icomos National Committee of his country, was chosen Chairman of the World Heritage Committee and he presided over this session. We extend to him here our warmest congratulations for his election.

Six states have ratified the Convention since the 8th Session (held at Buenos Aires in 1984)—the Dominican Republic, Hungary, New Zealand, the Philippines, Qatar, and Sweden. This brings the total number of States-Parties to the Convention to 88. Before examining the proposals for inscription the Committee discussed several important questions, one of them being a monitoring system for the state of conservation of properties included on the List of World Heritage. The Committee recommended that Icomos model this system for cultural properties on that used by the Iucn for natural properties. Another point on the agenda concerned the presentation of tentative lists, indispensable for the study of cultural properties because they provide the largest context possible for evaluating the properties proposed. Icomos has recalled that since the beginning of 1985 no proposal for inscription has been examined unless the State-Party submitting it has provided a tentative list.

PROPOSALS FOR INSCRIPTION

Thirty-seven proposals for inscription were examined in the light of the Bureau's rec-

ommendations and the evaluations of Icomos and the Iucn. Thirty properties were included, 26 of them cultural. Two were deferred for later decision, 4 were rejected and 1 proposal was withdrawn.

The 26 cultural properties included on the List during the 9th Session of the World Heritage Committee are as follows:

Bangladesh—the Historic Mosque City of Bagerhat and the Ruins of the Buddhist Vi-hara at Paharpur;

Benin—the Royal Palaces of Abomey;

Brazil—the Historic Centre of Salvador de Bahia and the Sanctuary of Bom Jesus do Congonhas;

Bulgaria—the Thracian Tomb of Sveshtari;

Canada—the Historic Area of Quebec;

Cyprus—the Painted Churches in the Troodos Region;

France—the Pont du Gard;

Germany (Fed. Rep. of)—St. Mary's Cathedral and St. Michael's Church at Hildesheim;

Iraq—Hatra;

Jordan—Petra and Quseir Amra;

Libyan Arab Jamahiriya—Rock Art Sites of Tadrart Acacus;

Morocco—the Medina of Marrakesh;

Norway—the Rock Drawings of Alta;

Peru—the Archaeological Site of Chavin;

Spain—Altamira Cave, the Old Town of Segovia and its Aqueduct;

Tunisia—the Punic Town of Kerkuane;

Turkey—the Historic Areas of Istanbul, Göreme National Park and the Rock Sites of Cappadocia, the Great Mosque and Hospital of Divrigi.

2. 1986 Programme for the Implementation by Icomos of the World Heritage Convention:

- Second Meeting for the examination of criteria for the inscription of Contemporary Architecture on the World Heritage List, 8 March 1986 at Paris;

- Meeting of Maghreb countries on the study of problems of conservation of pre-Saharan and Saharan architecture and the elaboration of an atlas of Maghreb sites included on the World Heritage List, at Algiers, 16-18 April 1986;

- Meeting for the harmonization of tentative lists of Northern European countries in Norway, 23-25 May 1986;

- Seminar on the World Heritage Con-

vention for the francophone countries of West Africa in Mali, late September—early October 1986.

- Consultation with experts on criteria for inscription of Industrial Heritage on the World Heritage List at Paris, November 1986.

Further information on the activity carried out by Icomos for the World Heritage Convention can be obtained by writing to Mrs. Florence Portelet, Icomos International Secretariat, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

CONTRACTS FOR EXPERT MISSIONS AND PROJECTS

Nepal: Mr. Sekler carried out a two-week mission in Nepal to elaborate with local authorities an action plan that will be submitted to a working group responsible for the preparation of the Unesco International Campaign.

Casbah of Algiers: Mission of Mrs. Vauzelle and Mr. Abdulac, both architects, for the drafting of an agreement between Algeria, Unesco and the Undp which will provide for both a rapid beginning to work on the on-site school and the protection of the entire Casbah.

Jordan: Mr. Bourke carried out a mission in co-operation with the Jordanian authorities for the purpose of completing the inscription file for nomination of the Jerash sites to the World Heritage List.

Madagascar: As part of the technical assistance provided by the programme of the World Heritage convention an expert will be chosen to help the authorities of this country prepare the inscription files for cultural properties. Several experts have been proposed.

Project for an exhibition on "Man and Cultural Heritage": This photographic exhibition, which is being organized at the request of Unesco, is intended to be of interest not only to specialists, but also to the general public. Its aim is to strengthen the sense of heritage and present the problems of its safeguarding. Part of the documentary and iconographic research has been confided to Icomos and will be carried out in 1986.

Syria (Arab Republic of): As part of the preparatory assistance provided by the World

Heritage Convention a mission will be carried out to assist in the preparation of the inscription file for the Old Town of Aleppo, which will be proposed for the World Heritage List.

INFORMATION AND DOCUMENTATION

ACTIVITIES OF THE DOCUMENTATION CENTRE

1. The Thesaurus: After a year's work on the lists of bilingual descriptors used at the Documentation Centre since 1982 the Icom-Icomos pre-thesaurus has now reached completion.

Its title is "Cultural Heritage Thesaurus—Historic Monuments and Sites, Museums and Museology." There are 2,000 words for Icomos, 1,000 for Icom, 500 for geographic regions and countries, and four chapters for the fields Icomos works in—architecture, sites, conservation and restoration, and deterioration. Before this precious working aid can be distributed we must:

- draft notes to explain and give as precise a meaning as possible to certain words;
- test by daily use the correctness of the classification of terms by category and sub-category;
- find more accurate French translations.

In 1986 a working meeting will be organized with experts on thesauruses and Icomos research fields as a way of providing the completed thesaurus with a stamp of scientific approval. This will enable the Unesco-Icomos Documentation Centre to continue working in new directions, among them the creation of a network of indexers and regional centres.

2. Expanding Activities: In its report for Unesco the Documentation Centre underlined the expansion in its activity and the necessity—despite budgetary restrictions—of continuing the contract that enables us to keep building up the Icomos data base.

Today 14,000 references are available in the data base, and the documentary products brought out meet more satisfactorily the needs of the Centre and its users:

- rapid retrieval by means of "on line" questioning with the terminal (450 requests handled in 1985);

- precise answers by using key words perfectly adapted to the documentation handled.

Our documentation programme is financed by Unesco and by the annual subventions of the Austrian and Dutch governments, to whom we would like to express our warmest thanks.

The services offered by the Documentation Centre are first and foremost for you. So don't forget to send your information requests to the Unesco-Icomos Documentation Centre, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

TRAINING

COURSES AND SEMINARS IN 1986 (REFER TO CALENDAR FOR ADDRESSES)

International Updating Course on Structural Consolidation of Ancient Buildings, 19-24 May 1986, Leuven (Belgium)

During these conferences for architects, engineers, and persons interested in restoration and the consolidation of historic monuments many well-known specialists will present their research and views.

Participation fees: until 15 April 1986, BF 12,000 for Icomos members and BF 15,000 for non-members; afterwards BF 14,000 for members and BF 17,000 for non-members.

Mural Paintings: Techniques and Methodologies of Study, Diagnosis and Intervention, 16-21 June 1986, Rome (Italy)

Free retraining course organized by the Istituto Centrale per il Restauro for 12 participants. In Italian, with consecutive translation in English.

Documentation and Restoration of Timber Buildings, 25 June-8 July 1986, Ankara (Turkey)

Organized by the Middle East Technical University (Metu) of Ankara, this two-week course will be given in English to 15 participants. Inscription fee: US \$100.

Working Methods in Restoration and Conservation Planning, 23-27 June 1986, Copenhagen (Denmark)

Conferences in English given by Mr. Wilhelm Wohlert, Professor of Architecture at

the Department of Restoration of the Royal Danish Academy of Fine Arts. Maximum number of participants: 15. Course fee: US \$100.

Funding for Conservation, 9-12 September 1986, York (United Kingdom)

Organized by the Institute of Advanced Architectural Studies in collaboration with the Council of Europe and the Department of the Environment, this course is planned for 130 participants. Course given in English and French. Course fee: about £ 150, including accommodations.

Conservation of Historic Parks and Gardens, 14-20 September 1986, York (United Kingdom)

The lectures will be given in English by Mr. Peter Goodchild of the Centre for Conservation of Historic Parks and Gardens (University of York) for 40 participants. Inscription fees covering accommodations and meals: about £ 240.

Conservation of Historic Structures, 22 September-2 October 1986, York (United Kingdom)

This 10-day course is offered by the Institute of Advanced Architectural Studies, in collaboration with Iccrom and the British Council. The lectures will be given in English by Mr. Derek Linstrum (York) for 65 participants. The course fee covers accommodations, meals, and there is limited financial support available from the British Council: about £ 395.

Conservation Summer School, July 1986, University of London, London (United Kingdom)

Week-long intensive courses are being offered by the Institute of Archaeology on themes relating to conservation of architecture: technology of stone conservation; protection of archaeological sites; and other themes on museology and conservation of museum objects.

2nd International Course on Wood Conservation Technology, 16 June-25 July 1986, Trondheim (Norway)

This six-week course has been organized by Iccrom, Icomos, the Norwegian Institute of Technology and the Central Office of Historic Monuments. It is aimed at young professionals (25-35 age group), who should contact their National Commission for Unesco and Iccrom.

10th International Summer Training Course on the Safeguarding of Heritage and its Environment, 18-28 July 1986, Fontevraud (France)

To celebrate its 10th anniversary Youth & Heritage has grouped together in one special course the two national and international courses. It will be held at the Royal Abbey of Fontevraud and participants will have the option of visiting the châteaux of the Loire Valley. On the programme are lectures given by professionals of management and restoration of heritage in France, visits devoted to technical aspects of conservation areas, buildings and sites (the guides will be specialists responsible for the sites from the ministries concerned). Simultaneous translation in English and French. All-inclusive fee (accommodations and meals, course, excursions, guided tours): students FF 1,600; others FF 2,200.

Study Tours organized by Youth & Heritage

- 7-17 May 1986: Baltic Republics of the Soviet Union, sponsored by and with the assistance of the USSR National Committee of Icomos. All-inclusive fee: FF 7,200, with departure from Paris.

- 13-24 September 1986: in Yugoslavia, sponsored by and with the assistance of the Yugoslavian National Committee of Icomos. All-inclusive fee: FF 4,500.

Youth & Heritage, 9 avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris (France).

THE WORKSHOP OF EVORA, 2-14 SEPTEMBER 1985

The Town Hall of Evora (Portugal) held an international and multidisciplinary experimental workshop from 2-14 September 1985 in conjunction with Unesco and cog, a coordination group of Non-governmental Organizations in the field of environment modified by man. Icomos is a leading member of cog. In the workshop, urban growth related problems were studied within the context of extension of historic centers.

Within the scope of this issue, an area lying south of Evora and adjacent to the ramparts was examined in pragmatic fashion by the participants and was the focus of proposals for development.

At the end of the workshop where Icomos

was represented by Mr. J. Barthélémy (Belgium), professor of architecture, a symposium was held at the D. Manuel Palace.

The growth of historic towns is an extremely complex issue in so far as it encompasses two major concerns: economic vitality and the harmonizing of forms. We must not underestimate the difficulties inherent to such an undertaking. The search for efficiency can indeed become one of the most worrisome of constraints.

However, groups of half a dozen participants who had grouped together on the basis of personal tastes put forward proposals in the form of diagrams, plans, models and drawings. The diversity of the various approaches which was highlighted by the juxtaposing of the different proposed solution was itself a rich source of inspiration. The workshop also demonstrated that the most subtle solutions can begin taking form only in so far as each partner turns loose his intuition and sensitivity as an individual among others, thereby adopting a thoroughly humanistic approach.

When examining the projects for the D. Manuel Palace, another conclusion comes quickly to mind: for the definition of urban growth adjacent to a historic town, simple knowledge of several "universal" models designed on the base of quantitative data is not enough. Moreover, the stubborn insistence on the sole use of such tools would indeed be an old-fashioned approach. It is doubtless in the uniqueness of the place which has been shaped by history that the guidelines for quality development must be sought.

Jean Barthélémy (extracts)

L'Index Analytique de l'Icomos (IAI) est établi à partir des publications récentes reçues au Centre de Documentation

Unesco-Icomos. Nous avons sélectionné des références traitant d'aspects techniques de conservation et de restauration et les avons rédigées ainsi: auteur, titre de l'article ou du chapitre, nom du périodique ou du livre, volume, numéro, année de publication, pages, illustrations, bibliographie, langues de l'article et des résumés. La cote de placement et le numéro d'enregistrement au Centre sont indiqués entre parenthèses. Les rubriques sont identifiées par le premier mot-clé utilisé pour l'intégration à la base Icomos; les autres mots-clés sont placés à la suite du résumé entre deux astérisques. Chaque référence est complétée par l'adresse où se procurer les documents et les numéros d'ISSN ou d'ISBN. Veuillez adresser vos appréciations et vos suggestions sur la présentation et le contenu de l'IAI au Centre de Documentation Unesco-Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France). Rédaction: Denyse Vaillancourt.

1. CONSERVATION DES VILLES HISTORIQUES

Agir pour le développement et la sauvegarde de Fès, in *Perspectives méditerranéennes*, n° 22, juin 1985, p. 3-5, ill. fr. (K-232, V.H. 889).

La médina de Fès, qui fait l'objet d'une campagne internationale de l'Unesco depuis 1976, a un caractère exceptionnel dû à son unité architecturale, bien préservée au cours de sa longue histoire. Dotée en 1981 d'une association consacrée à sa sauvegarde, Hadara, elle fait l'objet d'un effort réel de réanimation: activités culturelles, ouverture d'un Centre de recherches architecturales, stages thématiques sur la conservation architecturale en été. Les travaux du premier stage en 1984 ont porté sur les relevés de huit bâtiments décrits ici et qui seront restaurés ultérieurement. *medinas - centres de formation - Maroc*

** Fondation postuniversitaire interculturelle, 103 rue de Lille, 75007 Paris (France).

2. CONSERVATION DES MONUMENTS HISTORIQUES

AN TAISCE, *Georgian Dublin; Policy for Survival*, Dublin 1985, 14 p., ill., ang. (V.H. 902, 8779).

L'association An Taisce signale la disparition d'une part importante du patrimoine architectural des 18-19^e s. dans le centre de Dublin, à la suite de démolitions, construction d'immeubles de bureaux, placage de façades reproduites plus ou moins fidèlement, rénovations parfois abusives. L'association souhaite renforcer la politique de conservation et émet dans ce sens des recommandations concernant les maisons à inscrire sur les listes de protection, la restauration de l'architecture intérieure et des jardins, les subsides de l'état, les problèmes de dégradation des matériaux. *politique de conservation - recommandations - Irlande*

** An Taisce, Dublin City Association, Dublin (Irlande).

3. TRAVAUX DE MODERNISATION

BIRY, J.M., VINCENT, J., *Le bâti ancien en Alsace*, in *Connaissance de l'habitat existant*, Paris 1985, 136 p., ill., plans, cartes, bibl., fr. (8882).

Dans la série des études régionales consacrées aux constructions anciennes en milieu urbain en France, cette monographie aborde les thèmes suivants: typologie, techniques de réhabilitation et équipements de confort, et est accompagnée d'une bibliographie succincte et d'adresses utiles dans le département. En Alsace, le type dominant est la maison à colombage: les toits sont à forte pente, les façades sont fréquemment peintes. L'oriel, fenêtre en aplomb sur la rue, en pierre ou en bois, est l'un des éléments architecturaux les plus caractéristiques, que l'on retrouve depuis le 17^e s. jusque dans l'architecture contemporaine* réhabilitation - analyse typologique - France*

** Electricité de France, Direction de la Distribution, Cedex n° 8, 92080 Paris La Défense (France). ISSN 0244-0849.

4. BOIS GORGÉ D'EAU

CLARKE, R.W., SQUIRRELL, J.P., *The Pilodyn - an Instrument for Assessing the Condition of Waterlogged Wooden Objects*, in *Studies in Conservation*, vol. 30, n° 4, 1985, p. 177-183, ill., bibl. ang. rés. ang., fr., all. (Bo. 210, K-259).

L'examen de l'épave du *Mary Rose*, dont la coque est encore immergée, a permis de mettre au point des méthodes spécifiques pour sa conservation. C'était l'occasion de tester le *Pilodyn*: nouvel appareil, aisément manipulable en milieu difficile, il permet de mesurer la densité du bois et d'évaluer l'étendue des dégâts sur les matériaux gorgés d'eau. *épaves - méthodes non-destructives - équipement de laboratoire - Royaume Uni*

** HC, 6 Buckingham Street, London WC2N 6BA (Royaume Uni).

5. SITES ARCHÉOLOGIQUES

DAVITOIU, I., FOTA, A., GAVAN, R., *Probleme de restaurare, conservare si reconstituire a sanctuarului neolitic de la Parta (Judetul Timis)*, in *Revista Muzeelor si Monumentelor*, n° 8, 1985, p. 36-41, ill., roum., rés. fr. (K-163).

Un sanctuaire (dimensions: 14,5 x 7,5 m.) a été mis au jour sur le site néolithique de Parta près de Temesvar en Roumanie, au



SELECTION DE LA LITTERATURE
TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES
MONUMENTS HISTORIQUES

cours des campagnes de fouilles 1978-1983. Les auteurs exposent leur point de vue sur la conservation in situ de cet important vestige, sur sa reconstruction et sur une reconstitution de l'ensemble exposée dans le complexe muséologique de Temesvar. *sanctuaires - restitution architecturale - Roumanie*
** Calea Victorie, 174, Cod. 71101, Sector 1, Bucarest (Roumanie). ISSN 0035-6206.

6. DÉTECTEURS DE MÉTAUX

Detector Looting Results in Rescue Excavation, in *CBA Newsletter*, vol. 9, n° 7, 1985, p. 55-56, ill., ang. (K-42).
Des utilisateurs de détecteurs de métaux ont exhumé en 1983 dans le Surrey des monnaies datées du 1^{er} s. av. J.C.—1^{er} s. ap. J.C., qu'ils ont déposées au Guilford Museum et au British Museum. La nouvelle s'est ébruitée et a attiré des chasseurs de trésors moins scrupuleux: le site leur a livré plus de 2000 monnaies et objets en métal, écoulés sur le marché noir en Europe et aux USA. Cette situation a amené le Surrey Archaeological Society à entreprendre une fouille de sauvetage actuellement financée par des fonds privés. *sites archéologiques - pillage - archéologie de sauvetage - Royaume Uni*
** Council for British Archaeology, 112 Kennington Road, London SE11 6RE (Royaume Uni). ISSN 0309-3204.

7. PIERRE

FONTAINE, A., **Durabilité des mortiers de maçonnerie en pays nordique = Durability of Masonry Mortar in a Nordic Country**, in *Bulletin APT*, vol. 17, n° 2, 1985, p. 48-66, ill. fr., ang. (Pi. 286, K-24).
Le mortier de chaux utilisé comme liant dans la maçonnerie des fortifications de Québec, résiste mal aux changements brusques de température et aux sels déversés dans les rues en pente de la vieille ville les jours de tempête de neige. Les observations faites sur la température et l'humidité, grâce à des sondes installées en 1983, ont amené à tester en laboratoire la résistance de différents composants et à proposer l'emploi d'un mortier additionné à 16% d'air entraîné. *durabilité - mesures et instruments de mesure thermiques - Canada*

** Ms. Ann A. Falkner, Executive Director, APT, Box 2487, Station D, Ottawa, Ont. K1P 5W6 (Canada). ISSN 0044-9466.

8. ARCHITECTURE INDUSTRIELLE

GOER, M., **Der Wasserhochbehälter der Stadt Markdorf - ein technisches Kulturdenkmal**, in *Denkmalpflege in Baden-Württemberg*, vol. 14, n° 3, 1985, p. 182-187, ill., bibl., all. (K-60).
Le système d'approvisionnement en eau à Markdorf en RFA est resté inchangé de la fin du Moyen Age jusqu'au début du 20^e s., date à laquelle a été construit le château d'eau qui allait alimenter les 401 ménages du lieu. L'histoire de sa construction est accompagnée d'indications sur son fonctionnement et sur les détails de son architecture: décor de la façade, médaillons émaillés de la voûte, heurtoir sculpté, et aménagement de la terrasse panoramique. Ce réservoir, relié à des bouches d'incendie, améliorerait en même temps la protection de la ville contre le feu. *châteaux d'eau - techniques de construction - RFA*
** Landesdenkmalamt Baden-Württemberg, Mörikestrasse 12, 7000 Stuttgart 1 (RFA). ISSN 0342-0027.

9. CONSERVATION INTÉGRÉE

HOULET, J., **Les ambiguïtés de la conservation intégrée**, in *Les Cahiers de la Ligue Urbaine et Rurale*, n° 87, 1985, p. 9-12, fr. (K-36).
La conservation intégrée, «c'est la conservation d'une bâtisse alors même qu'on en change l'usage, et donc qu'on transforme plus ou moins ses dispositions» (p. 9): démarche nécessaire pour supporter le coût de l'entretien de nombreux bâtiments désaffectés. Mais les contraintes d'une réutilisation mènent trop souvent à des abus, déséquilibrant la façade ou saccageant la disposition intérieure. L'auteur prône une politique du cas par cas, qui considérerait certes l'art et l'histoire d'une construction mais aussi les aspects financiers et sociaux liés à sa réaffectation. *théorie de la conservation - reconversion de bâtiments - France*
** Ligue uraine et rurale, 8 rue de Montyon, 75009 Paris (France).

10. RÉSISTANCE AUX SÉISMES

KARACABEYL, E., WONG, B., **General Structural Recommendations for Seismic Upgrading**, in *Seismic Building Upgrading for Vancouver's Gastown*, 1985, p. 24-33, ill., bibl. ang. (Se. 217, 8744).
Les normes de construction en Amérique du Nord répondent plutôt aux besoins de la construction neuve. C'est pourquoi cette publication se penche sur le cas des bâtiments existants de Gastown (Canada). Se fondant sur l'expérience et avec graphiques à l'appui, on propose des méthodes pour augmenter leur résistance aux séismes; il s'agit de faire en sorte que le bâtiment se meuve comme un tout, en liant murs et planchers, en multipliant les systèmes de résistance et en consolidant les murs. *consolidation des structures - conservation des monuments historiques - Canada*
** British Columbia Heritage Trust, Parliament Buildings, Victoria, B.C. V8V 1x4 (Canada). ISBN 0-7726-0292-1.

11. CONTRÔLE DE LA POLLUTION

KISS, A., **Législation et protection de l'environnement**, in *Forum*, n° 3, 1985, p. 26-27, fr. (K-85).
Question cruciale de notre époque, la lutte contre les pollutions souffre de lacunes juridiques: alors que les législations pertinentes ressortissent aux divers droits nationaux, le contrôle des pollutions ne peut se faire qu'à l'échelle mondiale. Les lois doivent être constamment adaptées en fonction de l'apparition de nouveaux procédés et matériaux industriels. On déplore enfin le manque de textes précis complémentaires pour faciliter l'application de ces lois, leur contrôle et les sanctions en cas de violation. *déterioration de l'environnement - législation - Europe*
** Direction des services de presse et d'information, Conseil de l'Europe, 67006 Strasbourg Cedex (France). ISSN 0251-320 X.

12. CONSERVATION DES JARDINS HISTORIQUES

LOOTUS, K., **Ajalooliste parkide ja haljajalade regenererimisest = Regeneration of**

SELECTION DE LA LITTERATURE
TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES
MONUMENTS HISTORIQUES

Historical Parks and Green Areas in Ehitus ja Arhitektuur, vol. 1/2, 1985, p. 91-95, ill., estonien, rés. rus, all., ang. (J.H. 199).
L'histoire des parcs de manoirs en Estonie (URSS), au nombre de 350 environ, s'étend du 18^e au début du 20^e siècle: leur conception a été nettement influencée par l'architecture de l'Europe de l'Ouest et de la Russie. Ces sites sont protégés au titre de la loi de 1957 sur la conservation des espaces verts mais également en tant qu'ensembles architecturaux. Deux exemples de conservation, faite sur la base de documents d'archives, sont exposés: il s'agit du parc Kehtna, transformé en aire d'excursion et de vacances et du manoir et du parc Palmse, devenu un jardin public. *histoire de l'architecture - législation - Estonie RSS*
** ENSV, Riiklik Ehituskomitee (Estonie RSS).

13. PIERRE

NATO-CCMS, **Appendices**, in *Characterization of Types of Stones; Comparative Assessment of Water-repelling and Stone-reinforcing Agents*, Zeist 1985, p. 77-194, ang. (Pi. 287, 8793).
Les appendices de cet ouvrage sont extrêmement précieux en ce qu'ils relatent en détail les tests de laboratoire visant à déterminer les propriétés de la pierre - capillarité, perméabilité, densité, durabilité -, sa résistance au séchage et aux acides et alcalins, son comportement en cas de cristallisation, gel/dégel et assèchement. *hydrofuges - consolidants - essais en laboratoire*
** Rijksdienst voor de Monumentenzorg, Broederplein 41, 3703 CD Zeist (Pays-Bas). ISBN 90 34604 942.

14. CONSERVATION DES PEINTURES MURALES

MASUDA, K., HIGUCHI, S., **Reattaching Color Layer on Wooden Wall and Documenting the Distribution of Damages**, in *Science for Conservation*, n° 24, 1985, p. 95-102, ill. jap. rés. ang. (K - 172).
On a déterminé, à partir de documents photographiques, l'état de détérioration d'une peinture murale sur bois du temple Hasedera à Sakurai (Japon). Des travaux de consolidation ont été effectués: après appli-

cation de papier japonais pour protéger la surface, une solution de Paraloid B72, choisie pour ses propriétés adhésives, a été injectée entre la couche de couleur et le support. *peinture sur bois - temples - consolidation des matériaux - Japon*
** Tokyo National Research Institute of Cultural Properties, Ueno-Park, Taito-ku, Tokyo (Japon). ISSN 0287-0606.

15. ARCHITECTURE VERNACULAIRE

PEDERSEN, R., **Byggeskiken i Hedmarksygdene. Forsøk på en oversikt**, in *Foreningen til Norske fortidsminnesmerkers Bevaring Arbok* 1985, p. 29-74, ill. bibl., norv, rés. ang. (K-236, A.T. 358).
L'architecture traditionnelle dans la région de Hedmark en Norvège, datée des 18^e et 19^e s. est méconnue. Elle fait ici l'objet d'une recherche à partir d'un cas typique de ferme à Sorum, dont les bâtiments sont analysés et décrits. L'auteur a remarqué que les maisons d'habitation, généralement très anciennes, ont été périodiquement transformées: plutôt que de les abattre, on préférerait toujours les réaménager et les agrandir pour répondre à des besoins nouveaux. *analyse typologiques - Norvège*
** Fortidsminnesmerkes Bevaring, Oslo (Norvège).

16. PATRIMOINE ARCHITECTURAL

Preservation of Monuments Board, National Monuments, Singapour 1985, 21 p. ill., carte, ang. (8748).
Dans ce fascicule illustré sur le patrimoine architectural de Singapour, on a sélectionné 17 monuments des plus représentatifs: des bâtiments religieux (temples bouddhiques, mosquées et églises), un marché couvert, un hôpital et une maison privée. Une courte notice retrace l'histoire de leur construction, de leur conservation et indique la date de leur classement comme monument national. *conservation des monuments historiques - Singapour*
** Preservation of Monuments Board, Singapour. ISBN 9971-88-074-1.

17. LÉGISLATION

PRUSZYNSKI, J., **Regulacja ustawowa ochrony zabytkow**, in *Ochrona Zabytkow*, vol. 1, 1985, p. 28-31, pol. rés. ang. (K-150).
La loi de 1962 sur la protection du patrimoine culturel en Pologne a été jugée à l'usage inadéquate pour des raisons sociales, économiques et administratives. Les amendements proposés dans cet article font appel au Code de Procédure Administrative qui comblerait les lacunes dans le domaine des droits et des devoirs des propriétaires privés d'une part et des autorités d'autre part. *protection du patrimoine culturel - Pologne*
** Ministertwo Kultury i Sztuki 00-052 Warszawa, ul. Mazowiecka 11, pok. 17 i 18 (Pologne).

18. RECONVERSION DE BÂTIMENTS

Renovations Case History No. 13: The Old Schoolhouse, in *Traditional Homes*, October 1985, p. 18-28, ill., plans, ang. (K-288).
Cet article retrace l'histoire d'une rénovation entreprise par des particuliers en Angleterre. Une petite école du 17^e s., la plus ancienne du Lancashire, a été rachetée par un couple en 1984, pour en faire une maison d'habitation. Les travaux comportaient le gros oeuvre - couverture du toit, consolidation des murs, etc. - l'installation d'équipements modernes - eau et électricité et l'aménagement intérieur. Des tableaux fournissent le détail du coût exact de l'opération: acquisition du bâtiment, salaires des ouvriers, achat du matériel, et l'adresse des fournisseurs et des spécialistes auxquels on a eu recours. *bâtiments scolaires - travaux de restauration - Royaume Uni*
** D. Foster, Anchor House, 8 High Street, Puckeridge, Herts SG11 1RN (Royaume Uni).

19. THÉORIE DE L'ARCHITECTURE

SIMOUNET, R., **Respect et métamorphose d'un lieu**, in *Revue de l'Art*, n° 68, 1985, p. 53-54, ill., fr. (K-164).
L'Hôtel Salé dans le Marais (Paris) a d'abord été occupé par l'Ecole Centrale et par l'Ecole des Métiers d'Art avant d'être choisi

SELECTION DE LA LITTÉRATURE
TECHNIQUE SUR LA
CONSERVATION DES
MONUMENTS HISTORIQUES

si en 1974 pour exposer la dation Picasso. L'architecte chargé de son aménagement en musée expose brièvement les principes qui ont guidé son projet: comme il ne voulait pas de prolongement extérieur, il fallait tirer parti de la disposition existante des espaces et des niveaux et mettre en valeur le grand escalier, les baies et les jardins, tout en respectant les contraintes liées à sa fonction muséale et aux normes de sécurité. Le Musée a été inauguré en octobre 1985. *hôtels particuliers - reconversion de bâtiments - musées - France*
** Centrale des Revues, 11 rue Gossin, 92543 Montrouge Cedex (France). ISBN 2-222-96413-X.

20. DÉGÂTS DÛS AUX SÉISMES

Strengthening Pagan Monuments, in *Pagan Newsletter* 1985, p. 1, ill. ang. (K-269, Sé. 218).

Des travaux de consolidation anti-sismiques ont été entrepris sur deux monuments de Pagan (Birmanie). On a constaté dans le temple Kyaukku Umin que des fissures existantes s'étaient élargies au cours du tremblement de terre de 1975: les murs ont été renforcés par des injections le long des fissures et par un ceinturage en béton armé dans leur partie supérieure. Le temple Guni sud sera consolidé au moyen de tirants en acier dans la maçonnerie des murs en plus des injections. L'une de ses tours a déjà été renforcée grâce à une structure légère en béton armé. *temples - consolidation des structures - Birmanie*
** U Bo Kay, Conservator of Pagan, Department of Archaeology, Pagan (Birmanie).

21. FINANCEMENT

TOULOUPE, E., **Travaux sur l'Acropole: organisation et financement**, in *2nd International Meeting for the Restoration of the Acropolis Monuments Parthenon*, Athens 1985, p. 37-43, fr. (8720).

Cette communication, faite à Athènes en 1983, nous éclaire sur les attributions des responsables de la conservation de l'Acropole qui sont désignés par le service des antiquités en Grèce: ils sont secondés pour la gestion financière par le Comité pour la

Conservation des Monuments de l'Acropole, créé en 1975. Le financement des travaux, les salaires et l'achat de matériel sont assurés par l'Etat grec en grande partie, mais aussi par une subvention de la Commission des Communautés Européennes et par les pays ayant répondu à l'appel de l'Unesco. Le projet pour le nouveau musée a déjà trouvé les crédits nécessaires mais il reste à s'entendre sur son emplacement. *acropoles - histoire de la conservation - Grèce*
** Committee for the Preservation of the Acropolis Monuments, Polygnotou 10, 10555, Athens (Grèce).

22. AMÉNAGEMENT DES SITES ARCHÉOLOGIQUES

VUGA, D., **Konservatorsko razmislanje o posejih na poznorimskodobnih najdiscih slovenije v zadnjihdvajsetih letih = Conservator's Reflections upon Interventions in Late-Roman Finds in Slovenia for the Last 22 Years**, in *Varstvo Spomenikov*, v. 27, 1985, p. 155-160, carte, serbo-croate, rés. ang. (K-188).

De nombreux sites romains tardifs de Slovénie ont été fouillés au cours des vingt dernières années, examinés et partiellement ouverts au public. L'auteur suggère de concentrer les efforts de recherche archéologique et de restauration, sur le site de Vranje, en raison de la qualité exceptionnelle de sa forteresse romaine et du rôle pédagogique que sa mise en valeur pourrait jouer. *vestiges archéologiques - fortes - architecture romaine - Yougoslavie*
** Zavod SR Slovenije za varstvo naravnih in kulturne dediscine 61000 Ljubljana, Plecnikov trg 2, (Yougoslavie). ISSN 0350-9494.

23. RELEVÉS PHOTOGRAMMÉTRIQUES

VYSEK, H., **100 Jahre Photogrammetrie im Dienste der Denkmalpflege**, in *Architektur der DDR*, n° 10, 1985, p. 612-617, ill. all. (Ph. 169).

En 1984, on commémorait le 150^e anniversaire de la découverte de la photogrammétrie par l'architecte Albrecht Meydenbauer et les 100 ans du *Messbildanstalt* en Allema-

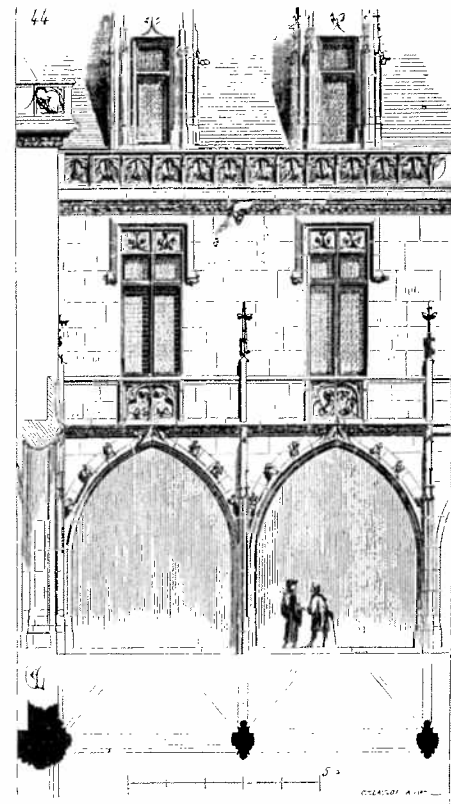
gne. L'histoire de cette institution et la biographie de son fondateur sont relatées ici. Ces archives, qui répertorient les monuments et les objets de 78 villes et villages de DDR, jouent un rôle inestimable dans la recherche préalable à la restauration des monuments, en particulier de ceux détruits par la dernière guerre; elles doivent à ce titre être préservées et développées. *coopération scientifique - archives - RDA*
** Internationale Buchhandlungen in den jeweiligen Ländern bzw., 7010 Leipzig, Talstrasse 29 (RDA). ISSN 0323-3413.

24. MUSÉES DE SITE

ZILIN, W., **The Museum of Qin Shi Huang Terracotta Warriors and Horses**, in *Museum*, n° 147, 1985, p. 140-147, ill. ang., fr. (K-132).

En 1974, dans la province de Shanxi, on mettait au jour une gigantesque armée grandeur nature, dans un site appartenant au mausolée de Qin Shi Huang: elle comporte des statues de soldats et de chevaux en terre cuite, moulées, gravées et assemblées, des chariots et des armes en bois ou en métal. Le Gouvernement a tout de suite entrepris d'élever un musée sur le site pour préserver l'ensemble: cette réalisation n'est qu'une partie d'un vaste projet qui regroupera cinq musées thématiques liés à cette trouvaille. *gestion des sites archéologiques - abris - Chine*

** Icom, Maison de l'Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France). ISSN 0304-3002.



INDEX ANALYTIQUE DE
L'ICOMOS
ICOMOS ANALYTICAL INDEX

A SELECTION OF TECHNICAL
LITERATURE ON THE
CONSERVATION OF HISTORIC
MONUMENTS

The Icomos Analytical Index (IAI) is based on recent publications received at the Unesco-Icomos Documentation Centre. We have selected those references pertaining to the technical aspects of conservation and restoration and presented them in the following order—author, title of article or chapter, name of the periodical or book, volume, number and year of publication, number of pages, illustrations, bibliography, and the languages in which the articles and summaries are written. The Centre shelf and registration numbers are given in parentheses. The headings correspond to the first key word used for integration into the Icomos data base. The other key words follow the summary and are placed between asterisks. The reference ends with the address where the work may be obtained and the ISSN and ISBN numbers. Please send your comments and suggestions about the contents or the layout of IAI to the Unesco-Icomos Documentation Centre, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France). IAI is written by Denyse Vaillancourt.

1. CONSERVATION OF HISTORIC TOWNS

Agir pour le développement et la sauvegarde de Fès. in *Perspectives méditerranéennes*, n° 22, juin 1985, p. 3-5, ill., Fr. (K-232, V.H. 889).

The Medina of Fez, which has been the object of a Unesco safeguarding campaign since 1976, is an ensemble of exceptional architectural unity, and it has been well preserved over the course of its long history. Since 1981 Fez has benefitted from the existence of an association created especially for its safeguarding, *Hadara*. Since then a real effort has been made at revitalizing the Medina: this includes cultural activities, a centre for architectural research (which is now functioning) and thematic summer training courses on architectural conservation. The work of the first courses in 1984 involved surveys of eight buildings described here, and which will later be restored. *medinas—training centres—Morocco*
** Fondation postuniversitaire interculturelle, 103 rue de Lille, 75007 Paris (France).

2. CONSERVATION OF HISTORIC MONUMENTS

AN TAISCE, **Georgian Dublin; Policy for Survival**, Dublin, 1985, 14 p., ill., Eng. (V.H. 902, 8779).

The *An Taisce* association has drawn attention to the disappearance of an important element of the architectural heritage in the heart of 18th and 19th century Dublin due to demolition, construction of office buildings, more or less approximate reproduction of facades, and inappropriate urban renewal. The association aims at strengthening conservation policy and along these lines has made a number of recommendations concerning those houses that should be included on protection lists, restoration of interior architecture and gardens, state subsidies and problems of deterioration of material. *conservation policy—recommendations—Ireland*
** An Taisce, Dublin City Association, Dublin (Ireland).

3. MODERNIZATION WORKS

BIRY, J.M., VINCENT, J., **Le bâti ancien en**

Alsace, in *Connaissance de l'habitat existant*, Paris, 1985, 136 p., ill., plans, maps, bibl., Fr. (8822).

Part of a series of regional studies devoted to old buildings in urban settings in France, this monograph deals with typology, rehabilitation techniques and sanitation facilities. It contains a compact bibliography and useful addresses in the French departments. In Alsace the principal type of housing is the half-timbered house, with steep sloped roofs and facades that are frequently painted. The oriel windows, overlooking the street, and framed in stone or wood, is one of the most characteristic architectural features. It is found in buildings from the 17th century up until the present time. *rehabilitation—typological analysis—France*

** Electricité de France, Direction de la Distribution, Cedex n° 8, 92080 Paris La Défense (France). ISSN 0244 0849.

4. WATERLOGGED WOOD

CLARKE, R.W., SQUIRRELL, J.P., **The Pilodyn—an Instrument for Assessing the Condition of Waterlogged Wooden Objects**, in *Studies in Conservation*, vol. 30, n° 4, 1985, p. 117-183, ill., bibl. Eng., sum. in Eng., Fr., Ger. (Bo. 210, K-259).

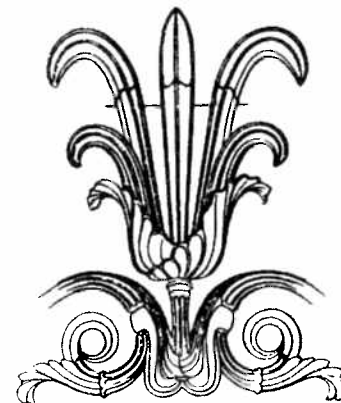
Examination of the *Mary Rose*, whose hull is still under water, brought about the elaboration of special methods for the ship's conservation. This was the occasion to test the *Pilodyn*, a new apparatus which is easy to handle in difficult conditions. It measures the density of wood and evaluates the extent of damage sustained by waterlogged wood. *shipwrecks—non-destructive methods—laboratory equipment—United Kingdom*

** IIC, 6 Buckingham Street, London WC2N 6BA (United Kingdom).

5. ARCHAEOLOGICAL SITES

DAVITOIU, I., FOTA, A., GAVAN, R., **Probleme de restaurare, conservare si reconstruire a sanctuarului neolitic de la Parta (Judetul Timis)**, in *Rivista Muzeelor si Monumentelor*, n° 8, 1985, p. 36-41, ill., Rom., sum. in Fr. (K-163).

A sanctuary (14.5 m. x 7.5 m.) was uncovered at the Neolithic site of Parta near Te-



A SELECTION OF TECHNICAL
LITERATURE ON THE
CONSERVATION OF HISTORIC
MONUMENTS

mesvar in Romania during the 1978-83 excavations seasons. The authors present their views on the conservation *in situ* of these important vestiges, their reconstruction and the reconstitution of the ensemble at the museum complex of Temesvar. *sanctuaries—conjectural reconstruction—Romania*
**Caiea Victoriei, 174, Cod. 71101, Sector 1, Bucarest (Romania). ISSN 0035 6206.

6. METAL DETECTORS

Detector Looting Results in Rescue Excavation, in *CBA Newsletter*, vol. 9, n° 7, 1985, pp. 55-56, ill., Eng. (K-42).

In 1983 users of metal detectors uncovered coins in Surrey dating from the 1st century B.C.—1st century A.D., which they deposited in the Guilford and British Museums. News of the discovery attracted less scrupulous treasure hunters, who found over 2,000 coins and metal objects which they sold on the black market in Europe and the USA. This led the Surrey Archaeological Society to undertake privately financed rescue excavations. *archaeological sites—looting—rescue archaeology—United Kingdom*.

**Council for British Archaeology, 112 Kennington Road, London SE11 6RE (United Kingdom). ISSN 0309 3204.

7. STONE

FONTAINE, A., **Durabilité des mortiers de maçonnerie en pays nordique = Durability of Masonry Mortar in a Nordic Country**, in *Bulletin APT*, vol. 17, n° 2, 1985, p. 48-66, ill., Fr., Eng. (Pi. 286, K-24).

Lime mortar used as a binder in the masonry of the fortifications of Quebec resists poorly to sudden temperature changes and to the salt scattered in the steep streets during snow-storms. Recordings of temperature and humidity carried out by means of probes fixed in 1983 led to laboratory testing of the resistance of the different constituents. It was recommended that the mortar be mixed with 16% driven air. *durability—thermal measurements and instruments—Canada*.

**Ms. Ann A. Falkner, Executive Director, APT, Box 2487, Station D, Ottawa, Ont. K1P 5W6 (Canada). ISSN 0044 9466.

8. INDUSTRIAL ARCHITECTURE

GOER, M., **Der Wasserhochbehälter der Stadt Markdorf—ein technisches Kulturdenkmal**, in *Denkmalpflege in Baden-Württemberg*, vol. 14, n° 3, 1985, p. 182-187, ill., bibl., Ger. (K-60).

The same water-supply system was used at Markdorf in the Fed. Rep. of Germany from the end of the Middle Ages until the beginning of the 20th century, when a water tower for the 401 households of the town was constructed. The history of its construction is accompanied by notes on its operation and on its architectural details—decoration on the facade, enamelled medallions on the vault, sculptured door—knocker and panoramic roof terrace. This reservoir, linked to fire hydrants, has also improved fire protection in the town. *water towers—building techniques—FRG*.
**Landesdenkmalamt Baden-Württemberg, Mörikestrasse 12, 7000 Stuttgart 1 (Fed. Rep. of Germany). ISSN 0342 0027.

9. INTEGRATED CONSERVATION

HOULET, J., **Les ambiguïtés de la conservation intégrée**, in *Les Cahiers de la Ligue Urbaine et Rurale*, n° 87, 1985, p. 9-12, Fr. (K-36).

Integrated conservation "is the conservation of a building while its use is being changed and its layout more or less transformed" (p. 9). This is a necessary price to pay for the maintenance of numerous derelict buildings. However the limitations imposed upon re-use lead all too often to abuses such as throwing off balance the facade or destroying the interior layout. The author is in favour of a case-by-case approach which takes into consideration the artistic aspects of a building and its history, but also the financial and social implications of its re-use. *theory of conservation—conversion of buildings—France*.

**Ligue urbaine et rurale, 8 rue de Montyon, 75009 Paris (France).

10. EARTHQUAKE RESISTANCE

KARACABEYLİ, E., WONG, B., **General Structural Recommendations for Seismic Upgrading**, in *Seismic Building Upgrading for*

Vancouver's Gastown, 1985, p. 24-33, ill., bibl., Eng. (Se. 217, 8744).

In North America construction standards totally meet the needs of new building. This is why this work deals with existing buildings of Gastown (Canada). Relying on experience and using graphs in their demonstration, the authors suggest ways of increasing resistance to earthquakes—improving a building so that it moves as a whole, biding walls and floors, resorting to different systems of resistance and reinforcing the walls*.

reinforcement—conservation of historic monuments—Canada*.

**British Columbia Heritage Trust, Parliament Buildings, Victoria, BC V8V 1X4 (Canada). ISBN 0 7726 0292 1.

11. POLLUTION CONTROL

KISS, A., **Législation et protection de l'environnement**, in *Forum*, n° 3, 1985, p. 26-27, Fr. (K-85).

Although it is one of the most urgent tasks of our age, the struggle against pollution suffers from legal gaps: whereas relevant legislation grows out of national law, pollution control can only be undertaken on a worldwide scale. Laws must be adapted constantly to deal with the challenge of new industrial processes and materials. Moreover, there is a dearth of complementary texts designed to facilitate their applications, their review and the penalties applicable. *environmental deterioration—legislation—Europe*.

**Direction des services de presse et d'information, Conseil de l'Europe, F-67006 Strasbourg Cedex (France). ISSN 0251 320 X.

12. CONSERVATION OF HISTORIC GARDENS

LOOTUS, K., **Ajalooliste parkide ja haljajalade regenereerimiseks = Regeneration of Historical Parks and Green Areas**, in *Ehitus ja Arhitektuur*, vol. 1/2, 1985, p. 91-95, ill., Estonian, sum. in Rus., Ger., Eng. (J.H. 199).

The history of the some 350 manor parks of Estonia (USSR) extends from the 18th century to the beginning of the 20th. Their design was much influenced by Western European and Russian architecture. These

A SELECTION OF TECHNICAL
LITERATURE ON THE
CONSERVATION OF HISTORIC
MONUMENTS

sites are protected by a law dating from 1957 on the conservation of green spaces, and also in virtue of their being architectural ensembles. Two examples of conservation are described using archival sources: Kehtna Park, transformed into a vacation and excursion area; and the manor and park of Palmse, which has become a public garden. *architecture history—legislation—Estonian SSR*.
**ENSV, Riiklik Ehituskomitee (Estonian SSR).

13. STONE

NATO-CCMS, **Appendices**, in *Characterization of Types of Stones; Comparative Assessment of Water-repelling and Stone-reinforcing Agents*, Zeist, 1985, p. 77-194, Eng. (Pi. 287, 8793).

The appendices of this work are extremely precious because they give detailed accounts of laboratory tests designed to determine the properties of the stone—capillarity, permeability, density, durability, resistance to drying, acids and alkalines, its reactions in case of crystallization, freezing, thawing and drying out. *water repellents—reinforcement—laboratory test*.

**Rijksdienst voor de Monumentenzorg, Broederplein 41, 3703 CD Zeist (Netherlands). ISBN 90 34604 942.

14. CONSERVATION OF MURAL PAINTINGS

MASUDA, K., HIGUCHI, S., **Reattaching Color Layers on Wooden Wall and Documenting the Distribution of Damage**, in *Science for Conservation*, n° 24, 1985, p. 95-102, ill., Jap., sum. in Eng. (K-172).

Using photographic documentation the authors determined the degree of deterioration of a mural painting on wood in the Hasedera Temple at Sakurai (Japan). Consolidation work was carried out: after putting on Japanese paper to protect the surface, a solution of Paraloid B72 (chosen for its adhesive qualities) was injected between the coat of colour and the support. *wood-paintings—temples—consolidation of materials—Japan*.

**Tokyo National Research Institute of

Cultural Properties, Ueno Park, Taito-ku, Tokyo (Japan). ISSN 0287 0606.

15. VERNACULAR ARCHITECTURE

PEDERSEN, R., **Byggeskiken i Hedmarksygdene. Forsøk på en oversikt**, in *Foreningen til Norske fortidsminnesmerkers Bevaring Arbok* 1985, p. 29-74, ill., bibl., Nor., sum in Eng. (K-236, A.T. 358).

Traditional architecture in the Hedmark region in Norway dating from the 18th and 19th centuries is not very well known. Here it is studied using the case of a typical farm, at Sorum, whose buildings are described and analysed. The author points out that the houses, which are usually quite old, have been periodically transformed. Rather than pull them down, their inhabitants preferred to modify and enlarge them in order to meet new needs. *typological analysis—Norway*.

**Fortidsminnesmerkes Bevaring, Oslo (Norway).

16. ARCHITECTURAL HERITAGE

Preservation of Monuments Board, National Monuments, Singapore, 1985, 21 p., ill., map., Eng. (8748).

In this illustrated guide to the architectural heritage of Singapore 17 of the most characteristic monuments have been selected for presentation: places of worship (Buddhist temples, mosques and churches), a covered market, a hospital and a private house. A short note traces the history of their construction and their conservation and indicates when they were classified as national monuments*. conservation of historic monuments—Singapore*.
**Preservation of Monuments Board, Singapore. ISBN 9971 88 074 1.

17. LEGISLATION

PRUSZYŃSKI, J., **Regulacja ustawowa ochrony zabytków**, in *Ochrona Zabytków*, vol. 1, 1985, p. 28-31, Pol., sum. in Eng. (K-150).

The law promulgated in 1962 for the protection of cultural heritage in Poland has been judged inadequate for social, economic and administrative reasons. The amend-

ments suggested in this article involve resorting to the Code of Administrative Procedure, which would fill the gaps in the area of rights and obligations of private owners and the authorities. *protection of cultural heritage—Poland*.

**Ministertwo Kultury i Sztuki, 00 052 Warszawa, ul Mazowiecka 11, pok. 17 i 18 (Poland).

18. CONVERSION OF BUILDINGS

Renovation Case History No. 13: The Old Schoolhouse, in *Traditional Homes*, October 1985, p. 18-28, ill., plans, Eng. (K-288).

This article recounts one case of renovation undertaken privately in England. A small 17th-century school, the oldest in Lancashire, was bought by a couple in 1984 in order to be turned into a private home. The work involved the shell of the building (roofing, reinforcement of walls, etc.), installation of modern conveniences (electricity, water) and changing the interior layout. Tables supply details on the cost of the operation: purchase price of the building, salaries of the workers, purchase of material, and the address of suppliers and the specialists resorted to. *school buildings—restoration work—United Kingdom*.

**D. Foster, Anchor House, 8 High Street, Pucksridge, Herts SG11 1RN (United Kingdom).

19. THEORY OF ARCHITECTURE

SIMOUNET, R., **Respect et métamorphose d'un lieu**, in *Revue de l'Art*, n° 68, 1985, p. 53-54, ill., Fr. (K-164).

The Hôtel Salé in the Marais district (Paris) was first occupied by the Ecole Centrale and then by the Ecole des Métiers d'Art before it was chosen in 1974 to house the Picasso donation. The architect in charge of its transformation into a museum briefly outlines the principles his project followed. As he did not wish to add an extension, he had to use the existing layout of space and floors as best as he could and highlight the great stairway, the bay windows and the gardens, all the while respecting the limits imposed by the role of the museum and security standards. The Museum was

A SELECTION OF TECHNICAL
LITERATURE ON THE
CONSERVATION OF HISTORIC
MONUMENTS

opened in October 1985. *town houses—conversion of buildings—museums—France*. **Centrale de revues, 11 rue Gossin, 92543 Montrouge Cedex (France). ISBN 2-222-96413.

20. EARTHQUAKE DAMAGE

Strengthening Pagan Monuments, in *Pagan Newsletter* 1985, p. 1, ill., Eng. (K-269, Sé. 218).

Anti-seismic reinforcement work has been undertaken on two Pagan monuments (Burma). It had been noticed that in the temple of Kyaukku Umin existing cracks had widened during the earthquake of 1975. The walls were strengthened by injections along the cracks and by a belt of reinforced concrete at the top. The south Guni temple was reinforced by using steel ties in the masonry of the walls as well as by injections. One of its towers had already been strengthened with a light reinforced concrete structure. *temples—reinforcement—Burma*.

**U Bo Kay, Conservator of Pagan, Department of Archaeology, Pagan (Burma).

21. FINANCING

TOULOUPE, E., **Travaux sur l'Acropole: organisation et financement**, in *2nd International Meeting for the Restoration of the Acropolis Monuments Parthenon*, Athens 1985, p. 37-43, Fr. (8720).

This paper, presented at Athens in 1983, outlines the different responsibilities of the various officials in charge of the conservation of the Acropolis. They are chosen by the service of antiquities of Greece and seconded for the financial management by the Committee for the Conservation of the Monuments of the Acropolis, established in 1975. The financing of the work, the salaries and the material are taken care of by the state to a considerable degree, but also by the Commission of European Communities, which pays a subvention, and also by countries having answered the appeal made by Unesco. The project for the new museum has already found the necessary funding but the problem of its site has yet to be resolved. *acropolises—history of conservation—Greece*.

**Committee for the Preservation of the Acropolis Monuments, Polygotou 10, 10555, Athens (Greece).

22. MANAGEMENT OF ARCHAEOLOGICAL SITES

VUGA, D., **Konservatorsko razmisljanje o posejih na poznorimskodobnih najiscih slovenije v zadnjihdvajsetih letih = Conservator's Reflections upon Interventions in Late-Roman Finds in Slovenia for the Last 22 Years**, in *Varstvo Spomenikov*, v. 27, 1985, p. 155-160, map, Serbo-croat, sum. in Eng. (K-188).

Many Late Roman Empire sites of Slovenia have been excavated and examined over the last twenty years and partially opened to the public. The author suggests concentrating archaeological research and restoration on the Vranje site on account of the exceptional quality of its Roman fortress and the educative role its enhancement could play. *archaeological remains—forts—roman architecture—Yugoslavia*.

**Zavod SR Slovenije za varstvo naravnih in kulturne dediscine, 61000 Ljubljana, Plecnikov trg 2, (Yugoslavia). ISSN 0350 9494.

23. PHOTOGRAMMETRIC SURVEYS

VYSEK, H., **100 Jahre Photogrammetrie im Dienste der Denkmalpflege**, in *Architektur der DDR*, n° 10, 1985, p. 612-617, ill., Ger. (Ph. 169).

In 1984 the 150th anniversary of the discovery of photogrammetry by the architect Albrecht Meydenbauer was celebrated along with the 100th anniversary of the *Mesbildanstalt* in Germany. The history of this institution and the life of its founder are recounted here. These archives, a repertory of the monuments of 78 towns and villages in the GDR, played an inestimable role in background research for the restoration of monuments, especially those destroyed during the last war. Accordingly they must be preserved and expanded. *scientific cooperation—archives—GDR*.

**International Buchhandlungen in den jeweiligen Ländern bzw., DDR 7010 Leipzig, Talstrasse 29 (GDR). ISSN 0323 3413.

24. SITE MUSEUMS

ZILIN, W., **The Museum of Qin Shi Huang Terracotta Warriors and Horses**, in *Museum*, n° 147, p. 140-147, ill., Eng., Fr. (K-132).

In 1974 a gigantic army of life-sized statues was uncovered beside the Qin Shi Huang mausoleum in the province of Shanxi. The soldiers and horses were assembled from moulded and engraved terra cotta; the chariots were made of wood or metal. The government immediately decided to build a museum on the site in order to preserve the discovery. This is only one part of a vast project that calls for five thematic museums linked to the find. *management of archaeological sites—shelters—China*.

**Icom, Maison de l'Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France). ISSN 0304 3002.

OUVRAGES REÇUS

SELECTION D'OUVRAGES REÇUS AU CENTRE DE DOCUMENTATION UNESCO-ICOMOS

Conservation de l'art rupestre, par J. Brunet, P. Vidal et J. Vouvé, série «Etudes et Documents sur le Patrimoine Culturel», n° 7, Unesco, Paris 1985, 232 pp., ill., fr. (8776, AR. 175)

Deux études et un glossaire illustré composent cette publication technique sur l'examen de l'environnement climatique et pictural appliqué aux grottes en climat tempéré (cas de la cavité de Lascaux en France) et aux abris sous roche en milieu désertique (cas du Tassili N'Ajjer en Algérie). Le glossaire intitulé «Sauvergarde de l'art rupestre préhistorique» est un outil extrêmement précieux comportant des termes scientifiques sur la détérioration de la pierre, les produits et méthodes utilisés pour sa conservation, et des termes plus généraux tels que l'art pariétal, l'art préhistorique, le climat souterrain, etc.

Ce document est en cours de traduction en anglais.

Information: Division du Patrimoine Culturel, Unesco, 1 rue Miollis 75015 Paris et/ou Centre de Documentation Unesco-Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France). Diffusion gratuite contre paiement des frais postaux:

Europe FF 20/ US \$3; autres pays: FF 30/ US \$4.50

Protection of Movable Cultural Property, Collection of Legislative Texts, Unesco, Paris 1985, env. 10 pp. chaque fascicule, ang. (Législation)

Cette série de petites monographies regroupe les textes de loi et les règlements qui concernent la protection des biens culturels mobiliers: la définition des biens, le système de propriété, les extensions de la protection (inventaires, exportations, etc.), les fouilles archéologiques et les découvertes fortuites, les sanctions, et les autorités responsables de la protection. La 1^{re} série de livrets (uniquement en anglais) expose la législation en vigueur au Brésil, au Belize, à Chypre, à Cuba, en Egypte, au Honduras, au Lesotho, en Gambie et au Qatar.

Information: Division du Patrimoine Culturel, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France) Diffusion gratuite

Cultura della cooperazione e cultura del territorio, par C. Beguinot, Ministero degli Affari Esteri, Istituto Italo-Africano, Rome 1985, 502 pp., ill., ita., ang., ar. (8853)

«La réalisation au Caire de la Faculté 'Urban and Regional Planning' a constitué une expérience de grande valeur humaine et culturelle», c'est ainsi que l'on peut résumer la coopération culturelle entre l'Egypte et l'Italie qui, en 1977 a abouti à l'organisation et la coordination d'un programme didactique dirigé par des professeurs italiens assistés par des Egyptiens. Le but de ce programme était de former des «experts du territoire» dans ce pays où 14 des 40 millions d'Egyptiens vivent au Caire, et où le développement économique, urbain et culturel nécessite une planification menée par des spécialistes. Cet ouvrage relate les modalités de cette coopération et présente aussi la structure de la faculté et le contenu détaillé des cours qui ont été enseignés.

Information: Ministère des Affaires Etrangères, Dipartimento per la Cooperazione allo Sviluppo, Istituto Italo-Africano, Rome (Italie)

Actes du 5^e Congrès international sur l'altération et la conservation de la pierre, Presses Polytechniques Romandes, Lausanne 1985, 2 vol., 574 pp., bibl., fr./ang., rés. fr. et ang. ISBN 2-88074-085-1

Organisé par le Laboratoire de Conservation de la Pierre du Département des Matériaux de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, avec le soutien du PNR16 (Programme National de Recherche 16), de l'Icomos et de l'Iccrom, ce congrès a permis aux scientifiques et à tous les praticiens de la restauration d'échanger les résultats de leurs recherches et de leurs expériences. Ces deux volumes qui regroupent 115 communications constituent une précieuse source d'information et un encouragement à poursuivre les efforts nécessaires pour mener à bien toute oeuvre de conservation. Ils complètent aussi la documentation existant dans ce domaine de recherche qui concerne nombre de spécialistes de la conservation du patrimoine architectural à travers le monde. **Information:** Presses Polytechniques Romandes, Cité Universitaire, Centre Midi, Lausanne (Suisse). Prix: FS 155/FF 450/US \$64

The Acropolis at Athens, Conservation, Restoration and Research, 1975-1983, Ministry of Culture and Committee for the Preservation of the Acropolis Monuments, Athens, 126 pp., ill., ang. (8854)

Cet ouvrage est le catalogue d'une exposition réalisée sur l'histoire et la nature des travaux entrepris sur l'Acropole, exposition présentée à Athènes, Moscou, Londres et Amsterdam (en 1986). En effet, si les premiers travaux de consolidation ont débuté en 1834 et les grandes fouilles du site menées entre 1885 et 1890, ce sont les grandes restaurations de la fin du 19^e et du début du 20^e qui ont donné aux monuments de l'Acropole l'allure qu'on leur connaît aujourd'hui.

Ouvrage intéressant avec de nombreuses illustrations (photos, plans) et légendes très détaillées qui permettent à ceux qui n'ont pas eu le privilège de voir l'exposition de se faire une idée d'ensemble des travaux passés et de la recherche actuelle pour la sauvergarde de l'Acropole.

Information: Comité pour la Préservation des Monuments de l'Acropole, Polygotou 10, GR-10555 Athènes (Grèce).

La sensibilisation des enfants à l'existence, l'étude et la sauvegarde du patrimoine culturel archéologique, PACT News, n° 15 et 16, nov. et déc. 1985, 93 pp. et 68 pp., diff. langues (8847 et 8848).

Les actes de cette 1^{re} rencontre sont présentés en 2 parties dans une publication du Groupe Européen d'Etudes pour les Techniques Physiques, Chimiques, Biologiques et Mathématiques appliquées à l'Archéologie. Des intervenants de toute l'Europe ont exposé les efforts pédagogiques entrepris pour initier les enfants à la découverte du passé encore enfoui, afin qu'ils participent à la tâche commune de connaissance et de sauvegarde du patrimoine culturel archéologique. Dans une première étape cette analyse s'est limitée aux enfants d'âge correspondant aux classes élémentaires, et une seconde réunion abordera le niveau des adolescents.

Information: Centre Universitaire Européen pour les Biens Culturels, Villa Rufolo, 84010, Ravello (Italie) et/ou Conseil de l'Europe, CDUP, BP 431 R6, 67006 Strasbourg cédex (France)

BOOKS RECEIVED

A SELECTION OF BOOKS
RECEIVED BY THE
UNESCO-ICOMOS
DOCUMENTATION CENTRE

Conservation de l'art rupestre, by J. Brunet, P. Vidal and J. Vouve, series "Studies and Documents on Cultural Heritage," No. 7, Unesco, Paris 1985, 232 pp., ill., Fr. (8776, AR. 175).

This technical publication consisting of two surveys and an illustrated glossary focuses upon the examination of climatic and pictorial environment applied to caves in temperate climates (e.g. the Lascaux cave in France) and to shelters under rock (e.g. Tassili N'Ajjer in Algeria). The glossary which is entitled "Protection of prehistoric rock art" is an extremely precious tool, including as it does, scientific terms on stone deterioration, the products and methods used for the conservation thereof and terms of a more general nature such as cave painting, prehistoric art, underground climate, etc.

This document is in the process of being translated into English.

Information: Cultural Heritage Division, Unesco, 1 rue Miollis 75015. Paris and/or Unesco-Icomos Documentation Centre, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

Document free of charge; postage and handling costs: Europe FF 20/US \$/3; other countries FF 30/US \$4.50.

Protection of Movable Cultural Property, Collection of Legislative Texts, Unesco, Paris 1985, approx. 10 pp. in each volume, Eng. (Legislation).

This series of short monographs brings together the texts of laws and regulations for the protection of movable cultural property: definition of property, system of ownership, the extent of protection (inventories, exports, etc.), archaeological excavation and chance discovery, punishment and responsible protection authorities. The series (in English only) presents legislation in force in Brazil, Belize, Cyprus, Cuba, Egypt, Honduras, Lesotho, Gambia ad Qatar. *Information:* Cultural Heritage Division, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France). Sent free of charge.

Cultura della cooperazione e cultura del territorio, by C. Beguinot, Ministero degli Affari Esteri, Istituto Italo-Africano, Rome 1985, 502 pp., ill., Ital., Eng., Arab. (8853).

"The setting up in Cairo of the 'Urban and Regional Planning' Department was an experience of great human and cultural value." We can thus sum up the cultural cooperation between Egypt and Italy which led in 1977 to the organization and coordination of a teaching program run by Italian professors and assisted by Egyptians. The aim of this program was to train "local experts" in a country where 14 million out of a total population of a 40 million live in Cairo and where economic, urban and cultural development require the planning of specialists. This book sets forth the terms of this cooperation while at the same time presenting the structure of the department and a detailed catalogue of the courses taught.

Information: Ministry of Foreign Affairs; Dipartimento per la Cooperazione allo Sviluppo, Istituto Italo-Africano, Rome (Italy).

Minutes of the 5th International Congress on Stone Alteration and Conservation, Presses Polytechniques Romandes, Lausanne 1985, 2 vol., 574 pp., bibl., Fr./Eng., sum. Fr. and Engl. ISBN 2-88074-085-1.

This congress, which was put on by the Stone Conservation Laboratory of the Materials Department of the Federal Polytechnical School at Lausanne with the backing of PNR16 (National Research Program 16), Icomos and Iccrom, enabled scientists and all specialists from the world of restoration to share their research findings and experience. These two volumes which comprise 115 papers are a precious source of information and a stimulus to continue the effort required to complete conservation projects. They also add to existing documentation in this area of research which concerns many architectural heritage conservation specialists worldwide.

Information: Presses Polytechniques Romandes, Cité Universitaire, Centre Midi, Lausanne (Switzerland). Price FS 155/FF 450/US \$64

The Acropolis at Athens, Conservation, Restoration and Research, 1975-1983, Ministry of Culture and Committee for the Preservation of the Acropolis Monuments, Athens, 126 pp., ill., Eng. (8854).

This book is the catalogue of an exhibition on the historical background and type of restoration work performed on the Acropolis. The exhibition was shown in Athens, Moscow, London and Amsterdam (in 1986). Although the first consolidation projects began in 1834 and major excavation of the site extended between 1885 and 1890, it was the major restoration projects of the late 19th and early 20th centuries which gave the monuments of the Acropolis their present look.

This is an interesting book with many illustrations (photos, plans) and highly detailed legends, enabling those who were not fortunate enough to see the exhibition to come away with an overall idea of past work and current research for the protection of the Acropolis.

Information: Committee for the Preservation of the Acropolis Monuments, Polygnotou 10, GR-10555 Athens (Greece).

Making Children Aware of the Existence, Study and Conservation of the Archaeological Cultural Heritage, PACT News, issues 15 and 16, Nov. and Dec. 1985, 93 pp. and 68 pp., various languages (8847 and 8848).

The minutes of this meeting are presented in two parts in a publication by the European Study Group on Physical, Chemical, Biological and Mathematical Techniques Applied to Archaeology. Speakers from all over Europe presented teaching initiatives taken to enable children to discover the past, which they see as something remote, so that they may take part in the common endeavor of knowing and protecting the archaeological cultural heritage. This meeting focused upon children of elementary school age. A second meeting will deal with teen-agers.

Information: European University Centre for Cultural Properties, Villa Rufolo, 84010 Ravello (Italy) and/or the Council of Europe, CDUP, BP 431 R6, 67006 Strasbourg Cedex (France).

CALENDRIER CALENDAR

* Manifestations organisées par ou avec la participation de l'Icomos

* Events organized by or with the participation of Icomos

1986 Année Internationale de la Paix (Nations Unies)

Janvier 20-22, Paris (France): Séminaire sur l'aménagement urbain en Inde. *Information:* Association Dialogues entre les Cultures, 14 rue Notre-Dame des Victoires, 75002 Paris (France)

* **Janvier 22-24**, La Havane (Cuba): réunion conjointe des Présidents des Comités Nationaux de l'Icom et de l'Icomos d'Amérique Latine et des Caraïbes, et de Oralc. *Information:* Mrs. Clara Nieto de Ponce Leon, Oficina Regional de Cultura para América Latina y el Caribe, Calzada n° 551, esq. a D. Vedado, La Habana (Cuba).

* **Janvier 31-Février 1**, Vérone (Italie): réunion Comité de rédaction de la Charte des Villes Historiques. *Information:* Civih (Comité International des Villes Historiques), M. Román, Intendance des Monuments Historiques, Tancsics Mihaly utca 1, Budapest 1 (Hongrie).

Février 3, Paris (France): la notion de patrimoine urbain. *Information:* Institut Français d'Architecture, 6 rue de Tournon 75006 Paris (France)

* **Février 27-Mars 1**, Paris (France): réunion du Bureau I de l'Icomos. *Information:* Secrétariat International Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

Mars 6-16, Téhéran (Iran): Conférence internationale sur la reconstruction des zones endommagées par la guerre. *Information:* the Secretary, the Intern. Conf. on Reconstruction of the War Damaged Areas, Faculty of Fine Arts, University of Teheran, Teheran (Rép. Islam. d'Iran)

Mars 7-9, Londres (Royaume-Uni): Recherche de fonds et gestion financière des associations. *Information:* Esae, P.O. Box 32, CH-8093 Zürich (Suisse)

* **Mars 8**, Paris (France): 2^e réunion sur l'étude des critères d'inscription des biens d'architecture contemporaine sur la Liste du Patrimoine Mondial. *Information:* Secrétariat International Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

* **Mars 16-20**, Jérusalem: Le patrimoine et sa conservation. *Information:* Atzeret Ltd., the International Workshop on Heritage and Conservation, 29b Keren Hayesod Street, P.O. box 3888, Jerusalem 91037

Avril 1-5, Poitiers (France): 111^e congrès national des travaux des sociétés savantes organisé par le Comité des travaux historiques et scientifiques. *Information:* Dbmist/Cths, 3-5 Boulevard Pasteur, 75015 Paris (France)

1986 International Year of Peace (United Nations)

January 20-22, Paris (France): Seminar on Urban development in India. *Information:* Association Dialogues entre les Cultures, 14 Rue Notre-Dame des Victoires, 75002 Paris (France).

* **January 22-24**, Havana (Cuba): joint meeting of the Chairmen of Icom and Icomos National Committees from Latin America and the Caribbean and Oralc. *Information:* Mrs. Clara Nieto de Ponce Leon, Oficina Regional de Cultura para America Latina y el Caribe, Calzada n. 551, esq. a D. Vedado, Havana (Cuba).

* **January 31-February 1**, Verona (Italy): Historic Towns Charter drafting committee meeting. *Information:* Civih (International Committee for Historic Towns), Mr. Román, Department of Historic Monuments, Tancsics Mihaly utca 1, Budapest 1 (Hungary).

February 3, Paris (France): The concept of urban heritage. *Information:* Institut Français d'Architecture, 6 rue de Tournon 75006 Paris (France).

* **February 27-March 1**, Paris (France): Icomos Bureau I meeting. *Information:* Icomos International Secretariat, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

March 6-16, Teheran (Iran): International Conference on The Reconstruction of the War-Damaged Areas. *Information:* The Secretary, the International Conference of the Reconstruction of the War-Damaged Areas, Faculty of Fine Arts, University of Teheran, Teheran (Islamic Republic of Iran).

March 7-9, London (United Kingdom): Fund Raising and Financial Management for Associations. *Information:* Esae, P.O. Box 32, CH-8093 Zurich (Switzerland).

* **March 8**, Paris (France): 2nd meeting for the review of criteria for the inclusion of contemporary architectural properties on the World Heritage List. *Information:* Icomos International Secretariat, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

* **March 16-20**, Jerusalem: Heritage and its Conservation. *Information:* Atzeret Ltd., the International Workshop on Heritage and Conservation, 29b Keren Hayesod Street, P.O. Box 3888, Jerusalem 90137.

April 1-5, Poitiers (France): 111th National Congress of Learned Societies organized by the Comité des travaux historiques et scientifiques. *Information:* Dbmist-Cths, 3-5 Bd. Pasteur 75015 Paris (France).

Avril 2-6, Washington (USA): réunions annuelles de la Sah (Society of Architectural Historians) et débats sur les aspects de la sauvegarde du patrimoine architectural. *Information:* Sah, Suite 716, 1700 Walnut, Philadelphia, PA 19103, 6085 (USA)

* **Avril 16-18**, Alger (Algérie): rencontre d'Alger dans le cadre de la Convention du Patrimoine Mondial pour l'élaboration d'un atlas des sites maghrébins inscrits sur la Liste. *Information:* Secrétariat International Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

* **Avril 18**: Journée Internationale pour les Monuments et les Sites. *Information:* votre Comité National et le Secrétariat International de l'Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

Avril 21-25, Tlaxcala (Mexique): L'urbanisme dans les pays en développement, présent et futur. *Information:* 2^e Congrès Ibero-Américain sur l'urbanisme, Gobierno del edo. de Tlaxcala, CoPlaza de la Constitución 17, C.P. 90000 Tlaxcala (Mexique)

Avril 21-26, Séville (Espagne): 10^e anniversaire du prix Aga Khan d'Architecture et séminaire. *Information:* the Aga Khan Award for Architecture, 32 Chemin des Crêts de Pregny, 1218 Grand Saconnex (Suisse)

Avril 28-Mai 2, Madrid (Espagne): Les ouvrages d'art et de génie civil: une nouvelle dimension du patrimoine. *Information:* Conseil de l'Europe, BP 431 R6, 67006 Strasbourg cedex (France)

Mai 4-8, Rome (Italie): réunion du 40^e Conseil et 14^e session de l'Assemblée Générale de l'Iccrom. *Information:* Iccrom, 13 via di San Michele, 00135 Rome (Italie)

* **Mai 10-12**, Paris (France): réunion du Bureau II de l'Icomos. *Information:* Secrétariat International de l'Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

Mai 19-24, Athènes (Grèce): colloque international sur l'archéométrie. *Information:* Nuclear Research Centre Demokritos, Aghia Paraskevi, Attiki, Athènes (Grèce)

* **Mai 19-24**, Leuven (Belgique): La consolidation des structures anciennes. *Information:* Comité belge de l'Icomos, Groot Begijnhof 95, 3000 Leuven (Belgique)

* **Mai 19-25**, Villahermosa (Mexique): 5^e colloque national des musées, à participation internationale, et avec une intervention sur la conservation des biens monumentaux. *Information:* M.A. Manrique, Culiacan 123, 3^e Piso, Mexico, D.F. (Mexique)

April 2-6, Washington (USA): the annual meeting of the Sah (Society of Architectural Historians) and discussions on different aspects of the conservation of the architectural heritage. *Information:* Sah, Suite 716 1700 Walnut Street, Philadelphia, PA 19103, 6085 (USA).

* **April 16-18**, Algiers (Algeria): World Heritage Convention meeting in Algiers: preparation of an atlas of Maghrebian sites included on the List. *Information:* Icomos International Secretariat, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

* **April 18**, International Day for Monuments and Sites. *Information:* Your National Committee and the Icomos International Secretariat, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

April 21-25, Tlaxcala (Mexico): Urban Planning of the Present and Future in Developing Countries. *Information:* 2nd Ibero-American Congress on Urban Planning, Gobierno de edo de Tlaxcala, CoPlaza de la Constitución 17, C.P. 90000 Tlaxcala (Mexico).

April 21-26, Sevilla (Spain): 10th Anniversary of the Aga Khan Award for Architecture and seminar. *Information:* the Aga Khan Award for Architecture, 32 Chemin des Crêts de Pregny, 1218 Grand Saconnex (Switzerland).

April 28-May 2, Madrid (Spain): Civil Engineering Constructions: a new dimension of heritage. *Information:* Council of Europe, BP 431 R6, 67006 Strasbourg Cedex (France).

May 4-8, Rome (Italy): Meeting of the 40th Council and the 14th Session of the Iccrom General Assembly. *Information:* Iccrom, 13 via di San Michele, 00135 Rome (Italy).

* **May 10-12**, Paris (France): Icomos Bureau II meeting. *Information:* Icomos International Secretariat, 75 rue du Temple 75003 Paris (France).

May 19-24, Athens (Greece): International symposium on Archaeometry. *Information:* Nuclear Research Centre Demokritos, Aghia Paraskevi, Attiki, Athens (Greece).

* **May 19-24**, Leuven (Belgium): The Structural Consolidation of Ancient Buildings. *Information:* Secretariat of the Belgian Committee of Icomos, Groot Begijnhof 95, 3000 Leuven (Belgium).

* **May 19-25**, Villahermosa (Mexico): 5th National Symposium on Museums, with participants from abroad and a lecture on the conservation of monuments. *Information:* M.A. Manrique, Culiacan 123, 3^e Piso, Mexico, D.F. (Mexico).

CALENDRIER / CALENDAR

***Mai 23-25**, Oslo (Norvège): réunion pour l'harmonisation des listes indicatives des pays nord européens, dans le cadre de la Convention du Patrimoine Mondial. Information: Secrétariat International Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

Mai 25-30, Avignon (France): réunion du Groupe international de recherche sur la préservation du bois. Information: Centre technique forestier tropical, 45bis ave. de la Belle Gabrielle, 94130 Nogent sur Marne (France)

***Mai 27-Septembre 1**, Paris (France): *Créer dans le créé: les aménagements contemporains dans les bâtiments anciens*; exposition organisée au Centre G. Pompidou par la Section française de l'Icomos, 62 rue Saint-Antoine, 75004 Paris (France)

Mai 1986 (dates à préciser), Ravello (Italie): 2^e rencontre sur la sensibilisation des adolescents à l'existence, l'étude et la sauvegarde du patrimoine archéologique. Information: Centre Universitaire Européen pour les Biens Culturels, Villa Rufolo, 84010 Ravello (Italie) et/ou Conseil de l'Europe, CDUP, BP 431 R6, 67006 Strasbourg (France)

Mai 31-Juin 5, Ottawa (Canada): conférence sur la *Stratégie Mondiale de la Conservation* organisée par l'Uicn. Information: Conférence SMC, 1673 avenue Carling, Ottawa, Ontario K2A 3Z1 (Canada).

***Juin 7**, Lyon (France): colloque organisé par la Section française de l'Icomos (et le Conseil National des Villes d'Art) sur l'aménagement des espaces collectifs urbains. Information: Section française de l'Icomos, 62 rue Saint-Antoine, 75004 Paris (France).

***Juin 9-13**, Rennes, Saint-Malo (France): le Conseil de l'Europe et Arim Bretagne organisent un colloque sur le thème: *Politiques de conservation et gestion urbaine dans les villes moyennes et petites*. Information: M. Ebel, Pact-Arim Bretagne, 22 rue Poullain Duparc, 35000 Rennes (France)

***Juin 16-19**, Paris (France): 10^e session du Bureau du Comité du Patrimoine Mondial. Information: Secrétariat International de l'Icomos, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France)

Juin 16-21, Rome (Italie): cours organisé sur les techniques et méthodes d'étude, diagnostic et intervention. Information: Mara Nimmo, Istituto Centrale per il Restauro, Segretaria Tecnica, 9 Piazza S. Francesco di Paola, 00184 Rome (Italie)

***Juin 16-23**, Varsovie (Pologne): colloque sur la sauvegarde du paysage

***May 23-25**, Oslo (Norway): meeting for the harmonization of tentative lists of North European countries, within the framework of the World Heritage Convention. Information: Icomos International Secretariat, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

May 25-30, Avignon (France): meeting of the International Research Group on Wood Preservation. Information: Centre Technique forestier tropical, 45bis Avenue de la Belle Gabrielle 94130 Nogent-sur-Marne (France).

***May 27-September 1**, Paris (France): *Creating in the created: The Contemporary Interior Architecture of Old Buildings*; exhibition shown at the Centre G. Pompidou by the French Section of Icomos, 62 rue Saint-Antoine, 75004 Paris (France).

May 1986 (dates to be decided), Ravello (Italy): 2nd meeting on *Making Children aware of the existence, study and conservation of the archaeological cultural heritage*. Information: European University Centre for Cultural Properties, Villa Rufolo, 84010 Ravello (Italy) and/or Council of Europe, CDUP, BP 431 R6, 67006 Strasbourg (France).

May 31-June 5, Ottawa (Canada): Conference on *World Strategy on Conservation* organized by Iucn. Information: Conference SMC, 1673 Carling Avenue, Ottawa Ontario K2A 3Z1 (Canada).

***June 7**, Lyon (France): symposium organized by the French Section of Icomos (and the Conseil National des Villes d'Art) on the *development of collective urban space*. Information: French Section of Icomos, 62 rue Saint-Antoine, 75004 Paris (France).

***June 9-13**, Rennes, Saint-Malo (France): the Council of Europe and Arim Bretagne will hold a symposium on: *Conservation and Urban Management Policies in small and medium-size towns*. Information: Mr. Ebel, Pact-Arim Bretagne, 22 rue Poullain Duparc, 35000 Rennes (France)

***June 16-19**, Paris (France): 10th *World Heritage Committee Bureau session*. Information: Icomos International Secretariat, 75 rue du Temple, 75003 Paris (France).

June 16-21, Rome (Italy): course on study, diagnosis and intervention techniques and methods. Information: Mara Nimmo, Istituto Centrale per il Restauro, Segretaria Tecnica, 9 Piazza S. Francesco di Paola, 00184 Rome (Italy).

***June 16-23**, Warsaw (Poland): Conference on *Rural Landscape Ma-*

nagement: passé, présent et avenir. Information: Icomos Pologne, Château Royal de Varsovie, Pl. Zamkowy 4, 00277 Varsovie (Pologne).

***Juin 16-Juillet 25**, Trondheim (Norvège): 2^e cours international sur les technologies de conservation du bois. Information: Iccrom, 13 via di San Michele, 00135 Rome (Italie)

Juin 23-27, Copenhague (Danemark): cours sur les méthodes de travail pour la planification de la restauration et de la conservation. Information: Mrs. Karin Berg, Royal Danish Academy of Fine Arts, School of Architecture, Dept. of Restoration, Kgs. Nytorv 5, DK-1050 Copenhagen K. (Danemark)

Juin 25-Juillet 8, Ankara (Turquie): cours sur la documentation et la restauration des bâtiments en bois. Information: Dr. Omür Bakirer, Middle East Technical University, Faculty of Architecture, İnönü Bulvarı, Ankara (Turquie)

Juillet, Londres (Royaume-Uni): cours d'une semaine sur la conservation (sites archéologiques, objets, etc.). Information: Mr. James Black, coordinator, Conservation Summer School, 31-34 Gordon Square, Londres WC1H 0PY (Royaume-Uni)

Juillet 1-2, Paris (France): session du Comité Exécutif de l'Icom; Information: Secrétariat International de l'Icom, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France).

Juillet 1-Août 23, Naxos (Grèce): stage de relevés architecturaux des anciens bâtiments de la ville historique de Naxos. Information: Institut Hellène d'Architecture et d'Urbanisme Méditerranéens, B.P. 15, 84300 Naxos (Grèce) ou Mme E. Serghie-Wagner, 103 rue de Lille, 75007 Paris (France)

***Juillet 16-18**, West Dean (Royaume-Uni): séminaire sur le bois. Information: UK/Icomos, 34-36 Bedford Square, London WCI ou the Conference Organizer, West Dean College, West Dean, Singleton, NR Chichester, West Sussex PO18 0QZ (Royaume-Uni)

***Juillet 18-28**, Fontevraud (France): 10^e stage international d'été sur la sauvegarde du patrimoine et de son environnement. Information: Jeunesse & Patrimoine, 9 Avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris (France)

Août 10-14, Adelaïde (Australie): *Conserving the Past for the Future*. Information: Iccm '86, Programme Committee, the State Conservation Centre of South Australia, 70 Kintore Avenue, Adelaïde 5000 (Australie)

agement - History, Present and Future. Information: Icomos Polish National Committee, Royal Palace of Warsaw, P1. Zamkowy 4, 00277 Warsaw (Poland).

***June 16-July 25**, Trondheim (Norway): 2nd international course on *Wood Conservation Techniques*. Information: Iccrom, 13 via di San Michele, 00135 Rome (Italy).

June 23-27, Copenhagen (Denmark): course on *Working Methods for restoration and conservation planning*. Information: Mrs. Karin Berg, Royal Danish Academy of Fine Arts, School of Architecture, Dept. of Restoration, Kgs. Nytorv 5, Dk-1050 Copenhagen K. (Denmark)

June 25-July 8, Ankara (Turkey): course on *The Documentation and Restoration of Wooden Buildings*. Information: Dr. Omür Bakirer, Middle East Technical University, Faculty of Architecture, İnönü Bulvarı, Ankara (Turkey).

July, London (United Kingdom): a one week's course on *Conservation* (archaeological sites, objects, etc.). Information: Mr. James Black, coordinator, Conservation Summer School, 31-34 Gordon Square, London WC1H 0PY (United Kingdom).

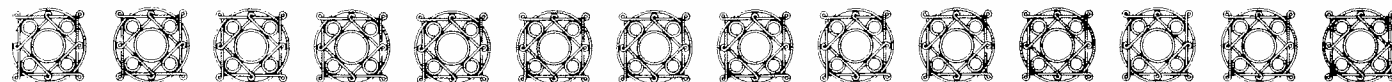
July 1-2, Paris (France): *Icom Executive Committee session*. Information: Icom International Secretariat, Unesco, 1 rue Miollis, 75015 Paris (France).

July 1-August 23, Naxos (Greece): course on *Architectural drafting of the old buildings of the historic town of Naxos*. Information: Hellene Institute of Mediterranean Architecture and Town Planning, P.O. Box 15, 84300 Naxos (Greece) or Mme E. Serghie-Wagner, 103 rue de Lille, 75007 Paris (France).

***July 16-18**, West Dean (United Kingdom): *Seminar on Wood*. Information: UK/Icomos, 34-36 Bedford Square, London WCI or the Conference Organizer, West Dean College, West Dean, Singleton, NR Chichester, West Sussex PO18 0QZ (United Kingdom).

***July 18-28**, Fontevraud (France): 10th international Summer Course on *Protection of Heritage and its Environment*. Information: Jeunesse & Patrimoine, 9 Avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris (France).

August 10-14, Adelaïde (Australia): *Preserving the Past for the Future*. Information: Iccm '86, programme Committee, the State Conservation Centre of South Australia, 70 Kintore Avenue, Adelaïde 5000 (Australia).



EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE



**FRANCESCO LUCARELLI
OURO PRETO E OLINDA
CENTRI STORICI DEL
BRASILE «MEMORIA»
PER L'UMANITÀ**

Contributo di E. Petroncelli

Il volume vuole, anzitutto, recuperare l'evoluzione del concetto generale di bene culturale, ponendo in luce il ruolo che negli ultimi cinquant'anni hanno assunto le Carte e le Direttive internazionali sulle legislazioni dei singoli Paesi. L'approfondimento del tema della tutela dei Centri Storici nei Paesi emergenti e la scelta del Brasile — esempio prestigioso di civiltà coloniale e post-coloniale — consentono di approfondire le radici storiche di un popolo e le sue scelte coerenti verso il recupero dell'identità nazionale; ma, al contempo, di cogliere le profonde contraddizioni socio-economiche che accompagnano la tutela e la rivitalizzazione dei centri storici. Il lavoro è arricchito da Cartografie originali degli insediamenti e da documentazione legislativa, tecnica e fotografica degli interventi di recupero in atto.

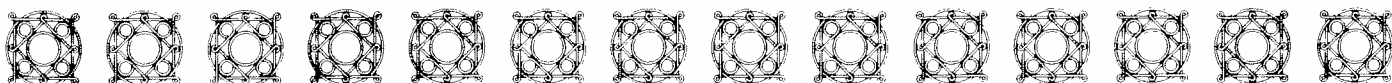
This volume represents an attempt, to review the general concept of cultural property, emphasizing the role that the international Papers and Instructions have played during the last fifty years in the legislation of each country.

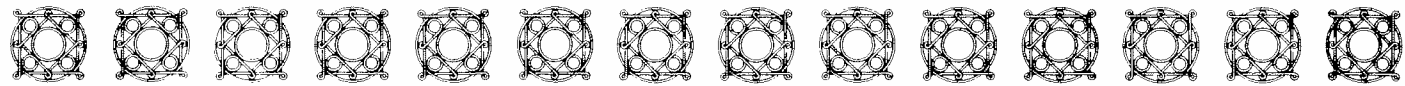
A close examination of the subject of Historic Centres in the emerging countries and the choice of Brazil — a striking instance of colonial and post-colonial cultures — make it possible to look more deeply into a people's historic roots and into the logical choices made in the hopes of recovering national identity. At the same time, however, this study allows us to understand the deep socio-economic contradiction that arise with the protection and the rehabilitation of historic centres. This work is enriched with the original, settlement maps and with legislative, technical and photographic documentation of the re-use interventions that are underway.

(cod. 0585045)

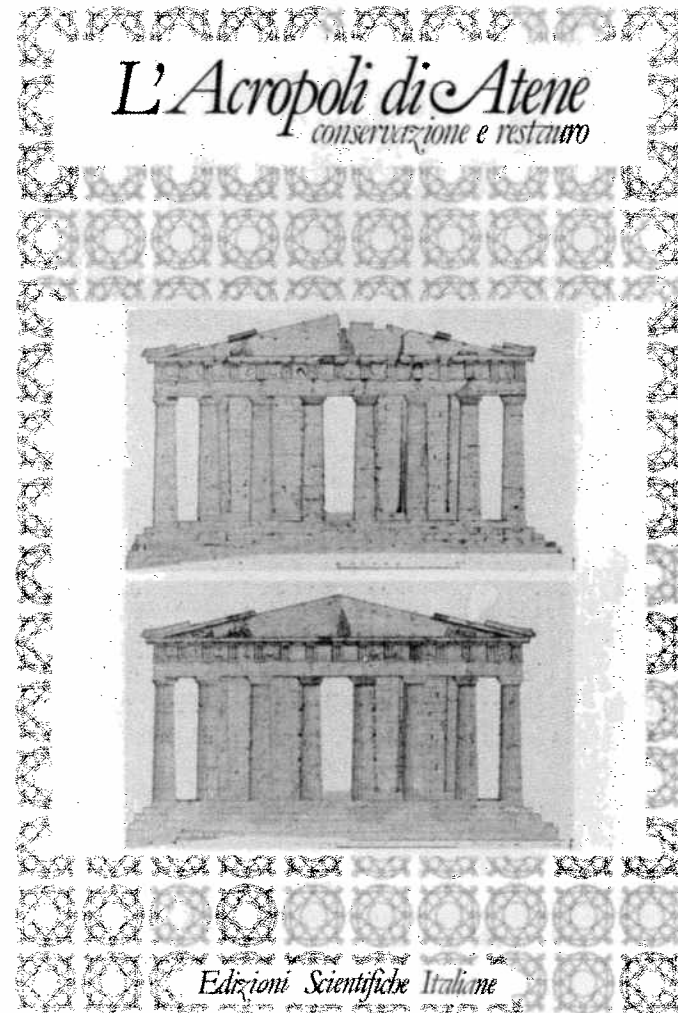
Caratteristiche:
1985; pp. 380; 48 tavv. b/n e col. f.t.; 1
tav. doppia e 1 tripla b/n f.t.; f.to
16,5 x 24; L. 48.000.

Specifications:
1985; 380 pages; 48 black and white and
colour plates; 1 double and 1 triple black
and white plate; format 16,5 x 24; \$ 24.





EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE



Prendendo spunto dai lavori svolti, Nel febbraio 1984 a Napoli, da un gruppo di esperti di Restauro greci ed italiani, si propone all'attenzione dell'opinione pubblica e degli studiosi il complesso dei problemi oggi esistenti per la conservazione ed il restauro dei monumenti dell'Acropoli di Atene. L'interessamento del mondo intero, sollecitato dalla Grecia e sostenuto dalle campagne promosse anche dall'UNESCO, ha prodotto l'avvio di una serie di ricerche e di progettazioni che impongono, prima dell'esecuzione dei lavori, una ampia verifica critica e tecnica, alla luce della moderna cultura della conservazione.

Il volume raccoglie — insieme con una informazione generale che precisa i termini dei problemi in discussione — relazioni, interventi e conclusioni, registrati in occasione del convegno, organizzato dalla Scuola di perfezionamento in Restauro dei monumenti dell'Università di Napoli, che ha fornito interessanti contributi alla suddetta verifica.

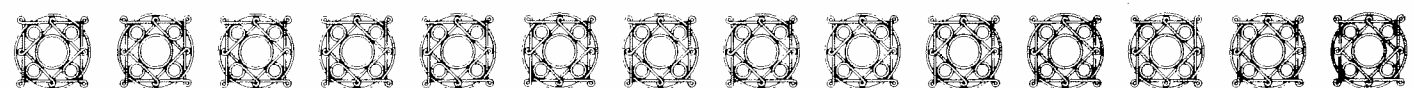
1985; pp. 124; 34 ill. b/n e col.; f.to 21,5x21,5; L. 20.000

Taking as starting point the work done in Naples in February 1984 by a group of Greek and Italian experts of restoration, the series of the present problems for the preservation and restoration of the Acropolis' monuments in Athens is brought to the attention of scholars and public opinion.

The interest of the entire world, solicited by Greece and also supported by the initiatives taken by UNESCO, has brought about the beginning of a series of studies and projects that necessitate, before the execution of the work, an extensive critical and technical verification, in light of the modern field of preservation.

The volume gathers — together with general information which specifies the terms of the problems under discussion — reports, interventions and conclusions, collected during the Conference organized by the School of Specialization in restoration of monuments (University of Naples), which has provided interesting contributions to the above-mentioned study.

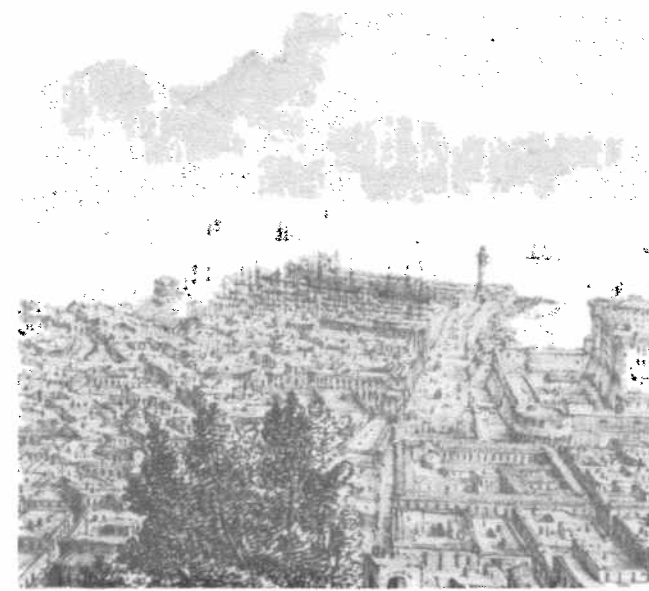
1985; 124 pages; 34 black and white and colour pictures; format 21,5x21,5; \$ 10.00



Giancarlo Alisio

NAPOLI E IL RISANAMENTO

Recupero di una struttura urbana



Caratteristiche dell'opera:
formato cm 27,5 x 34
rilegato in tutta tela con incisioni in oro
sovracoperta a colori plastificata
16 riproduzioni a colori di litografie del D'Ambrà
90 tavole cartografiche
90 grafici su carta pergamena
500 illustrazioni, 500 pagine
L. 170.000

Specifications:
format cm 27,5 x 34
clothbound with golden engravings
plasticized coloured cover
16 colour reproductions of lithographs by D'Ambrà
90 cartographic plates
90 graphs on parchment paper
500 pictures, 500 pages
\$ 81.00

Il volume illustra le operazioni condotte, a partire dal 1884, in seguito all'epidemia di colera, sui quartieri Porto, Pendino, Mercato e Vicaria. Particolare risalto acquista la pianta al 200 dei «quartieri bassi» — una straordinaria novità per la cartografia napoletana — redatta in 140 fogli, di cui si analizzano 90 tavole, sovrapponendo ad esse un lucido con lo stato attuale delle corrispondenti aree. A commento del grafico è stata inoltre redatta una scheda in cui si evidenziano i caratteri ambientali e urbanistici della città, prima delle opere del risanamento, e le avvenute trasformazioni.

This book deals with the work carried out since 1884 in the quarters of Porto, Pendino, Mercato and Vicaria following the cholera epidemic. Of particular note is the map of the «lower quarters» — an extraordinary first in the field of Neapolitan cartography. The map is composed of 140 plates, 90 of which are analysed in detail. The present state of the town can be compared by means of transparent sheets placed over the corresponding areas. To further illustrate the graphic material, there are tables indicating operations and the slumclearance and transformations.

Roberto Di Stefano

LA CERTOSA DI SAN GIACOMO A CAPRI



Caratteristiche dell'opera:
formato cm 21 x 31
rilegatura in tutta tela
sovracoperta a colori plastificata
58 riproduzioni in bianco e nero
48 fotografie a colori
25 in bicromia
90 bianco e nero
didascalie in francese, inglese e tedesco
280 pagine
L. 70.000

Specifications:
format cm 21 x 31
clothbound
plasticized coloured cover
58 black and white reproductions
48 colour photographs
25 two-colour
90 black and white
captions in French, English and German
280 pages
\$ 34.00

Se dalla piazzetta di Capri si scende verso la stradina che collega i giardini di Augusto con il viale d'ingresso alla Certosa, si avverte subito il piacere di passare da uno spazio costruito di tipo urbano ad un ambiente diverso, dove la bellezza della natura si impone. Non vi è soluzione di continuità alcuna in questa verde distesa, in cui si ritrovano le fabbriche conventuali spontaneamente nate, o sono sei secoli, e cresciute vive ancora oggi, nonostante le offese e le violenze non della natura ma di pochi uomini. Il volume è corredato da un'ampia bibliografia e dagli indici dei luoghi, dei nomi e delle illustrazioni.

Departing from the Piazzetta taking the lane that links the Augustan gardens to the Certosa's access road, one immediately experiences the pleasure of passing from an urban setting to a different environment in which nature's beauty reigns. This green expanse is quite varied: one finds monastic buildings that spontaneously came into being six centuries ago and which exist to this day despite the damage caused by a few men rather than by nature. This book also includes an ample bibliography and indexes of names, places, and illustrations.



EDIZIONI SCIENTIFICHE ITALIANE



RESTAURO Quaderni di restauro dei monumenti e di urbanistica dei centri antichi

Rivista bimestrale diretta da Roberto Di Stefano
Bimonthly review edited by Roberto Di Stefano

La rivista contribuisce a soddisfare le esigenze fondamentali degli operatori del settore e di quanti (architetti, ingegneri, sovrintendenti) sono interessati ai problemi artistici ed architettonici, con la pubblicazione dei suoi «Quaderni», ciascuno dedicato ad uno specifico argomento, che raccolgono informazioni, notizie tecniche, risultati di studi e ricerche, atti di convegni e dibattiti, sempre relativi al restauro dei monumenti e all'urbanistica dei centri antichi.

This review attempts to fulfil the fundamental needs of those who work in the field and those (architects, engineers, administrators) interested in artistic and architectural problems. Each of the "Quaderni" deals with a specific subject and collects news, results of studies and researches, minutes of meetings and debates relating to the restoration of monuments and town-planning.

(f.to 17 x 24) Abb. 1985: L. 62.000 (Italia), L. 80.000 (Estero)
Fascicolo sing.: L. 14.000 (Italia), L. 18.000 (Estero)
(format 17 x 24) 1985 subscription: \$ 30.00 (Italy), \$ 38.00 (Abroad)
One issue: \$ 7.00 (Italy), \$ 9.00 (Abroad)

MUSEOLOGIA

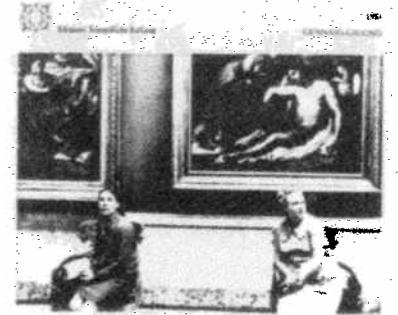
Publicata per conto della Società Italiana di Museologia sotto l'egida dell'Università Internazionale dell'Arte di Firenze
Rivista semestrale diretta da Ezio De Felice
Published for the Italian Society of Museology, under the aegis of the International University of Art of Florence
Semestrial review edited by Ezio De Felice

A Museologia collaborano specialisti italiani e stranieri i cui articoli pubblicati in italiano, inglese e francese, sono ampiamente illustrati. La rivista si occupa prevalentemente di storia dei musei, di problemi critici di allestimento e di architettura museale. Sono numerosi anche i lavori sull'evoluzione del concetto di musealizzazione, sulla funzione del museo, sul suo rapporto con l'ambiente architettonico e sociale e sulle modificazioni che vi determina. Una costante attenzione è rivolta alle iniziative più recenti, italiane e straniere, nel campo dei musei. Altri contributi sono raccolti in apposite rubriche, come «Il parere del fotografo», «Letteratura-museo», «Vecchie immagini-museo», «Recensioni».

Italian and foreign specialists contribute to Museologia with articles in Italian, English and French. This review deals above all with history of museums, critical problems of preparation and museum architecture. There are several works on the development of the concept of museum organization, on the function of museums, on their relation with the social and architectural environment and the changes that they bring about. It constantly focuses on the latest Italian and foreign enterprises in the field of museums. Other contributions are collected in special surveys, such as «The opinion of the photographer», «Museum-Literature», «Old museum-images», «Reviews».

(f.to 17 x 24) Abb. 1985: L. 30.000 (Italia), L. 43.000 (Estero)
Fascicolo sing.: L. 16.000 (Italia), L. 22.000 (Estero)
(format 17 x 24) 1985 subscription: \$ 15.00 (Italy), \$ 21.00 (Abroad)
One issue: \$ 8.00 (Italy), \$ 11.00 (Abroad)

MUSEOLOGIA 9



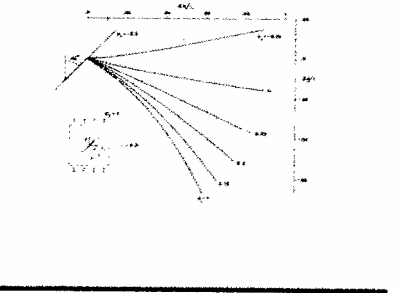
RIVISTA ITALIANA DI GEOTECNICA

Rivista trimestrale diretta da Arrigo Croce
Quarterly review edited by Arrigo Croce

La Rivista Italiana di Geotecnica, organo dell'Associazione Geotecnica Italiana, è dedicata ad argomenti quali la meccanica delle terre e delle rocce, le fondazioni, le strutture di sostegno, le gallerie ed i lavori in sotterraneo, le costruzioni in materiali sciolti, la geologia applicata, la stabilità dei pendii, le frane, la difesa del suolo, la geofisica, e così via. Con riferimento a tali argomenti la rivista ha lo scopo di pubblicare i risultati delle più interessanti ricerche scientifiche e la descrizione delle più rilevanti applicazioni tecniche italiane, anche al fine di rendere note all'estero; si propone, inoltre, di dare notizia dei progressi compiuti dalla disciplina in Italia e all'estero sia nel campo scientifico che in quello applicativo.

The Rivista Italiana di Geotecnica, organ of the Italian Geotechnical Association, deals with such subjects as soil and rock mechanics, foundations, supporting structures, tunnels and underground works, loose material constructions, applied geology stability of slopes, landslides, soil protection, geographics and so on. As far as these subjects are concerned. The review's goal is to publish the results of the most interesting scientific research in the field and to describe the most important Italian technical applications, with a view to making them known abroad. Furthermore this publication aims at giving news about the theoretical and practical advances in this field both in Italy and abroad.

(f.to 21 x 31) Abb. 1985: L. 75.000 (Italia), L. 100.000 (Estero)
Fascicolo sing.: L. 22.000 (Italia), L. 28.000 (Estero)
(format 21 x 31) 1985 subscription: \$ 36.00 (Italy), \$ 48.00 (Abroad)
One issue: \$ 11.00 (Italy), \$ 14.00 (Abroad)



ICOMOS

**COMITÉ CONSULTATIF
ADVISORY COMMITTEE**
**PRÉSIDENT/CHAIRMAN: MR.
STEPHAN TSCHUDI-MADSEN
(NORVEGE/NORWAY)**
**VICE-PRÉSIDENT/VICE-CHAIR-
MAN: MR. MLADEN MINTCHEV
(BULGARIE/BULGARIA)**

**Allemagne, Rep. Federale/Federal Republic of
Germany**
Dr. W. Bornheim g. Schilling
Auf der Bastei 1 D-6500 MAINZ

Angola
M. Eleuterio Freire
Conseil National de la Culture
Cx Postal 1223 LUANDA

Argentine/Argentina
Sr. Carlos Pernaut
Casilla de Correo 2163
1000 BUENOS AIRES

Australie/Australia
Dr. Michael Pearson
c/o Australian Heritage Commission
G.P.O. Box 1567 Canberra City 2601

Autriche/Austria
Mr. Ernst Bacher
Bundesdenkmalamt
Schweizerhof Säulenstiege 1010 WIEN I,
HOFBURG

Belgique/Belgium
Mr. Andries Van den Abele
Groot Begijnhof 95 3000 LEUVEN

Bolivia/Bolivia
Arq. Teresa Gisbert
Museo de Arte Nacional
Casilla 609 LA PAZ

Bresil/Brazil
Mr. Jose Luis Mota Menezes
Rua Sigismundo Gonçalves 151
Cordeiro 50 000 RECIFE, PE

Bulgarie/Bulgaria
M. Mladen Mintchev
Comité National Bulgare
rue Georgui Kirkov n° 34 SOFIA 1000

Canada
Mr. Jacques Dalibard
P.O. Box 1350
Station B OTTAWA, ONT K1P 5R4

Chili/Chile
Arq. R. Marquez de la Plata
Agustinas 1070
Oficina 420 SANTIAGO

Cypre/Cyprus
Dr. Vassos Karageorghis
Director of Antiquities
P.O. Box 2024 NICOSIA

Colombie/Colombia
Arq. A. Corradine Angulo
Apartado Aereo 39610 BOGOTA, D.E. 1

Costa Rica
Arq. Edgar Vargas V.
Apartado Postal 3866 SAN JOSE 1000

Cuba
Sra. Marta Arjona
Direccion del Patri. Cultural Calle A, 608 entre
25 y 27 Vedado, LA HABANA

Danemark/Denmark
Mr. Viggo Nielsen
c/o Ms. Saaby
National Agency for the Protection of Nature,
Amalgade 13, DS-1256 COPENHAGEN D.

Egypte/Egypt
Dr. Ahmed Kady
Egyptian Antiquities Org.
Ministry of Culture
4d, Fakhri Abdel Nour Street Abbasiya,
EL CAIRO

Equateur/Ecuador
Dr. Jorge Benavides Solis
Apartado 3837 QUITO

Espagne/Spain
M. Juan Bassegoda Nonell
Consejo Sup. Col. Arquitectos
Paseo de la Castellana 12 MADRID 1

Etats-Unis d'Amerique/USA
Mrs. Terry Morton
US/ICOMOS, Decatur House
1600 H Street, N.W. WASHINGTON, D.C.
20006

Ethiopie/Ethiopia
Mr. Tadesse Terfa
Ministry of Culture
Box 1907 ADDIS ABEBA

Finlande/Finland
Mrs. Leena Arko
Nat. Board of Antiquities
Ritarihuone P1 187 00171 HELSINKI 17

France
M. Yves Boiret
62, rue Saint Antoine 75004 PARIS

Grèce/Greece
Mr. Doumas
Guatemala
Mr. Luis Lujan Munoz
Universidad de San Carlos
30 calle 17-00 Zona 12 GUATEMALA, C.A.

Haiti
Mr. Albert Mangones
73, rue Lalue PORT AU PRINCE

Hongrie/Hungary
Dr. Dezső Dercsenyi
Intendance des Monuments Hist.
Tancsics Mihály utca 1 H-1250 BUDAPEST

Inde/India
Prof. Bruno Dias Souza
4, Block-B, Indraprastha Estate,
NEW DELHI - 110002

Indonesie/Indonesia
Dr. Haryati Soebadio
Dept. of Education & Culture
DJI Tjilatjap 4 DJAKARTA

Iran
M. le Président ICOMOS/IRAN
c/o Commission Iranienne UNESCO
3000 Ave. Iranchahr Chomali
B.P. 1533, TEHERAN

Irlande/Ireland
Prof. Alistair Rowan
School of Arch., Univ. Col. Dublin Richview
Clonskeagh, DUBLIN 14

Israël
Prof. A. Biran
Ministry Education Culture
Dept. Antiquities & Museums
PO Box 586, JERUSALEM 100

Italie/Italy
Prof. Mario Roggero
Chiesa Trecentesca di Donnaregina
Vico Donnaregina 26 80128 NAPOLI

**Jamahiriya Arabe Libyenne/Libyan Arab
Jamahiriya**
Dr. Salah Eddine Hassan
Pres. Dept. Antiquities
Saray el Hamra, TRIPOLI

Japon/Japan
Dr. Masaru Sekino
c/o Mr. Nobuo Ito
Dir. General of Tokyo
Nat. Research
Institute of Cultural Properties
13-27 Ueno Park Taito-Ku TOKYO 110

Jordanie/Jordan
Dr. Adnan Hadidi
Department of Antiquities
P.O. Box 88 AMMAN

Kenya
Dr. Osaga Odak
P.O. Box 10614 NAIROBI

Liban/Lebanon Prof. Joseph Phares
P.B. 50222 Beyrouth

Luxembourg/Luxemburg
M. Alfred Steinmetzer
21, route de Diekirch WALFERDANGE

Mexique/Mexico
Prof. J. Alberto Manrique
Academia Mexicana de la Historia
Plaza de Carlos Pacheco, 21, MEXICO, D.F.

Norvege/Norway
Mr. Stephan Tschudi-Madsen
Central Office of Hist. Mon.
Akershus Festning Bygn. 18
Oslo Mil, OSLO 1

Panama
Arq. Sebastian Paniza
Apartado 6239 PANAMA 5

Paraguay
Arq. Jorge Patino Migone
Andres Barbero 46
Casilla de Correo 1401 ASUNCION

Pays-Bas/The Netherlands
Mr. Jan Jessurun
Huis de Pinto
Sint Antoniesbreestraat 69
1011 HB AMSTERDAM

Perou/Peru
Mr. V. Pimentel Gurimendi
Los Alamos de Monterrico
Calle 3 - Manz. AY - Lote 6
Surco LIMA 33

Pologne/Poland
M. O. Czerner
c/o ICOMOS POLAND
Château Royal de Varsovie
PL. Zamkowy 4 60277 Varsovie

Portugal
Prof. Augusto Pereira Brando
Comissao Nacional Portuguesa do Icomos
Largo da Academia Nacional de Belas Artes 2
1200 Lisboa

**Republique Arabe Syrienne/Syrian Arab
Republic**
Dr. Afif Bahnsasi
Dir. Gen. Antiquités Musées DAMAS

**Rep. Démocratique Allemande/German
Democratic Republic**
Dr. Ludwig Deiters
Institut für Denkmalpflege
Brüderstrasse 10 1020 BERLIN

**Rép. Pop. et Dém. de Corée/People's Democratic
Rep. of Korea**
M. Djang Teheul
Ministère de la Culture et des Arts
PYONGYANG

Republique Dominicaine/Dominican Republic
Mr. R. Roldán Silva
Central Cultural Fund
212, Baudhaloka Mawatha COLOMBO 7

**NOMS ET ADRESSES DES
PRÉSIDENTS DE
COMITÉS ICOMOS
NAMES AND ADDRESSES
OF ICOMOS COMMITTEE
CHAIRMEN**

Roumanie/Romania
Prof. Vasile Dragut
Institut des Beaux Arts
Str. G-ral Budisteanu, 19
BUCAREST VII

Royaume-Uni/United Kingdom
Sir. Bernard Feilden
UK/ICOMOS c/o Architectural Ass.
36, Bedford Square LONDON WC1

Sri Lanka
Mr. Roland Silva
Central Cultural Fund
212, Baudhaloka Mawatha COLOMBO 7

Suede/Sweden
Mr. Roland Pålsson
Central Board Nat. Antiquities
Storgatan 41
P.O. Box 5405 S-114 84 STOCKHOLM

Suisse/Switzerland
M. Claude Jacquot
c/o Bak, case postale 300 BERNE 6

Tanzanie/Tanzania
Mr. A. A. Mturi
Min. Info. Cult., Ant. Div.
P.O. Box 2280 DAR ES SALAAM

Tchécoslovaquie/Czechoslovakia
Prof. Emanuel Hruska
Pionyrů 12/673 16900 PRAHA - Stresovice

Tunisie/Tunisia
M. Abdelaziz Daoulati
33 Rue Tourbet El Bey Tunis

Turquie/Turkey
Mr. Orhan Semerci
ICOMOS Türkiye Milli
Komitesi, Eski Eserler ve
Müzeleş Genel Müdürlüğü Ankara

U.R.S.S./U.S.S.R.
Prof. O. Chvidkovski
2 Zatchatievsky 2
Korp. 3 G-34 MOSCOU

Uruguay
Arq. Antonio L. Cravotto
Av. Sarmiento 2360 MONTEVIDEO

Venezuela
Dr. Omar Hernandez
Apartado de Correo 5552
Carmelitas CARACAS 1041

Yugoslavie/Yugoslavia
Dr. Iva Turk
Zavod SR Slovenije za varstvo naravne in
kulturne dediscine
Plecnikov trg 2 61000 LJUBLJANA

**COMITÉ EXÉCUTIF/EXECUTIVE
COMMITTEE**

BUREAU:
President
M. Michel Parent
ICOMOS 75 Rue du Temple 75003 Paris

Vice-President
Mr. Maxwell Bourke
c/o Arts, Film & Heritage Division
Depart. of Arts, Heritage & Environment.
G.P.O. Box 1252
Canberra City, A.C.T. 2601

AUSTRALIE/AUSTRALIA
Vice-President
M. Roberto Di Stefano
Chiesa Trecentesca di Donnaregina
Vico Donnaregina 26
80128 Napoli ITALIE/ITALY

Vice-President
M. Jonas Glemza
Basanavicius g. 5
Vilnius 232683 U.R.S.S./U.S.S.R.

Vice-President
M. Augusto da Silva Telles
Rua Voluntarios da Patria 181
Apartamento 301
22 270 Rio de Janeiro BRESIL/BRAZIL

Vice-President
Mrs. Ann Webster Smith
3233 Klinge Road, N.W.
Washington, D.C. 20008 U.S.A.

Secrétaire Général/Secretary General
M. Abdelaziz Daoulati
33, rue Tourbet El Bey
Tunis TUNISIE/TUNISIA

**Délégué Général aux Finances/ Treasurer
General**
Arq. Jorge O. Gazaneo
Casilla de Correo 2867
Buenos Aires 1000
ARGENTINE/ARGENTINA

MEMBRES/MEMBERS:
M. Ernst Bacher
Bundesdenkmalamt
Institut für Denkmalpflege
Schweizerhof Säulenstiege
1010 Wien, Hofburg AUTRICHE/AUSTRIA

Mr. Henry F. Cleere
Council for British Archaeology
112, Kennington Road
London SE11 ROYAUME-UNI/
UNITED KINGDOM

Mr. Rakhaldas Sengupta
Kristi Designs
16/20 East Patel Nagar
New Delhi 110008 INDE/INDIA

M. Jean Barthélémy
rue J. Lescarts, 13
7000 Mons BELGIQUE/BELGIUM

Prof. Ludwig Deiters
Institut für Denkmalpflege
Brüderstrasse 10 1020 Berlin
R.D.A./G.D.R.

Prof. Krzysztof Pawlowski
Résidence des Facultés «Picardie»
Avenue de la Justice 34075 Montpellier
FRANCE

Mr. Stephan Tschudi-Madsen
Akershus Festning Bygn 18
Oslo Mil, Oslo NORVEGE/NORWAY

Dr. Daigoro Chihara
1-15-25 Kugenuma-Matsugoka
Fujiisawa-shi, Kanagawa-Ken 251
JAPON/JAPAN

Mrs. Birgitta Hoberg
Central Board of Nat. Antiquities
P.O. Box 5405
11 484 Stockholm SUEDE/SWEDEN

Dr. Andras Roman
Intendance des Mon. Historiques
Tancsics Mihály utca 1
Budapest 1 HONGRIE/HUNGARY

Mme Blanche Weischeding
Commission des Sites et Mon. Nat
21, route de Diekirch
Walferdange LUXEMBOURG/LUXEMBOURG

**MEMBRES CO-OPTES /
CO-OPTED MEMBERS**

M. Nikos Agriantonis
Chambre Technique de Grèce
4 Karageorgi Servias
Athènes 125 GRECE/GREECE

M. Alpha Oumar Konaré
Institute supérieure de formation et de
recherches appliquées
BP 1744 Bamako MALI

M. Alberto Manrique
Culiacan 123, 3er Piso
Mexico, D.F. MEXIQUE/MEXICO

M. Roland Silva
Central Cultural Fund
212 Baudhaloka Mawatha
Colombo 7 SRI LANKA

**PRESIDENT D'HONNEUR /
HONORARY PRESIDENT:**
Prof. Raymond Lemaire
Groot Begijnhof, 95
3000 Leuven BELGIQUE

**COMITES INTERNATIONAUX
SPECIALISES / SPECIALIZED
INTERNATIONAL COMMITTEES**

Art Rupestre/Rock Art
Prof. Emmanuel Anati
Centro Camuno di Studi Preistorici
25044 Capo di Ponte Brescia ITALIE/ITALY

**Architecture Vernaculaire/Vernacular
Architecture**
Mme Rachelle Anguelova
B.P. 715 4000 Plovdiv BULGARIE/BULGARIA

Bois/Wood
Mr. Martin E. Weaver
Heritage Canada Foundation
P.O. Box 1358, Station B
Ottawa Ont K1P 5R4 CANADA

Brique Crue/Mud Brick
Prof. Cevat Erdler
Director, ICCROM
13, Via San Michele 00153 Roma ITALIE/ITALY

Formation/Training
Prof. Dr. A. Tomaszewski
Instytut Historii Architektury i sztuki
Politechnica Warszanska 4L Koszykowa 55
00-659 Warszawa POLOGNE/POLAND

**Gestion du Patrimoine Archeologique/
Archaeological Heritage Management**
Mrs. Margaret Biornstad
Central Board of National Antiquities
Box 5405 S-11484 Stockholm SUEDE/SWEDEN

Villes Historique/Historic Towns
Mr. Andras Roman
Intendance des Monuments Historiques
P.O. Box 6 H-1250 Budapest
HONGRIE/HUNGARY

**Jardins et Sites Historiques/Historic Gardens
and Sites**
Secrétariat International/International Secretariat
Photogrammetrie/Photogrammetry
Mr. Maurice Carbonell
11 Rue Brière de Boismont
94165 Saint Mande FRANCE

Pierre/Stone
Mr. Marc Mamillan
C.E.B.T.P.
Domaine de Saint Paul
78470 Saint Remy les Chevreuse FRANCE

Tourisme Culturel/Cultural Tourism
M. Robertson Collins
c/o US ICOMOS
Decatur House
1600 H Street N.W.
Washington D.C. 20006 U.S.A.

ICOMOS

INTERNATIONAL COUNCIL ON MONUMENTS AND SITES
CONSEIL INTERNATIONAL DES MONUMENTS ET DES SITES
CONSEJO INTERNACIONAL DE MONUMENTOS Y SITIOS
МЕЖДУНАРОДНЫЙ СОВЕТ ПО ВОПРОСАМ
ПАМЯТНИКОВ И ДОСТОПРИМЕЧАТЕЛЬНЫХ МЕСТ
CONSIGLIO INTERNAZIONALE DEI MONUMENTI E DEI SITI

ICOMOS is an international non-governmental organization bringing together people and institutions actively concerned with the conservation of buildings, groups of buildings and larger units of architectural, archaeological and historical interest. Both nationally and internationally it is directed by its members and its effectiveness and the scope of its influence are dependent on their number, their competence and their dynamism. It is their General Assembly which elects the Executive Committee, the members of which are responsible for the administration of the Council and for the general policy guiding the work of the Secretariat since it is they who are called on to implement the programmes adopted triennially by the General Assembly (Cracow 1965, Oxford 1969, Budapest 1972, Rothenburg 1975, Moscow 1978, Rome 1981, Rostock-Dresden 1984).

The aims of Icomos, as set out in its Statutes, are the furthering of the conservation, protection, rehabilitation and enhancement of monuments, groups of buildings and sites. To this end it strives to bring together all individuals or bodies (official or private) taking an active part in conservation. The scope of its membership has broadened as the concept of the architectural heritage itself has developed. At the same time, Icomos is in regular and close contact with numerous international organizations, governmental, professional and private.

When, in 1964, the 2nd International Congress of Architects and Technicians of Historic Monuments decided to set up a permanent association, it was encouraged to do so by Unesco and, as early as 1970, Icomos was included by Unesco among its international non-governmental organizations enjoying consultative and associate status. Besides providing Icomos with regular assistance in the form of a subsidy supplementing its members' subscriptions and the subsidies paid by several governments, Unesco finances specialized assignments under contract. Icomos thus had an important part in the preparation of the World Heritage Convention (1972), in the organization of exchange and training programmes in the field of preservation of historic quarters (1980, 1982, 1984) and in the preparation of various recommendations.

The Assembly at which the Council was founded decided that its headquarters should be in Paris. Since 1971 it has been accommodated in the service wing of the Hôtel Saint-Aignan, a historic building made available to it by the Paris City Council. The Secretariat consists of a salaried staff of four persons, whose work comes under the direct supervision of the Secretary General and the Treasurer General. It carries out the decisions of the General Assembly and the Executive Committee and is in charge of the day-to-day activities of the Council along the general lines laid down by the President. The Unesco/Icomos Documentation Centre, which is responsible for building up and keeping up to date a body of reference material on the conservation, protection, use and rehabilitation of the architectural heritage is financed under a special Unesco contract. It has a staff of two and its material may be consulted either personally or by letter.

Icomos National Committees may be set up in all Unesco Member States and admit all categories of Icomos members (individual, institutional, supporting or honorary). Each Committee has its own international regulations, programme and activities, in accordance with the Council's Statutes and aims. The Committees take an active part in Icomos international activities. At the time of the 1965 Icomos General Assembly there were only a few National Committees, most of them in Europe. Since then, a great effort has been made to increase the number of National Committees, 8 in Africa, 20 in America, 9 in Asia, 1 in Australia and 27 in Europe. Furthermore, Icomos has well as associate members in ten other countries which have not yet their own National Committee.

Icomos has established a network of Specialized International Committees which are bodies of experts concerned with the study of particular problems and which are also a convenient vehicle for regular cooperation with other international bodies. Those established thus far are concerned with rock art, vernacular architecture, wood, mud brick, training, archaeology, historic gardens, stone, photogrammetry, seismology, cultural tourism, historic towns, and stained glass. The Icomos advisory body is the Advisory Committee, the members of which each represent either a National or a Specialized International Committee.

L'ICOMOS est une organisation non-gouvernementale qui regroupe des personnes et des institutions travaillant à la conservation des monuments, ensembles et sites historiques. Ses membres en sont le moteur, au plan national et international. De leur nombre, de leur dynamisme, de leur compétence dépendent l'efficacité et le rayonnement du Conseil. Réunis en Assemblée Générale, ils élisent ceux d'entre eux qui, siégeant au Comité Exécutif, assurent l'administration du Conseil et orientent le travail du Secrétariat. Les membres du Comité Exécutif sont, en effet, responsables de la mise en oeuvre des programmes adoptés tous les trois ans par l'Assemblée Générale (Cracovie 1965, Oxford 1969, Budapest 1972, Rothenburg 1975, Moscou 1978, Rome 1981, Rostock-Dresde 1984).

Les buts de l'Icomos, définis dans ses Statuts, sont de «promouvoir la conservation, la protection, l'utilisation et la mise en valeur des monuments, ensembles et sites». Pour atteindre ces buts, l'Icomos s'est efforcé de regrouper toutes les personnes et tous les organismes (officiels et privés) qui concourent à la conservation. Son domaine de recrutement s'est d'ailleurs élargi en même temps que se développait le concept même de «patrimoine architectural».

L'Icomos entretient, d'autre part, des relations étroites avec de très nombreuses organisations internationales, gouvernementales ou professionnelles.

En 1964, lorsque le II^e Congrès International des Architectes et des Techniciens des Monuments Historiques avait décidé la création d'une association permanente, l'Unesco avait encouragé cette initiative.

Dès 1970, l'Unesco admettait l'Icomos au nombre de ses organisations internationales non-gouvernementales, avec le statut de consultation et d'association. L'Unesco octroie au Conseil une aide régulière (une subvention annuelle, qui s'ajoute aux cotisations des membres et aux subventions de plusieurs gouvernements) et lui confie des tâches spécialisées. L'Icomos a ainsi joué un rôle important dans la préparation de la Convention du Patrimoine Mondial (1972), dans l'organisation de programmes d'échanges et d'information dans le domaine de la préservation des quartiers historiques (1980, 1982, 1984), et dans la préparation de recommandations diverses.

Le siège de l'Icomos a été fixé à Paris par l'Assemblée Constitutive. Il occupe, depuis 1971, une aile de l'Hôtel Saint-Aignan, monument historique mis à sa disposition par la Ville de Paris. Le Secrétariat comprend quatre personnes salariées travaillant sous le contrôle direct du Secrétaire Général et du Délégué Général aux Finances. Il met en oeuvre les décisions de l'Assemblée et du Comité Exécutif et assure la gestion quotidienne du Conseil selon les orientations définies par le Président. Le Centre de Documentation Unesco/Icomos, dont le rôle est de rassembler et de tenir à jour une documentation sur la conservation, la protection, l'utilisation et la mise en valeur des monuments et des sites, bénéficie d'un contrat particulier de l'Unesco. Il emploie deux personnes et peut être consulté sur place ou par correspondance.

Des Comités Nationaux de l'Icomos sont constitués dans les Etats membres de l'Unesco. Ils regroupent tous les membres (individuels, institutionnels, bienfaiteurs, d'honneur) que compte l'Icomos en leur pays. Ils ont leur règlement intérieur, leur programme et leurs activités propres, en accord avec les Statuts et les objectifs de l'Icomos. Ils participent largement à ses activités internationales.

Lors de l'Assemblée Constitutive à Varsovie, en 1965, l'Icomos ne comptait que quelques Comités Nationaux — en majeure partie européens — un grand effort a été accompli depuis pour augmenter leur nombre et implanter l'Icomos dans toutes les régions du monde. En 1985, l'Icomos compte 65 Comités Nationaux ainsi répartis: 8 en Afrique, 20 en Amérique, 9 en Asie, 1 en Australie, 27 en Europe et des membres associés dans une dizaine d'autres pays qui n'ont pas encore constitué un Comité National. L'Icomos a mis en place un réseau de Comités Internationaux spécialisés, organes techniques consacrés à l'étude de problèmes particuliers. Ces Comités offrent aussi l'occasion d'instaurer une collaboration permanente avec d'autres organismes internationaux. Les Comités actuellement constitués sont les suivants: art rupestre, architecture vernaculaire, bois, brique crue, formation, archéologie, jardins et sites historiques, pierre, photogrammétrie, séismologie, tourisme culturel, villes historiques, et vitrail. Les Présidents des Comités Nationaux et des Comités Internationaux spécialisés, réunis au sein du Comité Consultatif, constituent l'organe consultatif de l'Icomos.

